

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication**

Des jeunes en situation de « Neet » au prisme de l'Etat social actif

Trajectoires, épreuves, individus et stratégies

Remerciements

J'aimerais remercier les membres de ma commission d'accompagnement : Matthieu de Nanteuil pour sa grande disponibilité et son aide précieuse, Abraham Franssen pour ses ressources pertinentes et Estelle Richir pour son expérience de terrain, et d'avoir accepté d'encadrer la rédaction de ce mémoire. Merci pour vos encouragements et votre soutien.

Je remercie l'ensemble de l'équipe pédagogique et administrative de la FOPES pour l'énergie déployée, les bons conseils, la coordination et la richesse des cours et des séminaires.

Merci à Youthstart asbl, à la Funoc de Charleroi, au Passage 45 de Charleroi, à la Maison des Jeunes de Namur et à la Maison des Jeunes de Tamines pour m'avoir permis de m'entretenir avec les jeunes concernés par ce mémoire.

Un vif remerciement aux jeunes courageux qui ont partagé leurs expériences lors des entretiens. A travers eux, mes pensées vont à tous ceux qui se cherchent ou qui traversent des difficultés.

Merci aussi à mes amis et aux membres de ma famille qui ont cru en moi et qui m'ont soutenu dans les moments difficiles. Merci dans l'au-delà à mes grands-parents qui m'ont inculqué des valeurs importantes, comme le fait que l'on peut suivre des cours à tout âge afin de s'épanouir. Finalement, tout particulièrement, je remercie mon fils Ilyas pour sa patience, pour la motivation et la force qu'il m'a transmises au cours de ces études...

Table des matières

Introduction	9
I. Problématisation	9
1. Définition des NEET et de la jeunesse :	10
2. Quelques chiffres et données qualitatives	13
3. Contexte de l'Etat social actif ou « crise de l'Etat nation » : modèle culturel et valeurs en mutation.....	16
4. L'allocation sociale pour les jeunes adultes à travers une politique d'injonctions	21
4.1. Le revenu d'intégration (RIS) octroyé par le centre public d'aide sociale (CPAS)	21
4.2. Les projets individualisés d'intégration sociale (PIIS) : condition de la disposition à l'emploi pour bénéficier du RIS	22
5. Entretien exploratoire.....	25
II. Les objectifs et les perspectives de recherche	28
III. Cadre théorique et méthodologie centrés sur la construction identitaire des acteurs	28
1. Cadre théorique inspiré des travaux de G. Bajoit et C. Dubar	28
2. Méthodologie basée sur une revue de littérature et complétée par une recherche qualitative auprès d'une vingtaine de jeunes en situation de NEET	35
2.1. La revue de littérature	35
2.2. L'enquête qualitative	35
IV. Trajectoires, épreuves, individus, stratégies : une revue de littérature complétée par les résultats de l'enquête de terrain	37
1. Pilier 1 : Trajectoires sociales, biographies ou parcours de vie des jeunes en situation de Neet	38
1.1. Revue de littérature	38
1.1.1. Introduction	38
1.1.2. L'influence de l'Ecole de Chicago	38
1.1.3. Quelques concepts clés.....	39
1.1.4. Une variété d'influences sur les parcours : temporalités, normes, ressources individuelles et sociétales :	40
1.1.5. Impact du Contexte de l'Etat social actif et de ses paradoxes sur les trajectoires des jeunes.....	41
1.1.6. Des parcours hétérogènes et complexes	43
1.1.7. Un risque accru de reproduction des inégalités sociales	43
1.1.8. Deux types de trajectoires des jeunes en situation de Neet issus des quartiers populaires à Bruxelles.....	45
1.2. Présentation et analyse des trajectoires principales des jeunes interviewés	46
Trajectoire 1 : Colocation avec la société	47
Trajectoire 2 : Rêves et immigration	54

Trajectoire 3 : De l'économie parallèle aux problèmes de santé	59
Trajectoire 4 : Quand la maladie mentale s'en mêle	64
2. Pilier 2 : Epreuves, tensions, et valeurs	68
2.1. Revue de littérature	68
2.1.1. Le concept des NEET : après la catégorisation, la stigmatisation ?	68
2.1.2. L'autonomie face à l'hétéronomie	71
2.1.3. Les valeurs et aspirations des jeunes	78
2.1.4. Les tensions structurelles et existentielles des jeunes au prisme d'un monde néo-libéral	83
2.2. Analyse de nos entretiens	85
3. Pilier 3 : Individus, sujets et acteurs	100
3.1. Revue de littérature	100
3.1.1. La construction de l'identité à travers les mutations de notre société	100
3.1.3. Le poids des politiques sociales sur la construction identitaire des jeunes en situation de Neet	105
3.1.2. La gestion de soi chez les jeunes face aux épreuves et aux tensions	109
3.2. Le travail sur soi chez nos jeunes interviewés	111
3.2.1. Le jeune résiste	111
3.2.2. Le jeune s'accommode	113
3.2.3. Le jeune prend de la distance	113
3.2.4. Le jeune concilie son accomplissement personnel, son désir de reconnaissance et ses engagements	114
4. Pilier 4 : Les stratégies des jeunes en situation de Neet	115
4.1. Revue de littérature	115
4.1.1. Les réactions individuelles face au mécontentement	115
4.1.2. Comment un individu accepte-t-il de se soumettre à l'autorité ?	118
4.1.3. Des stratégies de résignation, de distance et de retrait	120
4.2. Analyse des stratégies des jeunes interviewés	125
4.2.1. Loyalty	126
4.2.2. Exit	130
4.2.3. Voice	130
4.2.4. Apathy	131
V. Conclusion : engager les politiques publiques vers une autre voie ?	132
1. Les résultats de notre recherche	132
2. Les limites de notre enquête	135
3. Nos recommandations	135
VI. Bibliographie	138

Ouvrages.....	138
Articles et revues	139
Sites et Pages Web divers.....	142
Conférences et entretiens.....	144
Figures.....	145
VII. Annexes	146
Annexe 1 : Guide d’entretiens	146

Introduction

I. Problématisation

Assistante sociale depuis 2015 dans divers secteurs tels que les CPAS, l'insertion socioprofessionnelle, la santé mentale et l'aide à la Jeunesse, je suis interpellée par certaines problématiques concernant le public des jeunes adultes en Wallonie, notamment le clivage entre la responsabilisation des jeunes adultes par les autorités publiques et leur degré d'autonomie dans leurs choix professionnels et personnels, mais aussi par la précarisation et le mal-être de ceux-ci.

Pendant et juste après la crise Covid 19, je travaillais comme assistante sociale au sein d'un service de santé mentale et j'ai été interpellée par l'afflux de nouvelles demandes de suivi social et psychologique, et plus particulièrement par une augmentation de bénéficiaires que je pourrais catégoriser de jeunes adultes. Ceux-ci souffraient d'un mal être psychique mais également d'un mal être social, parfois en fracture familiale, scolaire, ou institutionnelle. J'ai remarqué également que bon nombre de jeunes majeurs subvenaient à leurs besoins primaires par de petits jobs étudiants ou « parallèles », perdus pour la plupart par la fermeture du secteur de l'Horeca pendant la période Covid 19. Certains étaient encore étudiants et d'autres n'avaient aucune occupation c'est-à-dire qu'ils n'étaient pas en enseignement ni en formation ou ils ne travaillaient pas. Les statuts administratifs de ces utilisateurs du service variaient : étudiants, bénéficiaires du CPAS, demandeur d'emploi libre sans revenu ou allocataires de revenus de chômage. J'avais l'impression que ces jeunes ne savaient pas trop où ils allaient, leurs aspirations étaient parfois confuses, et ils ne semblaient pas avoir beaucoup de perspectives dans la vie. Ils présentaient des états de perte de sens, et remettaient tout en question, le monde leur semblait souvent négatif et injuste... Enfin beaucoup d'entre eux, et de tout milieu confondu présentaient une grande solitude pendant cette crise et des états dépressifs. Cette expérience m'a aussi permis de comprendre qu'à l'heure d'aujourd'hui beaucoup de jeunes vivent encore dans la « débrouille » et la crise Covid 19 n'a fait qu'accentuer ces difficultés déjà présentes. Par ailleurs, depuis une trentaine d'années, ayant toujours vécu le long du sillon Sambre et Meuse entre Namur et Charleroi, je peux remarquer qu'il y a de plus en plus de jeunes en mendicité dans les rues de Namur ou de Charleroi. Mes impressions sont confirmées par l'étude scientifique de B. Muylder, et M. Wagener en 2020 expliquant que bon nombre de jeunes sont peu informés de leurs droits, connaissent l'isolement social, le sans-abrisme, et différentes ruptures telles qu'institutionnelles, scolaires, et familiales... Finalement d'après

mon exploration et les données chiffrées détaillées ci-dessous, je suis interpellée par le taux encore élevé de jeunes en situation de Neet (Not in employment, in education or in training). Les dispositifs sociaux mis en place à destination de ce public spécifique dans les institutions publiques ou dans les a.s.b.l. de l'insertion socioprofessionnelle ne semblent pas résoudre la problématique de façon significative.

1. Définition des NEET et de la jeunesse :

L'appellation NEET est un terme tiré de l'anglais (no employment, no education or training), ce qui veut dire que ce sont des jeunes qui ne sont ni à l'emploi, ni en enseignement ou en formation. Comme on peut le constater, les tranches d'âges analysées dans les statistiques vacillent. Tantôt on définit les NEET entre 18 et 24 ans, maintenant il est plutôt question des 15-29 ans comme les catégorisent les chiffres européens par exemple.

Ce concept apparut au Royaume Uni pendant les années 90 et a été très vite utilisé par les acteurs politiques, les chercheurs et les médias car les chiffres recensés reflètent l'impact de la crise économique sur l'inclusion des jeunes européens. (Parlement européen, 2017) Toutefois, ces jeunes sont parfois inexistantes au regard des statistiques ou « hors radars », et n'ont pas toujours de statut administratif (Vendramin P. 2020).

D'autres comme Menouar Malki, Directeur de l'Aide à la Jeunesse en France définit plutôt les jeunes en situation de vulnérabilité. Il les catégorise comme suivant : des jeunes « vaincus » lié à l'échec scolaire, « galériens » lié à l'échec scolaire mais en plus assigné à un quartier résidentiel qui leur donne le sentiment d'être exclu institutionnellement tout en les réconfortant, « en errance » des jeunes plutôt sans abris qui bougent de ville en ville ou encore en « exil » issus de l'immigration sans papier et donc sans accès aux droits. Il s'appuie sur Castel pour définir les jeunes en situation de vulnérabilité en indiquant que ce sont des jeunes dans une « *situation de flottaison entre des situations d'exclusion et des situations d'inclusion ou d'intégration* »¹, ce qui est caractérisé par la précarité de l'intégration par l'emploi ou par un « *délitement* » du lien social.

Cette catégorie sociale inquiète les politiques. Les caractéristiques communes aux jeunes en situation de Neet sont une faible estime de soi, une précarité financière et l'inoccupation. Ces caractéristiques peuvent vite dégénérer vers des risques de dépendances (alcool, drogue, etc.),

¹ Castel R. cité par Menouar Malki (2020), *Comment définir les jeunes en état de vulnérabilité*, Interreg, Habitat défi-jeunes, <https://accompagnement-social.eu/outillotheque/accompagner-globalement-les-jeunes/>, consulté le 20 avril 2024

vers la pauvreté, le sans-abrisme ou encore vers la délinquance et ses organisations informelles (Blairon J. & Mahy C., 2017).

Selon le Forem en 2019, l'union européenne répertorie les NEET en plusieurs catégories :

« les « **chômeurs au sens conventionnel** », c'est la part la plus large ; **les personnes non disponibles sur le marché de l'emploi** en raison d'une maladie, d'un handicap, ou de la prise en charge d'un proche; **les personnes « désengagées** » c'est-à-dire ne cherchant pas d'emploi ou à étudier, et n'y étant pas contraintes (en ce compris les jeunes « découragés » par le travail et les jeunes engagés dans des modes de vie marginaux) ; les « **chercheurs d'opportunités** » c'est-à-dire des personnes qui bien que cherchant activement un emploi (ou une formation), se réservent pour une opportunité qu'elles jugent digne de leurs compétences ou de leur statut ; **les NEET « volontaires** », qu'ils voyagent ou soient engagés de manière constructive dans d'autres activités telles que l'art ou l'auto apprentissage. »²

Par ailleurs, quelles que soient la conjoncture et l'hétérogénéité du public NEET, il est identifié par le Forem comme un public fragilisé tant par son manque d'expérience, que par ses difficultés d'insertion ou de manque de maîtrise des techniques de recherches d'emploi. Aussi, ce public additionne souvent des « lacunes » communes : un manque de qualification, issus de l'immigration, venant de quartiers précarisés et avec un capital économique et social faible (par exemple avoir des parents sans emploi) (Franssen A. 2012). Une étude du Parlement européen en 2017 rajoute qu'en règle générale, plus le niveau d'études est faible et plus le jeune a des chances de rencontrer une situation de Neet, comprenant de l'exclusion sociale et de faibles perspectives d'emploi. Toutefois, la tendance s'inverse pour les pays du Sud très en crise comme Chypre, la Croatie ou la Grèce où les jeunes très diplômés ont plus de risques que les autres catégories de se retrouver dans cette situation.

Olivier Galland, sociologue de la jeunesse quant à lui tente de redéfinir l'âge de la jeunesse lors d'un entretien effectué en 2017 par le journal « Le Monde ». D'après lui, l'Insee (Institut national français de la statistique et des études économiques) prend de plus en plus en compte la tranche 15-29 ans dans ses études et donc on assisterait à un rallongement de la jeunesse qui démontre que l'autonomie se prend de plus en plus tard.

A côté de cela, il semblerait que les critères pour définir la jeunesse ont évolué depuis quelques décennies. D'abord considérée comme une catégorie à part entière par les sciences sociales,

2

https://www.leforem.be/content/dam/leforem/fr/documents/20190823_Analyses_Fiches_Jeunes_MDE_mise_a_jour2019.pdf, consulté le 06 février 2023

depuis les années 80 la jeunesse est considérée comme un « passage » vers l'âge adulte avec des étapes qui varient en fonction des individus. Selon lui à l'époque, ces étapes « clés » étaient prioritaires pour les jeunes dans l'ordre suivant : la fin de la scolarité et le début de la vie professionnelle, le départ du domicile familial, la mise en couple et finalement l'arrivée d'un enfant. L'ordre de ces étapes jadis respecté ne l'est plus désormais. Avec l'âge médian de 20 ans pour la fin des études, la tendance actuelle est constituée d'allers-retours entre logement privé et domicile des parents. Le rapport à l'emploi et à la formation a changé se composant également d'allers-retours entre des stages, des CDD, des périodes de chômage. Le premier enfant arrive plus tardivement qu'auparavant et plutôt vers l'âge de trente ans. A ces constats s'ajoutent un allongement des études et une arrivée plus précoce dans l'adolescence par l'autonomisation dans les relations sociales et dans les idées et notamment avec l'usage d'internet.

Abraham Franssen ajoute en 2011, qu'il ne faut pas confondre la période d'adolescence avec celle de la « jeunesse ». Comme Olivier Galland, il explique qu'après l'adolescence, vient une période de transition vers l'âge adulte où le jeune doit construire sa propre identité et trouver sa place dans la société. C'est une période où le jeune se définit donc en tant que « sujet » mais aussi en tant qu'« *acteur* » de sa propre vie. Cette période est marquée par la fin des études, une entrée dans l'indépendance économique, le début de la vie en couple, le premier enfant. On peut donc dire qu'on est entré dans l'âge adulte quand on a acquis une autonomie financière, résidentielle, dans l'emploi et dans le domaine de l'affection. (Franssen A. 2011). Il ajoute que cette période transitoire s'inscrit pour les francophones en Belgique, entre le modèle familialiste des pays du Sud de l'Europe où la famille constitue la valeur refuge et entre le modèle nordique axé sur l'indépendance et l'autonomie. En Belgique, d'une part les pouvoirs publics interviennent financièrement au cas par cas, par l'octroi d'allocations de chômage ou de CPAS (centre public d'aide sociale) détaillées ci-dessous, ce qui peut être stigmatisant pour le jeune. Et d'autre part, la famille joue encore un rôle important pour les jeunes au sortir de l'école vers l'emploi et vers l'indépendance, qui reste précaire pour ces jeunes. Les familles restent aussi un relais important pour les jeunes qui continuent des études supérieures (Franssen 2012).

Par ailleurs, d'après les données d'Eurostat en 2021, en Belgique, l'âge moyen du départ du foyer familial s'élève aux alentours de 26 ans. Les jeunes femmes partiraient plus tôt (25 ans) que les jeunes hommes (26 ans). En Europe, la moyenne d'âge est de 26 ans et demi, mais elle varie en fonction des situations géographiques, et culturelles des pays. Les raisons de ce départ

peuvent changer « *en fonction du travail, de l'indépendance financière, des études, de l'emménagement en couple, du mariage et de la situation familiale* »³.

2. Quelques chiffres et données qualitatives

Une étude de Statbel, en 2021 indique que 6,7% des 18-24 ans n'ayant pas obtenu de diplôme de l'enseignement secondaire se trouvent dans une situation de décrochage scolaire que ce soit dans la filière de la formation ou de l'enseignement. Le taux s'élève à 8,9% chez les hommes contre 4,5% chez les femmes. Il diffère également en fonction des régions 8,3% en Wallonie, 9,1% à Bruxelles et 5,3% dans les Flandres. (Statbel, 2022). Même si depuis les années 2000 on peut constater une diminution (6,4 points de pourcentage en Wallonie), les autorités publiques estiment que ce n'est pas suffisant et visent pour 2030 un départ prématuré des études primaires et secondaires de 0%.

A cela s'ajoute une étude de l'ULB et de l'UCLouvain en premier semestre 2021 réalisée sur 3111 étudiants, dont 56,4 % étaient des filles et 46,5 % inscrits en master, révèle que plus d'un tiers des étudiants présentaient des symptômes sévères d'anxiété. Un étudiant sur six déclarait des symptômes sévères de dépression. L'absence de recours à un professionnel était principalement justifiée par le manque de temps ou de ressources financières, ou encore par le fait de ne pas savoir à qui s'adresser. Ce constat traitant de la santé mentale chez l'étudiant peut à mon sens constituer un risque de décrochage scolaire sérieux et nous donne un aperçu du mal-être chez les jeunes adultes.

Du côté du secteur de l'emploi, reconnu comme vecteur de socialisation, on remarque en Europe (voir figure 2) depuis la crise financière de 2008, que le taux de chômage des jeunes est passé de 16% en 2008 à 24,4% en 2013, pour redescendre ensuite à 14,4 % juste avant la Crise Covid en 2019, ce qui reste relativement élevé (Commission européenne, 2023). En Belgique d'après un rapport de 2019 du Forem, le taux de chômage des moins de 25 ans demeure élevé par rapport à l'ensemble des tranches d'âge de la population active, malgré un léger recul à partir de 2013. Cette nuance s'explique selon le Forem par les aides à l'emploi spécifiques, par une approche individualisée et par le plan européen « Garantie pour la jeunesse », élargi maintenant aux jeunes de 15 à 29 ans. Ce plan garantit pour chaque jeune un emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage, ou un stage dans un délai de quatre mois suivant la perte d'un emploi ou la fin de la scolarité... La Région wallonne a aussi d'autres politiques

³ Eurostat, (2021)

publiques propres comme les aides à l’embauche Impulsion -25, ou les aides pour premiers engagements comme les APE.

Sur le plan régional en Belgique, en 2018 selon des statistiques Eurostat (cfr. figure 1), le taux de chômage des moins de 25 ans en Wallonie devance la Flandre avec 22,5 % contre 10,9 %, et se situe sous le taux bruxellois (30,6%). On peut aussi constater que les jeunes wallons se situent au-dessus de la moyenne nationale qui est de 15,8%.

Chiffres clés - source : Eurostat

Taux de chômage 2018	< 25 ans	15-64 ans
Wallonie	22,5 %	8,5 %
Bruxelles	30,6 %	13,4 %
Flandre	10,9 %	3,5 %
Belgique	15,8 %	6,0 %

Figure 1, Eurostat, Taux de chômage 2018

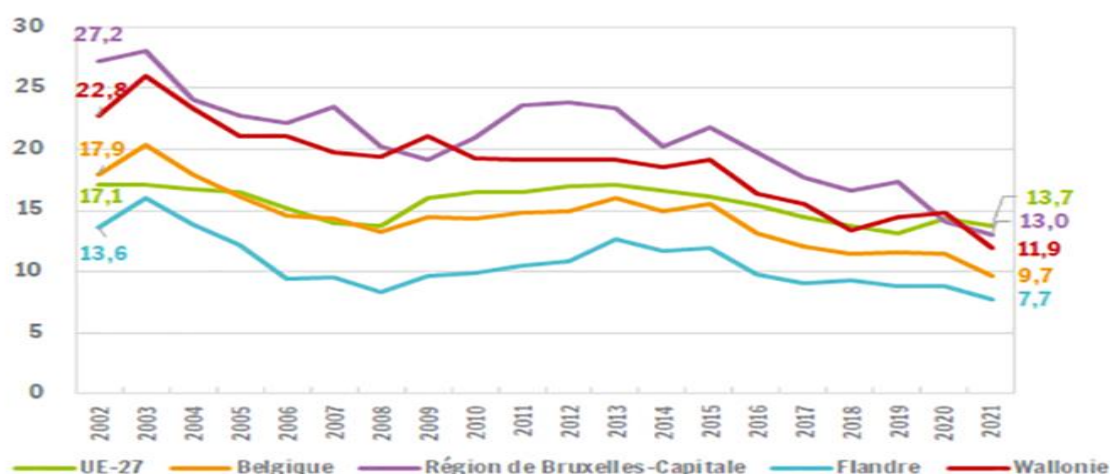


Figure 2, Iweps, Taux Neet

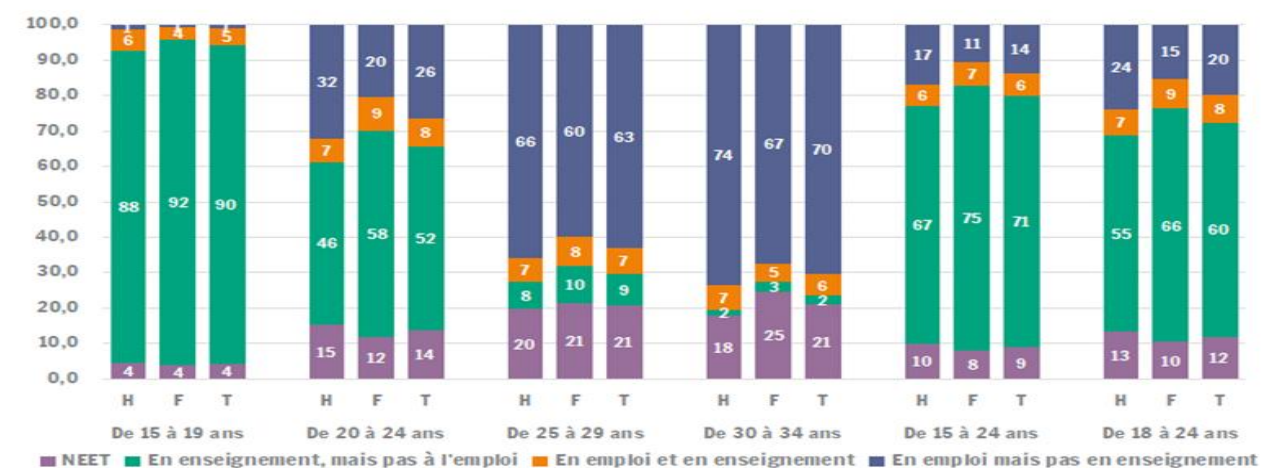
Par ailleurs, à partir de 2010, face à un constat alarmant du taux de chômage chez les jeunes en Europe, l’Union européenne a mis en place un nouvel indicateur pour se représenter la situation des jeunes en décrochage des filières éducationnelles représentées par la formation et l’enseignement, ainsi que le non-emploi (le taux Neet, voir figure 2 ci-dessus). Le taux de Neet est donc égal au nombre de jeunes sans emploi, enseignement ou formation par rapport à la population totale des jeunes. Les tranches d’âge dans les statistiques varient. D’abord la tranche d’âge des 15-24 ans a été utilisée mais dorénavant elle s’élargit de plus en plus souvent vers la

tranche des 15-29 ans. En Belgique, dans le graphique ci-dessous nous pouvons constater une tendance vers la baisse depuis 2002 à nos jours avec une remontée significative après la crise financière de 2008 (Parlement européen, 2017).

En outre, en 2018, le taux de NEET (ni à l'emploi, ni en enseignement ni en formation) en Belgique est de 9,2 % soit 13,3 % à Bruxelles, 10 % en Wallonie et 7,8 % en Flandre. En Wallonie, le Hainaut représentant 12 % fait partie des taux les plus élevés. Il est aussi constaté que depuis une vingtaine d'année en Wallonie, le taux des NEET reste significativement plus élevé que la moyenne nationale, même si l'écart tend lentement à se réduire depuis le début des années 2000, moins favorable donc que la Flandre et plus favorable que Bruxelles Capitale. (Forem, 2023)

Il est aussi intéressant d'observer la figure 3 ci-dessous de 2021 issue de Statbel. Le pourcentage de la catégorie NEET augmente avec l'âge. En effet, de 15 à 19 ans, on pourrait déduire que l'obligation scolaire influence le faible taux des NEET, mais passé cet âge, le taux des NEET augmente considérablement d'abord dans la catégorie 20-24 ans, ensuite de plus en plus pour les 25-29 ans et encore davantage pour les 30-34 ans. Si l'on se réfère au graphique, même si les jeunes de plus de 25 ans vont naturellement vers l'emploi et moins vers l'enseignement, un cinquième de ce public n'a aucune occupation professionnelle, scolaire ou formative.

Structure d'activité selon l'âge et le sexe en Wallonie (2021)



Sources : Statbel – EFT, 2021 ; Calculs : IWEPS

Figure 3., Statbel -EFT 2021 ; Calculs IWEPS

« En 2011, la Belgique avait fixé comme objectif un pourcentage de NEET parmi les 15-24 ans inférieur à 8,2 % à l'horizon 2020. Avec un taux de 9 % de NEET parmi les 15-24 ans, la Wallonie n'a pas atteint cet objectif. La scolarité étant obligatoire pour les mineurs d'âge, il

*est plus intéressant de calculer l'indicateur pour les 18-24 ans. Le taux de NEET parmi les Wallons de 18-24 ans vaut 11,9 % en 2021 ».*⁴

En 2015, le parlement européen quant à lui recense dans la tranche d'âge des 15-29 ans des européens 14,8% de jeunes en situation de NEET. Toutefois, de grandes disparités sont constatées en fonction des pays. Les résultats de cette étude montrent aussi que dans cette tranche d'âge, 16,7 % sont des femmes contre 13% des hommes. En outre, dans l'Union européenne 88% des jeunes qui sont dans la situation de Neet pour des raisons familiales sont des femmes alors que pour les autres motifs on observe une majorité masculine (Parlement européen, 2017).

3. Contexte de l'Etat social actif ou « crise de l'Etat nation » : modèle culturel et valeurs en mutation

Lors d'une table ronde à l'université de Lille en 2010, Robert Castel explique que depuis les années 70, les fondations de l'Etat social actif se construisent sur une critique de l'Etat « social » ou Etat « nation ». Cet état serait considéré comme trop rigide, qui ne s'adapterait pas à la mobilité, et qui entretiendrait une culture de l'assistance avec des « parasites qui vivraient au crochet de la société d'où une réintroduction du « donnant-donnant » où l'Etat ne donne pas de prestations sans contrepartie. En 2002, la représentante du Ministre Vandebroucke des affaires sociales et des pensions en Belgique parle d'élargissement de la solidarité en terme « d'activation », partant du constat que « *l'Etat social traditionnel n'arrivait pas à combler tous les besoins...* »⁵. Selon elle, chaque citoyen doit participer de manière active à la société, valeur clé rendue désormais officielle lors d'un texte émis par le Gouvernement « arc en ciel » en 1999. Le terme « Etat social actif » (ESA) rentre désormais dans le langage politique.

Selon R. Castel (2010), auparavant l'Etat social s'était construit par une position centrale de l'Etat qui avait trouvé des compromis entre les intérêts divergents des partenaires sociaux, c'est à dire entre le marché ou le capital qui représentent le monde de l'entreprise, et le salariat. Ces compromis ont été inscrits dans le droit comme le droit du travail et de la sécurité sociale ce qui institua un rôle protecteur essentiel de l'Etat.

⁴ [Jeunes en situation de NEET \(ni à l'emploi, ni en enseignement, ni en formation\) - Iweps](#), consulté le 03 mars 2023

⁵ Représentante Ministre Vandenbroeck, (2002, 19 septembre), « *L'Etat social actif, un concept libéral pour un social à la marge ?* » Acte de la journée d'étude organisée par la Fédération des centres de service social et la Fédération des centres de service social bicommunautaires, Liège, Les carnets du travail social. <https://www.fdss.be/wp-content/uploads/EtatSocialActif.pdf>, consulté le 05 août 2023

Politiquement, c'était une réponse réformiste à l'existence du capitalisme industriel, le salariat demeure un rapport de subordination mais les ayants-droits bénéficient de protection forte.

Cette forme d'équilibre a été donc remise en question avec la crise qui commence dans les années 70 avec un certain nombre de critiques qui mettent en péril les régulations relevant de la protection sociale et de la protection au travail, ce qui engendre une déconstruction progressive des droits et des protections dans un esprit libéral.

Le statut de l'emploi se fragmente, les carrières deviennent discontinues et entre emploi et non-emploi, on peut constater une expansion de la précarité.

Lors d'une journée d'étude en 2002 concernant l'Etat social actif, il est expliqué par Pascale Vielle que suite au deuxième choc pétrolier (1979), les valeurs de solidarité et de collectivité portées par l'Etat « *providence* » appelé par Robert Castel en 2010 « *Etat nation* » ou « *social* » glissent petit à petit vers des valeurs de responsabilisation individuelle et de concurrence. Or, il est regretté par bon nombre de participants à cette étude que seuls des moyens pour des dispositifs contraignants à destination de l'activation des sans-emploi soient déployés, en négligeant des aspects comme l'accomplissement de soi des citoyens et le contrôle des entreprises. Elle explique aussi que parallèlement, d'autres chercheurs comme Arnsperger évoquent un renversement de situation au début du 21ème siècle dans un contexte de globalisation : la solidarité collective envers l'individu devient une solidarité individuelle envers l'Etat découlant aussi d'une volonté politique européenne. L'intervention publique devient « *utilitariste* » dans un esprit de réduction des dépenses, la socialisation des adultes passe dans une *revalorisation du marché* au risque de confondre intégration et participation à un travail (Vielle, 2002).

Lors de cette journée d'étude en 2002, Marie Verhoeven avance quant à elle, que la société actuelle se trouve dans un contexte normatif en mutation économique et culturelle. Dans une logique marchande néo-libérale dite « d'activation », l'individu se veut rentable, doit s'adapter, doit être flexible, ce qui entraîne de nouvelles vulnérabilités sociales et individuelles. Dorénavant, à travers une hyper-responsabilisation, la réussite est basée sur la « pression de la performance » et le conflit de classe issu des sociétés industrielles se voit remplacé par des frontières troubles entre l'exclu et l'inclus. En effet, l'exclusion individuelle dans toute classe sociale confondue succède à l'exclusion collective d'une classe sociale spécifique d'antan.

Selon le degré de performance, tout le monde peut basculer d'un état à un autre. La société attribue la responsabilité de sa trajectoire à l'individu lui-même. Ce qui veut dire que si à un instant T l'individu se voit exclu de la société, ce sera à lui-même que l'on attribuera sa

négligence et non à la collectivité, ce qui peut être lourd à porter pour l'individu (Verhoeven M., 2002).

Par ailleurs, l'individu doit se construire tout au long de sa vie dans une société plurielle complexe composée de différents référents et modèles culturels avec une multitude de valeurs et doit constamment se remettre en question et s'adapter. De plus, selon Marie Verhoeven (2002), la société actuelle est caractérisée par l'instabilité et un avenir incertain assez négatif. Il est difficile pour l'individu de s'installer dans un modèle d'ancrage collectif, ce qui transforme la norme vers une obligation d'autonomie et de responsabilisation. Celui-ci doit décider de sa vie et « *être entrepreneur de sa vie* », se prendre en charge pour un futur rempli d'incertitudes... Vient aussi la question de la protection de la fragilité et de la vulnérabilité, en effet, l'individu doit vivre avec sa faiblesse mais se responsabiliser avec la pression que cela peut impliquer, ce qui augmente le risque de rupture du lien social individuel et les conséquences dramatiques que cela peut engendrer comme le sans-abrisme, la désocialisation, la dépression, l'errance...(Verhoeven, 2002)

En 2007, Jean- Louis Genard explique que dans l'Etat social actif actuel, l'individu est passé d'un rapport « *devoir vouloir* » basé sur la motivation, et le devoir, à un « *savoir et pouvoir* » où l'individu en toute connaissance de cause peut s'exprimer et valoriser son potentiel en développant ses capacités et ses compétences, mais toujours réprimables par l'Etat. (Genard J. 2007) Ces compétences sont de l'ordre du savoir-faire mais aussi du savoir-être comme savoir travailler en équipe et en autonomie, avoir le sens de l'efficacité, être résistant au stress, avoir la capacité de résoudre des problèmes... (Franssen A. 2011)

Aussi, Jean-Louis Genard énonce la théorie du potentiel, qui place l'individu comme potentiellement capable de se développer, avec un contexte social ou psychologique qui va influencer le fait de développer ses compétences ou pas. L'Etat, qui auparavant avec l'Etat « providence » avait pour fonction de redistribuer les richesses issues du marché, va maintenant avoir le rôle d'accompagnant dans les projets individualisés pour soutenir le développement des compétences des citoyens afin qu'ils puissent bénéficier de leurs droits et à condition qu'ils le fassent. C'est-à-dire qu'il y aura un rapport de collaboration entre le citoyen et l'Etat différent du concept de l'Etat Providence où dans cette vision, l'Etat représentait l'action collective en faveur du soutien de l'individu qui n'était pas considéré comme responsable de sa situation. L'Etat providence vu par Esping-Andersen protégeait les travailleurs qui n'avaient plus à se vendre sur le marché du travail, dans une série de circonstances estimées comme légitimes : la maladie, l'accouchement, la vieillesse, etc. (Genard JL, 2007).

L'action sociale est de même en changement. L'aide sociale n'est plus considérée comme acquise, mais octroyée sur base de la compétence à l'obtenir, les travailleurs sociaux doivent jongler avec l'individualisation des trajectoires dans l'accompagnement social et avec cette conditionnalité (Genard JL, 2007). C'est aux pouvoirs publics à juger si le citoyen est actif ou pas, ce qui implique également une responsabilisation du travailleur social envers l'Etat. On passe donc du « droit-créance » se référant à l'Etat providence au « droit-autonomie » de l'Etat social actif. Les allocations de remplacement sont octroyées sous conditions dans une contractualisation de l'aide en hyper-responsabilisant l'individu. « *Ou tu grimpes, ou on ne t'assure plus !* ».⁶ L'Etat se veut donc plus contrôlant, si l'individu demandeur d'allocations ne respecte pas les termes du contrat signé, les instances de l'Etat peuvent procéder à la suspension des allocations de remplacement voir à la suppression.

L'Etat évaluateur fixe donc les objectifs, et le secteur social doit se créer les moyens pour un résultat évalué en faisant pression sur l'utilisateur, il doit s'activer pour renforcer son employabilité en mobilisant ses compétences et ses ressources. Cette tâche se montrerait fastidieuse par la multitude de partenaires et l'hétérogénéité du public avec des trajectoires non linéaires.⁷

Par ailleurs, Jean-Louis Genard en 2007 formule le concept de « capacitation ». La signification du terme « incapacité » a changé et renvoie à la notion de vulnérabilité. Depuis la fin du 20^{ème} siècle la conception de la capacité et de la responsabilité est passée progressivement du « statut » à un « processus », et l'individu va être constamment entre ces deux aspects que sont l'autonomie et l'hétéronomie exigeant que l'individu vive selon des lois imposées. Chaque personne peut progresser et ensuite régresser suite à un « orage de la vie », mais chaque individu est considéré comme quelqu'un qui peut surmonter cela en termes de compétences en suivant par exemple des thérapies, en se formant et en développant son potentiel. On passe donc d'un modèle de capacité à un modèle basé sur l'empowerment, (autodétermination). En outre, l'Etat insiste sur l'accompagnement du travailleur social vers l'autonomie des personnes vulnérables. Il ne constitue plus une stabilité protectrice comme le prévoyait l'Etat providence qui avait la responsabilité de fournir à la société les conditions de « possibilité », mais c'est un Etat où la responsabilité et la conquête de l'autonomie reviennent maintenant à l'individu. L'Etat réseaux ou Etat social actif va donc mettre cette responsabilité de réussite sur l'individu dans cette

⁶ Hubert H.O., Poncé A. représentante Ministre Vandenbroeck, Verhoeven M., Vielle P., (2002, 19 septembre), « *L'Etat social actif, un concept libéral pour un social à la marge ?* » Acte de la journée d'étude organisée par la Fédération des centres de service social et la Fédération des centres de service social bicommunautaires, Liège, Les carnets du travail social. <https://www.fdss.be/wp-content/uploads/EtatSocialActif.pdf>, consulté le 05 août 2023

⁷ Ibidem

capacitation, car chacun doit pouvoir s'améliorer que ce soit dans l'employabilité, dans la santé mentale ou même dans la scolarité en améliorant ses compétences (Genard JL, 2007).

L'enjeu des compétences montre à quel point les droits sociaux sont modifiés en fonction de cette anthropologie conjonctive où l'individu peut être à la fois responsable et irresponsable, capable et incapable. Par ailleurs, la compétence anciennement liée à la connaissance vient s'agréger aux capacités émotionnelles et relationnelles et font parfois l'objet de différents tests (Genard JL, 2007).

En 2010, l'économiste Christophe Ramaux quant à lui nuance le côté sombre de l'Etat social actif en affirmant que le néo-libéralisme n'a pas tout emporté. D'après lui, le marché peut avoir du bon ainsi que l'entrepreneuriat et il y a des choses que le marché ne peut pas faire comme travailler sur l'intérêt général qui revient à la responsabilité de l'Etat. Il ajoute que l'Etat social n'est pas uniquement la protection sociale mais qu'il contient d'autres fondements comme la régulation des rapports de travail (le droit du travail), les services publics, les politiques économiques concernant les revenus, les budgets, l'industrie, le commerce ou la monnaie mais aussi des politiques de soutien à l'activité et à l'emploi. Il tempère donc en expliquant que nous ne vivons pas dans des économies de marché, mais dans des économies mixtes avec du marché mais aussi avec de l'intervention publique. D'après lui, l'enjeu est l'intervention publique, et quelle place est accordée aux politiques publiques et aux plans de relance. La situation serait moins dramatique que l'on ne pense car il explique que la part des dépenses publiques en matière de redistribution envers les ménages est plus importante que fin des années 70 et que l'Etat social est toujours efficace. Par ailleurs, la démocratie selon lui comporte plusieurs volets qui sont toujours aussi importants comme la liberté de penser, le suffrage universel et l'ancrage de la démocratie extrêmement fort dans nos pays.

Finalement, selon R. Castel (2010), on ne peut pas récuser systématiquement ce nouvel Etat car il se veut capable de se rapprocher des trajectoires individuelles dans une nouvelle société mobile et flexible. Néanmoins, il devrait se trouver au sein d'un nouveau compromis social différent d'antan qui serait d'articuler la mobilité des individus avec la conservation d'un droit fort pour les citoyens.

4. L'allocation sociale pour les jeunes adultes à travers une politique d'injonctions

4.1. Le revenu d'intégration (RIS) octroyé par le centre public d'aide sociale (CPAS)

A 18 ans, si un jeune veut ou doit prendre son autonomie, il peut prétendre au revenu d'intégration sociale octroyé par le CPAS. Il peut également en faire la demande si le ménage dans lequel il évolue dispose de faibles revenus. Une enquête sociale sera dès lors établie par le travailleur social afin d'évaluer l'ouverture éventuelle du droit. Cependant, d'après mon expérience professionnelle, les jeunes ne sont pas toujours au courant de leurs droits ou n'y ont pas toujours recours.

En Belgique, si l'on se réfère à la loi de 2002 revue en 2006 sur le droit au RIS (**revenu d'intégration sociale**), pour prétendre à un revenu d'intégration sociale, le demandeur doit réunir plusieurs conditions :

- Résider habituellement en Belgique
- Être majeur ou assimilé
- Être belge, avoir un permis de séjour de plus de 3 mois, être reconnu réfugié ou avoir une protection subsidiaire
- Disposer de ressources insuffisantes
- Être disposé à travailler. Il peut y avoir des empêchements pour raisons de santé ou d'équité. Par exemple, un jeune peut poursuivre des études ou une formation en démontrant sa motivation et que ses études peuvent améliorer son avenir. Les critères de l'évaluation de la disposition à travailler ne sont pas identiques pour les personnes qui sont au chômage et les critères peuvent être remodelés en fonction du parcours de chaque personne. Par ailleurs, il sera demandé à un étudiant de travailler pendant les vacances scolaires. Dans le cas des moins de 25 ans, on parle de l'octroi du revenu d'intégration dans l'attente de la mise à l'emploi effective.
- Faire valoir ses droits auprès des débiteurs alimentaires c'est-à-dire que le CPAS peut imposer à un jeune en fracture familiale de faire valoir ses droits aux personnes qui lui doivent des aliments comme les parents ou adoptants. Le CPAS peut aussi agir de plein droit en nom et en faveur du demandeur. Dans le cas où la famille a les moyens financiers suffisants, et que le CPAS entame un recours envers les parents, cela peut engendrer ou accentuer les conflits familiaux. La situation est donc évaluée au cas par cas et en fonction des CPAS.

- Faire valoir ses droits aux prestations sociales (chômage, mutuelle...), en effet, le RIS demeure un droit résiduaire et le CPAS doit fournir aux personnes les informations nécessaires (SPP Intégration sociale, 2024).

4.2. Les projets individualisés d'intégration sociale (PIIS) : condition de la disposition à l'emploi pour bénéficier du RIS

Afin de garantir le droit au Revenu d'intégration sociale (RIS), le bénéficiaire a l'obligation de signer un PIIS endéans les trois mois de la demande. Le PIIS est un contrat conclu entre le CPAS et le bénéficiaire du RIS dans le cadre de la mise à disposition au travail prévue dans la législation des CPAS. Les clauses du contrat sont élaborées par l'Assistant social avec la collaboration de l'intéressé. Si les clauses ne sont pas respectées cela peut mettre en péril l'octroi du revenu ou le suspendre. Le CPAS doit prévoir au moins trois évaluations de ce PIIS chaque année. Malgré son aspect injonctif, le PIIS doit constituer avant tout un outil d'accompagnement individualisé pour le travailleur social dans le but de conduire l'intéressé vers l'autonomie et l'intégration sociale. D'ailleurs, les clauses du contrat peuvent être modifiées et remodelées en fonction du parcours du bénéficiaire, de ses compétences, de ses aspirations et de ses besoins. C'est donc un partenariat entre le travailleur social et l'intéressé dans une relation donnant-donnant avec le CPAS. Le CPAS de son côté a l'obligation de mettre à disposition les moyens pour que le bénéficiaire arrive à ses objectifs en donnant par exemple toutes les informations nécessaires.

Pour les jeunes de moins de 25 ans, l'objectif de ce PIIS reste l'insertion socioprofessionnelle et à terme un contrat de travail. Cela peut être par le suivi d'études de plein exercice en secondaire, dans le cycle supérieur ou dans l'apprentissage en alternance. L'étudiant sera dès lors dans l'obligation de suivre les cours et de présenter tous les examens, de faire valoir ses droits aux allocations d'études, d'entreprendre les démarches pour percevoir ses allocations familiales, de chercher un job étudiant pendant les vacances scolaires et de fournir toute pièce justificative comme les résultats scolaires par exemple. En cas de rupture familiale avec les parents, la législation des CPAS prévoit une collaboration entre l'établissement scolaire ou des tiers et le CPAS. Le CPAS peut aussi servir de médiateur entre le jeune et sa famille.

Le contenu du PIIS peut également contenir d'autres moyens comme suivre une cure de désintoxication, se faire suivre par un psychologue et prendre soin de sa santé mentale, construire un projet professionnel dans un centre d'insertion socioprofessionnelle (CISP), suivre une formation etc.

Quand je travaillais en CPAS dans une fonction d'assistante sociale, j'ai été interpellée par le mal-être de certains jeunes qui rencontraient parfois des difficultés à élaborer un projet pour le futur et qui changeaient souvent d'avis, pour certains ils n'avaient que très peu d'espoir dans la vie et ne trouvaient pas de sens à leur vie. La collaboration avec le secteur associatif était dès lors très important afin de les accrocher à quelque chose ou tout simplement de travailler la confiance en soi. Définir un projet objectif concret et réalisable n'est pas toujours aisé pour les jeunes parfois rêveurs et en quête de sens. Certains choisissaient des études ou une formation par dépit ou par élimination, et un travail d'orientation scolaire et professionnelle était nécessaire via le service s'insertion socioprofessionnelle en interne ou par le travail en réseau avec d'autres structures. En outre, dans certains CPAS, le manque de temps pour les agents et la surcharge de travail rendait parfois cette tâche difficile d'où l'importance des partenariats. A côté de cela, pour Guy Bajoit en 2017, le rapport au temps n'est pas le même chez les jeunes que chez les travailleurs sociaux. Dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle, l'enjeu est non seulement de développer les compétences transversales et techniques des NEET mais aussi d'accrocher les jeunes en tenant compte de leurs valeurs et de leurs rêves dans un contexte néolibéralisme. En effet, il est parfois difficile de recruter les jeunes dans les projets proposés par les institutions en insertion socioprofessionnelle.

4.3. Les allocations d'insertion ou de chômage octroyées par l'Onem (Office national de l'emploi)

Les allocations d'insertion tout comme les allocations de chômage sont des allocations de remplacement de revenu octroyées par l'Onem destinées aux personnes en recherche d'emploi. (Forem, 2024)

Concernant **le droit aux allocations d'insertion** pour les jeunes, elles sont accessibles après les études et limitées dans le temps, ils peuvent y avoir droit **sous certaines conditions** :

- **Avoir des études terminées.** La législation ne demande pas forcément d'avoir réussi mais d'avoir terminé l'année scolaire et d'avoir présenté ses examens (si moins de 21 ans, il faut posséder d'un diplôme),
- **Ne pas avoir dépassé l'âge de 25 ans au moment de la demande,**
- **Avoir terminé un stage d'insertion professionnelle avant 25 ans**, c'est-à-dire que le jeune inscrit comme demandeur d'emploi n'a pas droit aux allocations pendant une période de 12 mois et doit chercher activement de l'emploi et en garder les preuves. Le jeune sera suivi de manière plus ou moins régulière par un conseiller avec qui il établira

un plan d'actions en fonction de ses objectifs professionnels mais surtout afin d'obtenir un emploi dit « de qualité ». Il sera également tenu de se présenter à toute convocation.

- **Avoir obtenu deux évaluations positives relatives aux recherches d'emploi.** Ces évaluations sont effectuées par les agents du Forem (Service public wallon de l'emploi et de la formation). D'abord, par un accompagnateur qui proposera un plan d'actions réalisables en autonomie et adapté aux besoins du demandeur d'emploi pour une insertion dite « durable et de qualité ». Le jeune devra accepter de postuler pour un emploi dit « convenable » proposé par le Forem ou pour une formation. On entend par convenable un emploi correspondant à la formation, aux études ou à la profession habituelle et ne causant pas une absence de plus de 12 heures du domicile. Si les engagements dans le plan d'actions ne sont pas respectés, il ne pourra pas obtenir ses deux évaluations positives et ne pourra pas prétendre aux allocations d'insertion (Forem, 2023).

De manière générale, il pourra conserver son droit aux allocations familiales. Aussi, s'il a dépassé l'âge de 25 ans quand il fait sa première demande d'allocations, il ne pourra pas prétendre aux allocations d'insertion mais il pourra par la suite recevoir des allocations de chômage sur base d'une certaine période de travail. Cette législation pose problème pour les jeunes qui effectuent de longues études et qui dépassent souvent cet âge quand ils ont terminé.

En conclusion de ce chapitre, pour avoir droit à une allocation financière (RIS ou allocation d'insertion) un jeune majeur en décrochage scolaire ou en recherche d'emploi doit respecter certaines conditions dans un esprit de contractualisation. Les institutions publiques commencent par établir un bilan du parcours scolaire ou/et professionnel pour repérer les compétences du jeune et ensuite fixent des objectifs en fonction de son projet. Ces instances n'octroient une allocation que si le jeune s'engage à entreprendre des actions vers l'emploi par des moyens différents et au cas par cas. L'accompagnement du jeune se construit dans une logique de responsabilisation individuelle dans une injonction d'autonomie qui peut être lourde à porter, car il sera jugé responsable s'il n'y arrive pas. Il est donc « acteur » et « partenaire » dans son insertion sociale et professionnelle et dans sa « gestion de soi » et jugé responsable en cas d'échec (Franssen A., 2011). De plus, d'après mon expérience professionnelle, les démarches à travers les méandres de l'administration belge nécessitent de récolter beaucoup d'informations et se révèlent souvent fastidieuses pour les jeunes. Ceux-ci ont souvent des difficultés à s'orienter pour trouver des informations pertinentes et des personnes ressources car leur degré d'information dépend souvent de leur réseau personnel et de leurs ressources environnementales. Par ailleurs, la communication entre les institutions et le jeune est

primordiale afin que chaque partie s'y retrouve, ce qui n'est pas toujours aisé pour certains jeunes repliés sur eux-mêmes. Selon A. Franssen en 2011, pour les jeunes désireux d'avoir une démarche vers l'intégration, ces dispositifs sociaux peuvent être bénéfiques car l'individu se retrouve au centre de l'intervention sociale en tenant compte de ses fragilités et de ses forces de manière subjective. Pour d'autres plus réticents, démunis et fragilisés, ils peuvent être vecteurs d'exclusion et de stigmatisation si le jeune n'arrive pas à se tenir à un projet de vie ou à le définir. Aussi, certains constats de terrain dénoncent les effets pervers de l'hyper-responsabilisation individuelle ainsi que le dédouanement de la collectivité concernant les problématiques sociales telles que le chômage, la disponibilité de logements décents pour tous, le manque de place en crèche, les défaillances du système scolaire, la mobilité difficile dans les campagnes. L'autorité publique pourrait donc ainsi masquer le manque de moyens financiers imputés dans les secteurs de l'emploi en reportant les défaillances sur l'individu tout en le contrôlant de manière subtile (Franssen A., 2011).

5. Entretien exploratoire

Nous tentons d'obtenir un premier éclaircissement au sujet de la problématique des jeunes en situation des Neet dans le contexte actuel au CPAS de Tamines. Nous rencontrons Cédric LABUCHE du service de l'insertion socioprofessionnelle spécialisé pour le public Neet.

Le service en insertion-socio professionnelle a pour mission **d'informer, d'accompagner et de suivre les bénéficiaires du CPAS dans leur recherche active d'emploi**, en leur mettant à disposition des outils adéquats (formations, études si nécessaire). Le service où Cédric LABUCHE travaille s'occupe principalement du suivi des jeunes en situation de NEET. Il mène des entretiens individuels, des entretiens collectifs, des ateliers de groupe et soutient des projets communs comme la participation citoyenne. En fonction des CPAS et de ce qui est mis en place, le contrat PIIS (Projet individuel d'intégration sociale) doit être rédigé en fonction des souhaits et des aspirations du jeune et est négocié avec lui malgré que le contrat rentre dans un cadre institutionnel. Il peut y avoir une latitude de travail en fonction des politiques communales mais le cadre légal prévoit une mise à la disposition au travail, qui est une des conditions d'octroi du RIS. Le but du travail dans le service de Cédric Labuche, c'est d'essayer de comprendre les freins à l'insertion et à l'épanouissement personnel pour arriver à cet objectif. D'après lui, les grandes villes sont souvent dans un autre état d'esprit, mais à Tamines c'est une approche pluridisciplinaire.

Il ajoute que les jeunes ne sont pas toujours demandeurs d'un accompagnement mais d'un revenu cependant les CPAS sont obligés de respecter le cadre et la loi. Si le jeune ne veut pas rentrer dans un système de contractualisation, le jeune sera entendu par le politique qui statuera. Selon C. Labuche, le PIIS est un acte administratif qui n'a pas un poids important dans l'intervention mais plutôt utilisé comme support voir comme outil de travail ou de négociation dans l'accompagnement.

Selon lui, le PIIS devrait être revu car cela met une pression au CPAS pour obtenir des subsides pour l'année suivante. C'est compliqué pour un CPAS de se projeter par rapport aux bénéficiaires qu'il aura l'année suivante et cela peut mettre aussi une certaine pression aux bénéficiaires.

D'après lui, les politiques devraient plutôt viser à mettre davantage de personnel pour l'accompagnement. Et étant donné que le RIS constitue un droit résiduaire, et que c'est le dernier filet de sécurité financière pour le citoyen, le revenu d'intégration sociale devrait être octroyé d'office. De plus, les différences entre les bas salaires et le revenu d'intégration n'est pas assez élevé et il faudrait que certaines fonctions dans le monde du travail soient plus attractives pour booster la motivation des jeunes. Certaines formations sont aussi difficilement accessibles en termes de mobilité ou de conditions d'admission.

De plus d'après lui, le modèle éducationnel et scolaire devrait être revu sur le modèle scandinave qui implique que les élèves doivent apprendre à travailler en groupe car le jeune n'a plus confiance aux autres. Le système scolaire n'est pas adapté et le vivre ensemble n'apparaît pas dans les programmes.

Ce qui manque à son sens c'est une politique de prévention c'est à dire de pouvoir identifier au plus tôt les problématiques pouvant être rencontrées par les jeunes. Par exemple, réfléchir à plus de prévention dans les CPMS (centre psycho-médico sociaux) où il y a peu d'actions préventives au sein des écoles par manque de moyens. A l'heure d'aujourd'hui, il faut qu'il y ait une très grosse problématique pour intervenir tant envers les enfants qu'envers les parents alors qu'il s'agirait de prévenir les problèmes futurs et d'éviter ainsi les fractures sociales.

D'après lui, ce qui est important pour le public NEET c'est leur besoin de reconnaissance, ce qu'ils renvoient aux autres, ainsi que leur propre reconnaissance de leurs capacités.

Les jeunes en situation de Neet rencontrent pas mal de problématiques. À la suite d'une enquête réalisée récemment auprès des jeunes bénéficiaires du service, il est ressorti que beaucoup rencontrent des problèmes liés aux addictions (drogues et alcool), sur 30 personnes 1/3 rencontrent des problématiques de logement (mal logés ou SDF). Arrivent ensuite les problèmes éducationnels et le manque de qualification.

Lors d'un atelier, le service avait posé cette question à destination du public : « Moi jeune de 18-35 qu'est-ce qui m'empêche de réaliser mes projets ? »

Il en est ressorti le problème d'estime de soi, la timidité, le regard envers autrui ou envers soi-même, vouloir tout quand on le désire.

D'après C.Labuche les jeunes en situation de Neet demandent du respect, mais ils n'ont pas nécessairement du respect envers les personnes qui sont d'une autre génération. Par exemple, il est difficile de comprendre pour eux que le fait d'arriver à l'heure est une valeur importante pour l'autre. Aussi, les Neet vivent parfois un décalage entre les heures d'ouverture institutionnelles et les heures auxquelles ils sont disponibles, car ils vivent souvent de manière décalée.

Il est aussi très difficile pour eux d'être empathique vis-à-vis de l'autre, et ils sont souvent autocentrés sur eux-mêmes. Selon lui des valeurs communes sont difficiles à définir mais restent plutôt propres à chacun.

Par rapport à l'autonomie, la plupart des jeunes répondant à l'enquête avaient des statuts administratifs de cohabitants pour ¼ d'isolés. Les Neet habitant seuls n'étaient pas forcément ceux qui étaient mal logés.

Il remarque chez les jeunes ayant le statut d'isolé, qui ont moins de cadre qui s'impose à eux, qu'ils semblent tomber plus vite dans les dérives ou dans la criminalité. Ils vivent souvent la nuit, et sont plus facilement touchés par des addictions à l'alcool et aux drogues. Ils habitent dans de petits logements situés dans des grands bâtiments ce qui constituent des ghettos et ils s'influencent vers le bas, ce qui engendre des casiers judiciaires et finalement un frein à l'emploi. Donc s'il y a une absence de contexte favorable ou s'il y a une absence de bases citoyennes, les situations peuvent vite dégénérer.

Les jeunes sont-ils suffisamment informés ? D'après C. Labuche, même s'ils sont hyperconnectés, ils ne prennent pas le temps de se poser sur certaines situations et il y a moins de dialogues dans le partage d'idées et d'informations. Ils ne semblent pas assez informés de ce qui existe pour les aider. Par ailleurs, il explique qu'il y a suffisamment d'institutions pour les jeunes mais la coordination de celles-ci reste encore à travailler. De plus, ils peuvent adhérer aux programmes des institutions s'ils trouvent du sens à ce qu'ils font car ils ont besoin de ça, mais c'est difficile de les accrocher. Donc il faut partir d'eux et à quoi ils s'identifient...

II. Les objectifs et les perspectives de recherche

Après un entretien avec Matthieu de Nanteuil, promoteur de ce travail, l'idée d'analyser les conflits de valeurs entre les politiques sociales de ce nouvel Etat social actif et les aspirations profondes des NEET nous semble intéressant.

Notre objectif est donc dans ce travail de répondre à la question de recherche suivante : « **Face aux politiques sociales d'injonction dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle caractéristiques de l'Etat social actif, quelles sont les valeurs et les aspirations des NEET ? Comment se perçoivent-ils et quelles sont leurs stratégies ?** »

Nous pourrions donc proposer ici **une première perspective de recherche** : « Les politiques sociales de responsabilisation individuelle dans le secteur de l'insertion sociale et professionnelle, ne semblent pas rencontrer les attentes et les aspirations de ceux-ci, ce qui maintient le taux élevé des « NEET ». En effet, les nouvelles valeurs des jeunes énoncées par G. Bajoit comme l'autoréalisation, la liberté de soi à travers un groupe, la tolérance et pouvoir se protéger dans un monde dangereux semblent se heurter à l'hyper-responsabilisation à laquelle ils doivent faire face et ces nouvelles valeurs semblent en conflit avec le modèle politique actuel. En effet, ce désir de s'autoréaliser à son rythme dans un monde tolérant n'est-il pas en conflit avec une politique de « droit-autonomie » propre à la conjoncture actuelle ? L'Etat social actif pourrait-il peut-être sembler insécurisant, déroutant, voir violent pour certains jeunes ? Par ailleurs, la population des jeunes en situation de NEET n'est pas homogène et il serait utile d'ajouter une **deuxième perspective de recherche** qui serait de découvrir si ces jeunes ont des valeurs et des aspirations communes ou si à contrario elles se présentent complètement divergentes. Finalement, face à une éventuelle frustration, il serait également intéressant d'investiguer autour de leurs stratégies et de leurs actions qu'ils mettent en place pour répondre à leur insatisfaction.

III. Cadre théorique et méthodologie centrés sur la construction identitaire des acteurs

1. Cadre théorique inspiré des travaux de G. Bajoit et C. Dubar

A travers une sociologie sur la construction identitaire, nous analyserons les trajectoires sociales des Neet, leurs valeurs, les tensions qu'ils traversent et les stratégies qu'ils mettent en place pour y faire face. Dès lors, il nous semble pertinent d'appuyer notre recherche en combinant les théories des deux sociologues Claude Dubar et Guy Bajoit,

Selon Claude Dubar, pour comprendre la construction de l'identité, il est important de prendre en compte, les expériences individuelles et les interactions sociales. Dans cette construction identitaire, il souligne l'importance des choix individuels en interaction avec des contraintes et opportunités structurelles tout en mettant en évidence le rôle des institutions liées à l'éducation, au travail, à la famille. Sous cet angle, et afin d'analyser les trajectoires sociales des Neet, nous nous appuierons sur la théorie de Dubar expliquant les deux processus de biographie objectif et subjectif. (Dubar C., 2000, *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*, Ed. Armand Colin). Le processus de biographie objective se réfère à ce qui est observable et mesurable de la vie d'un individu comme son niveau d'éducation, son parcours professionnel, sa formation etc. D'un autre côté, le processus de biographie subjective met en avant les motivations, les réflexions personnelles, les perceptions, les interprétations, les aspirations et comment ils donnent du sens à leur parcours de vie. Dans la situation des Neet, il sera donc pertinent d'analyser leurs expériences subjectives et le discours latent lors des entretiens, le « comment ils se racontent » afin de mieux comprendre leurs perceptions mais surtout de mieux comprendre les facteurs sociaux, personnels, familiaux qui les ont menés à cette situation de Neet. En reliant ces deux dimensions, on pourra donc identifier ainsi les facteurs structurels et institutionnels mais aussi individuels qui constituent des freins à leur insertion sociale et professionnelle.

De plus, la théorie de Claude Dubar pourra nous apporter un éclairage sur les trajectoires des Neet au sein de l'Etat social actif et comprendre comment leurs choix, leurs aspirations, leurs valeurs et leurs interactions sociales contribuent à cette situation de « non-emploi, non formation, et non enseignement ». On pourra dès lors repérer les normes dans lesquelles ils évoluent, les tensions qu'ils traversent, leurs stratégies et les influences qui marquent leur parcours.

Par ailleurs, selon Dubar la construction de l'identité n'est pas figée et fait partie d'un processus où l'individu peut bifurquer, se remettre en question ou changer de trajectoire en mobilisant ou non ses ressources afin de s'insérer dans la société. Il sera donc intéressant d'analyser la construction de leur identité pour repérer les processus sociaux qui les ont amenés à cette situation de « Neet » au travers de leurs relations sociales, et notamment avec les services publics et privés liés à l'emploi, avec les institutions scolaires, ou encore dans la sphère familiale. Il sera aussi pertinent d'accorder une attention particulière sur les relations avec l'autorité mais aussi aux stigmates associés à leur statut, afin de mieux comprendre dans leur construction identitaire et les obstacles auxquels ils sont confrontés. (Dubar C. 2000, *La crise des identités : L'interprétation d'une mutation*, Ed. PUF). Aussi, les valeurs de ces jeunes

peuvent être analysées en s'appuyant sur les théories de C. Dubar, car selon lui qu'elles soient individuelles ou collectives, les valeurs sont propres aux interactions sociales dans un contexte donné. C'est-à-dire qu'en raison de l'importance de la socialisation dans la construction de l'identité de l'individu, découle l'intégration de normes et de valeurs pour celui-ci et non de manière isolée. Il faudra donc prendre en compte les expériences vécues, les influences familiales ou de pairs mais aussi contextuelles sans pour autant considérer que ces valeurs soient figées dans le temps (Dubar C., 2000, *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*, Ed. Armand Colin).

Toujours en lien avec les théories de C. Dubar, nous proposons également d'analyser nos entretiens au travers d'une crise de catégorisation dans un monde en mutation dans la manière de dire les autres et de se dire soi-même. Les jeunes selon Dubar, ont souvent des récits de vie éclatés, et complexes ce qui note une perte de sens dans les modèles catégoriels du passé. Ces changements s'imbriquent au sein d'une nouvelle forme de construction identitaire dite « sociétaire » où l'individualisme crée des incertitudes chez les jeunes. La forme sociétaire fait référence à des relations sociales basées sur le compromis ou la coordination d'intérêts réfléchis de manière rationnelle par rapport aux valeurs ou aux finalités comme l'échange marchand et la rationalité économique ou encore le rassemblement de personnes avec les mêmes intérêts mais avec des périodes plus temporaires. Cet aspect théorique reprend les champs de l'identité symbolique, professionnelle, et sexuée (Dubar C. 2000, *La crise des identités : L'interprétation d'une mutation*, Ed. PUF).

D'un autre côté, Guy Bajoit en 1999 explique qu'en vue de se socialiser, l'individu doit constamment (re)construire son identité personnelle et passe par une « gestion relationnelle de soi ». Ce cadre théorique nous permettra de comprendre la quête de réalisation identitaire chez les jeunes Neet, comment le jeune agit sur lui-même et sur les autres au sein d'institutions et de groupes qui régulent notre société et comment il procède pour se faire reconnaître socialement en gérant les différentes tensions qu'il traverse. Aussi, G. Bajoit expose que par le biais des échanges sociaux et en fonction du contexte, si l'autre est vu comme un allié ou un adversaire, la personne y attachera de la valeur de manière positive ou négative et s'y identifiera ou non socialement. En catégorisant ainsi les autres, le sujet pourra sur base de positions, de fonctions, de valeurs ou d'intérêts similaires se forger des liens et s'identifier à des groupes sociaux. Sous cette proposition théorique de Bajoit, nous pourrions comprendre comment les jeunes en situation de Neet s'identifient et comment ils tissent des liens sociaux. (Bajoit G. 2000, « *Qu'est-ce que la socialisation ?* », in Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J-M., *Jeunesse et société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, Ed. De Boeck Université).

Par ailleurs en considérant les trois types de tensions structurelles déterminées par G. Bajoit, nous serons éclairés sur ce que traversent les jeunes en situation de Neet dans notre société, sur la responsabilité collective mais aussi sur les logiques d'actions du jeune face aux injonctions et aux opportunités des institutions actuelles. Ces tensions structurelles sont détaillées comme suit :

Les tensions idéologiques : l'institution affirme sa légitimité en mettant à disposition des biens disponibles pour l'individu mais ne montre pas toute la réalité. Les attentes de l'individu dans ses aspirations sont en décalage avec les possibilités réelles que l'institution peut offrir.

Les tensions constitutives : impossibilité de réaliser la finalité utopique de l'institution, par exemple que tous les jeunes en situation de Neet trouvent un travail après un suivi dans un service d'insertion socioprofessionnelle.

Les tensions de changement : quand les références culturelles tendent à changer, les acteurs rencontrent des tensions de résistance en défendant les valeurs passées censées être légitimes, des tensions de mutation en se référant aux idées nouvelles ou encore des tensions d'anomie avec une perte de sens dans leurs actions. (Bajoit G, 2000 « *Qu'est-ce que la socialisation ?* », in Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J-M., Jeunesse et société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation, Ed. De Boeck Université)

En outre, d'après Bajoit, l'autoréalisation de l'identité passerait toujours par « la gestion relationnelle de soi » ou « travail du sujet ». Cette recherche de réalisation identitaire est conditionnée par trois composantes que l'individu doit ajuster régulièrement :

L'identité engagée : c'est ce que l'individu est et ce qu'il fait réellement dans sa vie. Il établit de véritables engagements envers lui-même et les confirme à travers ses relations au sein des différents champs sociaux (école, institutions, couple, entreprise, famille...).

L'identité désirée ou imaginée : c'est ce que l'individu aimerait faire ou être afin de s'épanouir et de s'autoréaliser, ce qui implique aussi que l'individu sous cet aspect sait aussi ce qu'il ne voudrait pas faire ou être.

L'identité assignée : c'est l'idée que l'individu se fait de ce qu'il doit faire ou être afin d'être reconnu socialement, différente parfois de ce que les institutions attendent réellement de lui. Ceci implique aussi l'image qu'il a des ressources et des contraintes que les institutions lui soumettent pour y arriver (Bajoit G. 1999).

Selon Bajoit G, ces trois dimensions sont toutes importantes pour l'individu. En effet, tout d'abord il aspire à se sentir épanoui et à avoir de l'estime pour lui-même par la concrétisation de son identité imaginée. Ensuite, il a besoin d'être reconnu et aimé par les autres et donc

essaiera de se conformer à l'idée qu'il a de ce que les autres attendent de lui et finalement il essaiera de respecter les engagements et les défis qu'il s'est donné. Ces trois aspects assemblés sont appelés par Bajoit « la gestion relationnelle de soi » ou « travail de construction identitaire ».

« Le travail de construction de l'identité personnelle réside à se (ré)concilier avec ce que je suis (et ai été), d'une part avec ce que je voudrais être, et d'autre part avec ce que je crois que les autres voudraient que je sois ». L'articulation de ces trois champs s'appelle "gestion relationnelle de soi" ou "travail du sujet" ou "travail de construction identitaire »⁸.

Guy Bajoit considère donc qu'il y a trois tâches essentielles à ce processus de quête de réalisation identitaire.

- A. *« Me faire reconnaître par les autres pour ce que je suis et ai été (concilier mon identité engagée et mon identité assignée)*
- B. *Me reconnaître moi-même pour ce que je suis et ai été (concilier mon identité engagée et mon identité désirée)*
- C. *Concilier ce que j'attends de moi avec ce que je crois que les autres attendent de moi (concilier mon identité désirée et mon identité assignée) »⁹*

Dès lors, l'individu veut à la fois être reconnu socialement aux yeux des autres et des institutions, et s'autoréaliser grâce à ses engagements identitaires. Le sujet se trouve en interaction sociale avec les autres dont il a besoin et cherche à « agir » sur eux. Son identité engagée se traduit donc par une logique d'action sur les autres.

C'est donc en luttant pour ce résultat de réalisation identitaire que l'individu devient « Je » individu particulier (sujet) et acteur social, ce qui n'est pas sans générer des tensions que G. Bajoit appelle « tensions existentielles ». De plus, le « JE » aboutissement de ce travail sur soi, ne constitue pas quelque chose de statique mais bien de fluctuant en fonction des situations, des consensus et des adaptations que l'individu effectue le long de son parcours personnel dans ses liens d'échange.

⁸ Bajoit G. (1999), *Notes sur la construction de l'identité personnelle*, Recherches sociologiques 1999/2, 69-84

⁹Ibidem

En admettant cette proposition de théorie de « gestion relationnelle de soi », trois types de tensions existentielles sont ainsi dégagées par Bajoit à chaque fois que l'individu ressent un malaise lié aux trois tâches A, B ou C décrites ci-dessus. (Bajoit G. (1999), *Notes sur la construction de l'identité personnelle*, Recherches sociologiques 1999/2, 69-84)

Le « sujet dénié » : l'individu a difficile à se faire reconnaître par les autres sujets pour ce qu'il est.

Le « *sujet divisé* » : l'individu rencontre des problèmes pour se reconnaître dans son identité.

Le « *sujet anémique* » : l'individu se heurte aux limites sociales pour combler ses désirs.

Si les tensions sont trop fortes, il arrive que l'individu doive se faire aider pour se gérer. Ces tensions sont donc le résultat du conflit interne que vit l'individu dans cette triple quête. Dans ce cadre, nous pourrions explorer comment les politiques de l'Etat social actif, censées favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes peuvent générer des tensions supplémentaires en les soumettant à des exigences parfois contraignantes et comment elles influent sur la gestion relationnelle de soi des jeunes en situation de Neet. Nous pourrions identifier les tensions existentielles chez les jeunes en situation de Neet liées à leur place dans la société et à leur propre identité, dans leur relation avec la valeur du travail, de l'autonomie et dans la réalisation de soi. Sous cet angle, nous pourrions aussi compléter notre analyse en abordant l'estime de soi ou le rapport avec leurs aspirations personnelles.

Par ailleurs, tout comme C. Dubar, G. Bajoit nous incite à analyser comment l'individu se récite.

Sous cet angle théorique, nous pourrions donc analyser à travers leurs récits comment les Neet perçoivent leurs situations de Neet et les arguments qu'ils donnent, leurs aspirations pour l'avenir, leurs valeurs et ce qui les traversent. La considération du récit nous montrera aussi comment ils prennent du recul par rapport à leur situation personnelle et à la légitimité des injonctions des institutions qu'ils fréquentent. En outre, nous pourrions percevoir comment ils s'engagent dans des logiques d'action, comment ils construisent du lien social à travers une société en mutation où l'individu et son autonomie prime sur le collectif et où le contrôle social se fait au nom de l'individu et non plus au nom du collectif comme dans la société industrielle (Bajoit G. 1999). Il sera donc intéressant d'analyser à travers cette théorie comment les jeunes adaptent leur comportement en adéquation avec leurs valeurs, besoins et attentes pour répondre non seulement aux contraintes et opportunités liées à l'Etat social actif mais dans leurs rapports aux autres. En d'autres termes cela nous permettra d'appréhender comment ils concilient leur besoin de reconnaissance sociale et d'autoréalisation.

Comme expliqué plus haut, dans cette construction identitaire, les individus peuvent être soumis à des tensions internes ou « dilemmes » et externes. Ces tensions se situent entre les décisions individuelles, les aspirations personnelles et la loyauté envers les valeurs du groupe auxquelles ils adhèrent. On pourra donc mieux comprendre la source d'anxiété ou de mal-être des Neet liée aux attentes et aux normes que veut imposer l'Etat social actif et dans les interactions avec celui-ci dans la construction identitaire des Neet. Il sera possible aussi d'analyser les épreuves et les tensions de leur existence qu'ils ont vécues dans les sphères de la famille, du travail, de la formation, de la scolarité et dans leurs rapports avec les institutions. En d'autres termes confronter leurs rêves et aspirations avec les contraintes ou limites rencontrées.

Finalement, dans une sociologie actionnaliste, nous nous arrêterons sur les rôles que jouent les jeunes dans leur situation de Neet et leurs choix individuels dans les interactions avec leur environnement social. Nous nous appuierons donc sur la théorie de A. Hirschman complétée par Guy Bajoit énonçant quatre formes de réaction individuelle face au mécontentement et à la frustration pour comprendre leurs comportements sociaux et leurs stratégies par rapport à leur situation. (Bajoit G. 1988, *Exit, voice, loyalty... and apathy, Les réactions individuelles face au mécontentement*, R. franç. Sociol. XXIX, 325-345) Cette théorie nous sera utile pour comprendre la question du choix de réactions des jeunes en situation de Neet quand ils se comparent aux autres jeunes ou quand ils ont des interactions avec d'autres acteurs sociaux. Si l'on suit cette théorie, face au mécontentement, le jeune a le choix de partir (exit) ou de rester. S'il reste, il a le choix de protester (voice) ou de se taire. S'il se tait, il a le choix de participer activement ou passivement à la relation. Le concept définit donc quatre types de stratégie comme suivant :

Loyalty ou fidélité : L'individu se tait par conviction et par attachement et confiance au système. Il se comporte de manière coopérante ce qui consolide l'inégalité dans une relation de dominant-dominé.

Exit ou retrait : l'individu a des comportements qui ne l'impliquent pas dans la situation et il se met en retrait, il a un comportement de fuite, il rompt la relation sociale ou il cesse de coopérer. Il se soustrait au pouvoir que l'on exerce sur lui.

Voice ou protestation : l'individu proteste en essayant de changer le système et sa situation. Il rentre en conflit pour diminuer son mécontentement et remet en cause le contrôle social et les inégalités.

Apathie : l'individu est présent mais semble absent, se résigne, est passif, se replie sur soi, n'a plus confiance au système mais profite au mieux de la situation. Ce comportement reproduit l'inégalité dans la relation sociale et la coopération se détériore.

En conclusion, cette imbrication théorique peut donc nous apprendre autant sur les dimensions individuelles que collectives, en mettant en avant les relations entre les choix individuels et les contraintes collectives liées aux appartenances institutionnelles ou sociétales. Ce qui permettra de mettre en évidence la responsabilité sociétale qui contribuent à cette situation, et d'apporter des pistes de réflexion pour les politiques publiques à entreprendre en vue de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en situation de Neet.

2. Méthodologie basée sur une revue de littérature et complétée par une recherche qualitative auprès d'une vingtaine de jeunes en situation de NEET

2.1. La revue de littérature

Tout d'abord, nous procédons à une revue de littérature approfondie afin de récolter un maximum d'informations pertinentes en lien avec la problématique observée et portant sur quatre piliers distincts. Premièrement, nous nous intéressons à la littérature traitant des trajectoires des jeunes et en particulier des parcours de vie des jeunes en situation de Neet. Deuxièmement, nous passons en revue les épreuves, les tensions, les valeurs et les aspirations de la jeunesse et des jeunes en situation de Neet. Troisièmement, nous tentons d'approfondir nos connaissances sur la construction identitaire des jeunes et sur leurs modes de gestion de soi. Finalement, nous nous intéressons aux stratégies des jeunes et en particulier en situation de Neet face au mécontentement.

2.2. L'enquête qualitative

L'enquête porte sur un échantillon de 19 personnes en situation de Neet entre 18 et 29 ans. Pour obtenir des données diversifiées, nous pensons qu'il serait intéressant d'interroger des jeunes provenant de régions différentes, de milieux urbains et ruraux. En vue de réaliser nos objectifs, nous procéderons en différentes étapes :

Etape 1 : nous rédigeons un guide d'entretiens (Annexe 1) dans une optique d'interviews semi-directifs, en essayant de comprendre comment les Neet se définissent, ce qui les

traversent au plus profond d'eux-mêmes, leurs aspirations, ainsi que leurs perceptions des dispositifs sociaux. Cela nous permettra aussi d'identifier leurs attentes et perceptions communes ou distinctes.

Etape 3 : nous allons à la rencontre des jeunes via plusieurs associations comme les maisons de jeunes, les AMO (aide en milieu ouvert), les CISP (centre d'insertion socioprofessionnelle) travaillant avec les jeunes en situation de NEET, et les structures œuvrant contre la précarité. Nous utilisons aussi d'autres canaux comme les réseaux sociaux. Etant donné que le lien de confiance est déjà installé par les professionnels des différentes structures, il sera dès lors plus aisé d'aborder les jeunes.

Etape 4 : nous laissons les associations fixer les rendez-vous ou nous abordons les jeunes présents sans rendez-vous. Après avoir expliqué aux différents groupes présents le but de notre recherche, les interviews se font sur base volontaire dans un local mis à disposition par les différentes institutions. Une autorisation d'enregistrement est demandée au préalable et l'anonymat est garanti si le jeune le souhaite.

Etape 5 : nous menons un travail d'identification des jeunes interviewés en établissant un tableau récapitulatif (Annexe 2) comprenant des données précises relatives à leur prénom et âge, au lieu d'interview, à leurs caractéristiques principales ainsi qu'un résumé de chaque entretien effectué.

Etape 6 : nous retranscrivons mot pour mot la totalité de deux interviews ainsi que des extraits pertinents pour notre recherche.

Etape 7 : nous analysons les entretiens enregistrés un par un en dégagant le sens latent des propos en tenant compte du langage de l'individu, dans la manière qu'il se décrit et qu'il s'identifie ainsi que dans les convergences et les divergences des données relevées.

Etape 8 : nous regroupons les données selon une certaine logique en tenant compte des données objectives ainsi que dans la subjectivité de chaque individu, des rapports aux institutions et aux dispositifs sociaux, des ressources individuelles sociales et humaines, des bifurcations et de la temporalité dans leurs parcours. Nous affinons notre analyse à travers une compréhension de la construction identitaire selon quatre piliers distincts : les trajectoires, les tensions et les épreuves que les jeunes en situation de Neet traversent, le travail sur soi et enfin les stratégies qu'ils mettent en place face au mécontentement et aux frustrations.

Etape 9 : nous mettons en relation les littératures existantes avec les résultats de l'analyse des entretiens. Il est bien sûr entendu que vu la taille de l'échantillon, notre enquête qualitative sera biaisée. Il est donc intéressant de varier le profil des répondants pour avoir une population la moins homogène possible.

Etape 10 : finalement nous procédons à la rédaction de notre rapport de recherche, des pistes d'action pour la fonction publique ainsi que des recommandations

Etant donné la longueur des entretiens, il ne nous a pas semblé pertinent de relater toutes les pages d'entretiens, mais d'en rapporter certains extraits. Toutefois, nous transmettons donc en annexe deux retranscriptions complètes et un tableau descriptif de chaque entretien avec les caractéristiques principales des sujets interviewés et le résumé de l'entretien.

Les entretiens ont eu lieu dans les zones urbaines et semi-urbaines à la Maison des jeunes de Namur, à la Maison des Jeunes de Tamines (entre Namur et Charleroi), à l'a.s.b.l. Youth start à Fleurus (entre Namur et Charleroi) à la Funoc de Charleroi, centre d'insertion socioprofessionnelle (CISP) et au Passage 45 de Charleroi, (service d'insertion sociale et professionnelle du CPAS de Charleroi).

Cinq autres rendez-vous ont été pris par d'autres a.s.b.l. comme l'AMO (aide en milieu ouvert) Point jaune à Charleroi et par l'a.s.b.l. Opération faim et froid de Charleroi. Malheureusement, ces jeunes ne sont pas venus aux rendez-vous. Aussi, via les réseaux sociaux, nous avons proposé à deux jeunes mamans solos en situation de Neet de participer aux interviews mais les deux ont refusé en disant qu'elles n'avaient pas le temps, que ça ne changerait quand même rien si elles participaient et qu'elles n'avaient rien à dire. Ces refus de participer et la non-présence aux quatre autres RDV montrent que ces jeunes se replient sur eux-mêmes, ne croient plus au système et aux changements possibles, n'ont pas confiance en eux et en l'autre, ou ne s'accordent pas assez de valeur pour penser que leur parole soit importante. Par ailleurs, ceux qui ont accepté de témoigner étaient sur place à mon entrée dans les associations et les entretiens se sont déroulés de manière opportune et non sur RDV.

IV. Trajectoires, épreuves, individus, stratégies : une revue de littérature complétée par les résultats de l'enquête de terrain

Dans le cadre de cette recherche, nous nous reposerons principalement sur un cadre théorique basé sur les concepts de Claude Dubar et sa construction de l'identité ainsi que sur les travaux de Guy Bajoit pour comprendre les épreuves et les stratégies des jeunes en situation de Neet.

1. Pilier 1 : Trajectoires sociales, biographies ou parcours de vie des jeunes en situation de Neet

1.1. Revue de littérature

1.1.1. Introduction

Selon C. Dubar et S. Nicourd en 2017, d'un point de vue sociologique, il est pertinent d'analyser les biographies suivant différents concepts théoriques complétés par une méthodologie quantitative ou qualitative. Cette approche permet de comprendre l'impact des processus socio-historique sur les trajectoires individuelles et vice versa. L'individu ne sera pas considéré dans sa singularité mais bien comme « *un produit de socialisation multiple* »¹⁰.

1.1.2. L'influence de l'Ecole de Chicago

Dans leur ouvrage « Les biographies en sociologie :2017 » C. Dubar et S. Nicourd expliquent tout d'abord que le courant sociologique de « **l'Ecole de Chicago** » marque un tournant important dans l'approche de la compréhension des biographies par l'importance d'un nouvel outil méthodologique : les récits de vie. Certains chercheurs comme Thomas et Znaniecki, cherchent à comprendre le comportement humain à travers leurs travaux sur les parcours d'immigration. Par ces études, ces sociologues semblent être les précurseurs pour lier « *les dimensions objectives et subjectives du social* »¹¹ ainsi que pour établir « *une interprétation sociologique* ». Cette approche permet de contextualiser l'individu fait de « *valeurs et d'attitudes* »¹² en tant que sujet dans ses expériences singulières à travers ses interactions sociales et ce, au sein des sphères de la santé, du travail, de la famille etc. Aussi, d'autres auteurs comme H. Becker ou R. Park montrent à quel point l'évolution des situations des personnes est influencée par la perception qu'ils en ont. Le célèbre théorème de Park par exemple nous en donne l'illustration : « *Si les hommes définissent des situations comme réelles, alors elles sont réelles dans leurs conséquences.* »¹³ (Dubar C. & Nicourd S, 2017) Bertaux de son côté pose les récits de vie comme un outil organisateur permettant à l'individu de trouver du sens à sa trajectoire et dans son existence dans l'articulation des événements en les situant dans le temps (Longo M., 2016). Finalement, même si les récits de vie sont utilisés pour des finalités différentes comme la formation, la psychanalyse, l'autonomie, ou la compréhension il

¹⁰ Dubar, C. & Nicourd, S. (2017)., *Les biographies en sociologie* (pp. 3-6). Paris: La Découverte.

¹¹ Ibid, pp 7-16

¹² Ibid

¹³ Ibid

n'en demeure pas moins que ceux-ci constituent un éclairage objectif sur les charnières de la socialisation de l'individu (Dubar C. & Nicourd S, 2017).

1.1.3. Quelques concepts clés

Pour analyser les sociobiographies on peut distinguer plusieurs concepts :

Bourdieu avec la notion de **trajectoires sociales**, met en avant l'importance des circonstances objectives sur l'existence de l'individu (Longo M, 2016). Selon lui, il ne s'agit pas de séquences dans le temps mais plutôt des positions différentes que prend l'individu « *dans l'espace des champs sociaux* »¹⁴ dans lesquels ils se situent tels que la famille, le travail, l'école, le domaine politique etc. Ces différentes positions seraient prises par l'individu de manière inconsciente en fonction de sa classe sociale et en fonction de son capital. Au cours de sa socialisation, l'individu aurait intégré des modes de perception et de comportements qui motiveraient ses différentes positions, ses aspirations, ou encore ses choix dans la vie. Ceci impliquerait donc une vision unique sur les comportements d'une classe en particulier et sur les biographies appartenant à cette classe de génération en génération (Dubar C.& Nicourd S, 2017). Or, plusieurs chercheurs critiquent ou nuancent ce concept. Dans leur ouvrage « Les biographies en sociologie : 2017 » Dubar et Nicourd indiquent que la multiplicité des expériences sociales ne cantonne pas l'individu uniquement à sa classe. Passeron tout en reconnaissant la trajectoire sociale comme une reproduction sociale ajoute la notion « **d'itinéraire** » marquée par la capacité de l'individu à bifurquer et à s'adapter à différentes expériences sociales. Il ajoute que le parcours d'un individu constitue le fruit d'un croisement entre les décisions subjectives de l'individu et les contraintes objectives liées aux institutions (Dubar C. & Nicourd S, 2017). D'un autre côté, Becker dans la notion de « **carrière** » met l'accent sur les différentes périodes consécutives d'un parcours et donne de l'importance à la durée (Longo M., 2016). Le concept « **parcours** » développé également par Passeron marque la relation entre les contraintes institutionnelles et les choix subjectifs de l'individu (Longo M.2016). Cette vision avec un caractère de continuité considère le parcours de vie des individus comme des processus non linéaires impliquant une multiplicité de temporalités et de facteurs imbriqués les uns aux autres. « Des facteurs objectifs tels que « *le sexe, le diplôme obtenu ou l'origine sociale* »¹⁵ sont déterminants pour expliquer une biographie mais d'autres facteurs subjectifs influencent un parcours de vie comme « *le rapport au temps, aux politiques publiques, à la régulation de*

¹⁴ Dubar, C. & Nicourd, S. (2017). III / Expliquer les trajectoires sociales. Dans : Claude Dubar éd., *Les biographies en sociologie* (pp. 29-42). Paris: La Découverte.

¹⁵ Longo, M. (2016). *Les parcours de vie des jeunes comme des processus*. Les Cahiers Dynamiques, 67, 48-57. <https://doi.org/10.3917/lcd.067.0048>

*l'Etat, aux dispositifs mis en place, ou encore l'appartenance à des groupes »*¹⁶. Une étude effectuée sur des jeunes a révélé à quel point ces facteurs peuvent être dépendants des uns et des autres. Aussi la norme est définie par le Céreq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) comme étant « *un bon parcours* »¹⁷ à laquelle l'individu a le pouvoir de s'adapter ou non (Bouquet B & Dubéchet P, 2017).

1.1.4. Une variété d'influences sur les parcours : temporalités, normes, ressources individuelles et sociétales :

Par ailleurs, comme bon nombre d'auteurs travaillant sur la biographie, Dubar et Nicourd (2017) expliquent que quelle que soit la méthodologie utilisée, la prise en compte de la **temporalité** dans les recherches est importante. Par exemple en 2016, à l'instar de Bidar, Longo effectue le lien entre la temporalité et l'imprévisibilité dans les parcours des jeunes. Elle explique qu'il est intéressant de remonter le temps et d'y observer les « séquences » pour pouvoir comprendre les événements en termes de processus et pas à un moment ponctuel. Cette approche serait intéressante pour repérer "*la durée, l'ordre, la récurrence, la simultanéité, des événements et aussi l'état (étudier, travailler, élever des enfants...) »*".¹⁸ Il s'avère aussi justifié d'établir les liens de temporalité entre les parcours individuels et le temps historique dans lequel on se trouve. Elle ajoute donc que cette temporalité s'inscrit à travers les interactions sociales et institutionnelles de l'individu (Longo M., 2016). Comme pour Dubar et Nicourd (2017, pp 3-6), cette temporalité doit être analysée en tenant compte de différents champs sociologiques : le travail, l'emploi, les relations amicales, les loisirs, la famille etc.

Pour Bidar, il est pertinent de tenir compte aussi de l'aspect individuel et social dans leurs interactions tant au niveau macro, que local. En effet, d'un pays à l'autre **les normes** institutionnelles, juridiques, culturelles ou politiques varient et influencent de ce fait la subjectivité de chaque individu. D'une région à l'autre, outre la reproduction sociale dans les familles, le contexte du marché du travail et les réseaux sociaux changent et ont un impact sur les parcours. Au niveau individuel, les idées, valeurs et possibilités pour le futur des jeunes sont tributaires du passé individuel singulier ainsi que de leur **capital social et humain** (Longo 2016). Au-delà des considérations individuelles et des choix de chacun, Longo ajoute en 2016 que les « **bifurcations** » ou les haltes dans les parcours des jeunes se montrent relatives aux

¹⁶ Longo, M. (2016). *Les parcours de vie des jeunes comme des processus*. Les Cahiers Dynamiques, 67, 48-57. <https://doi.org/10.3917/lcd.067.0048>

¹⁷ Bouquet, B. & Dubéchet, P. (2017). *Parcours, bifurcations, ruptures, éléments de compréhension de la mobilisation actuelle de ces concepts*. Vie sociale, 18, 13-23. <https://doi.org/10.3917/vsoc.172.0013>

¹⁸ Longo, M. (2016). *Les parcours de vie des jeunes comme des processus*. Les Cahiers Dynamiques, 67, 48-57. <https://doi.org/10.3917/lcd.067.0048>

structures collectives et aux normes institutionnelles. En effet, à côté des idéaux et décisions propres à l'individu, les bifurcations dans un parcours de vie marquent des changements de règles, de lois ou encore de politiques dans une société que l'individu utilise pour se réorienter. Dans ces considérations, le but du chercheur en analysant les parcours sera de repérer les histoires qui se répètent ou qui fonctionnent de la même manière en fonction des événements vécus de la personne permettant ainsi de mettre en avant la responsabilité collective et institutionnelle (Longo M., 2016).

1.1.5. Impact du Contexte de l'Etat social actif et de ses paradoxes sur les trajectoires des jeunes

Actuellement, les parcours biographiques des individus et en particulier des jeunes adultes se voient influencés par le **contexte néo-libéral** dans lequel ils évoluent. Le secteur professionnel contemporain valorisant la mobilité, l'adaptation constante et l'autodétermination cause chez les jeunes des sensations d'incertitude ou de vulnérabilité. En effet, l'instabilité dans le secteur de l'emploi et la précarité des contrats proposés impactent de manière significative la jeunesse contemporaine et crée une « désaffiliation » chez certains jeunes plus vulnérables (Longo M., 2016). Cette période contemporaine cause chez les jeunes et surtout chez les plus précaires, un sentiment d'insécurité lié aux risques de défaite sociale (Bordiec S., 2018). Une autre difficulté se situe au niveau de l'accès à la formation qui se déroule de manière sélective et cumulent les conditions d'admission pour les jeunes (André G., 2023). En ce qui concerne la scolarité, malgré le progrès de la « massifications scolaire » où l'accès aux études secondaires et supérieures s'ouvre pour une partie majoritaire de la population, l'école reste encore très rigide et basée sur la méritocratie sans tenir compte des parcours de vie, des difficultés et des expériences hétérogènes. L'individualité de l'élève n'est que peu prise en compte et la réussite par la suite est basée sur la concordance entre le diplôme obtenu et l'emploi (Dubet F, 2018). C'est dans ce contexte compétitif et de flexibilité au sein des institutions scolaires et du marché de l'emploi que le jeune doit constamment adapter son parcours de vie, ses projets et se remettre en question face aux injonctions à être autonome et responsable. De plus, il doit se mobiliser dans une temporalité difficilement compatible avec le temps dont le jeune a besoin pour s'autoréaliser (Van de Velde C., 2019).

Face à cette pression « d'être soi », des périodes dites « *d'ajustement* »¹⁹ peuvent être détectées dans les parcours de vie des jeunes en situation de NEET variant en termes de durée et de

¹⁹ Van de Velde C. (2019) "Sous la catégorie des "Neet", normes sociales et parcours de vie", In Diversité 194, Portraits de jeunesse, P62-66, https://www.persee.fr/doc/diver_1769-8502_2019_num_194_1_8182

subjectivité. Une étude comparative en milieu urbain a été effectuée dans quatre grandes villes : Paris, Montréal, Santiago et Madrid. Il en est ressorti que ces périodes se traduisent par « *des retraits, des attentes, des pauses, et des recherches plus ou moins longues et plus ou moins voulues* »²⁰ Les sociologues identifient trois types de trajectoire chez les jeunes en situation de Neet. Tout d'abord, une minorité de jeunes adultes issus de la classe moyenne décident de se retirer du système scolaire et du travail pour une durée indéterminée par conviction souvent anticapitaliste, et veulent vivre autrement, comme de la débrouille, de troc, de squats, colocation etc. D'autres prennent une pause temporaire pour se reconstruire, prendre le temps de vivre et redéfinir un nouveau projet souvent après une période prenante relative au domaine du travail ou de la scolarité. Un troisième type d'expérience définie comme subie et durable dans le temps montre plus de fragilités sociales. Ces jeunes ont des difficultés à définir un projet en adéquation avec le système qui leur renvoie une incapacité à se conformer et un sentiment d'échec altérant ainsi l'estime de soi. Dans une période d'attente et de découragements, ces jeunes avec des caractéristiques sociales hétérogènes résident souvent chez leurs parents ou sont « *en itinérance* »²¹ Pour ceux qui n'ont pas le soutien éventuel de leur famille pour cause de rupture familiale ou d'autonomie, il est fréquent que s'agrègent de l'endettement, et/ou de l'insécurité alimentaire comme pour les jeunes mères isolées (Van de Velde C., 2019). Enfin, devoir mener son projet de soi dans un contexte socio-économique compétitif et changeant, et l'affaiblissement des institutions de socialisation (famille, école) génèrent des trajectoires déstructurées et une perte de sens dans la construction identitaire des jeunes (Longo M., 2016).

Finalement, les jeunes se trouvant dans cette « séquence de vie » transitoire école-travail semblent subir une continuité du modèle dominant commun où les adultes responsabilisent les jeunes. En effet, depuis l'école, le jeune est montré comme responsable en cas d'échec et donc sa responsabilité individuelle plutôt que collective est engagée. « *Les décrochages scolaires et la précarité des contrats de travail, les stages ou le non-emploi éloignent les jeunes d'un ajustement à ce modèle et qui n'est d'ailleurs pas nécessairement un modèle pour eux* »²². Ces expériences d'échec, marquées par l'incertitude et l'insécurité du futur influencent donc les parcours de ces jeunes en situation de précarité. Ils sont jugés responsables de leur situation par les institutions familiales, scolaires ou de l'emploi (Bordiec S., 2018) Or, pour les décrochages

²⁰ Van de Velde C. (2019) "Sous la catégorie des "Neet", normes sociales et parcours de vie", In Diversité 194 , Portraits de jeunesse, P62-66, https://www.persee.fr/doc/diver_1769-8502_2019_num_194_1_8182

²¹ Ibidem

²² Bordiec, S. (2018). « *La fabrique sociale des jeunes : socialisations et institutions* » P.119 Ed. deboeck supérieur

scolaires par exemple, les facteurs identifiés sont nombreux comme le contexte familial, socio-économique, les origines raciales, le système scolaire en tant que tel, l'influence des enseignants, ou encore la mauvaise estime de soi et l'aspect émotionnel. (Vachon C., 2000)

1.1.6. Des parcours hétérogènes et complexes

Les **parcours des jeunes** se montrent **hétérogènes, complexes** et bien qu'ils soient inscrits dans le collectif, ils restent tributaires des situations singulières et des choix individuels (Longo M. 2016). En effet, même si la société catégorise la jeunesse et lui attribue des droits et devoirs communs dans une adversité semblable comme être sujet de sa vie et s'intégrer dans la société (Dubet F, 2018), on observe aussi des disparités importantes à travers le revenu, les conditions de vie, les origines sociales et ethniques, le diplôme obtenu ou encore la sphère spatiale où le jeune évolue. (André G., 2023)

Par exemple, les jeunes en situation de NEET, sont souvent issus de famille avec un niveau économique et social plus faible au niveau de l'éducation, venant de quartiers pauvres, ou/et appartenant à des minorités avec des parents issus de l'immigration, etc (Kramarz F. & Viarengo M., 2015). Ces différences influencent donc les choix et les décisions individuelles dans les trajectoires des jeunes en fonction des ressources et du capital (social, culturel ou économique) que leur offre leur environnement géographique et social. Ainsi, les ressources économiques d'un territoire liées à l'industrialisation par exemple ou les conditions de mobilité constituent pour Bordiec la source de disparités dans l'accès à l'emploi, à la scolarité ou à la formation chez les jeunes. Ce constat relie donc directement ce que fait l'Etat pour un territoire avec les possibilités de socialisation des jeunes (Bordiec, 2018). Aussi, les inégalités accentuées dans de nombreuses expériences diverses semblent d'autant plus inadmissibles car depuis les années 60, tous les jeunes ont le droit d'être jeune, d'être scolarisé et donc « d'y arriver ». Par exemple, alors que tous les jeunes contemporains sont immergés dans un monde virtuel commun de communication, cette diversité se vérifie dans leur rapport à la technologie et aux écrans en fonction de la catégorie sociale (Dubet F., 2018).

1.1.7. Un risque accru de reproduction des inégalités sociales

Une étude comparative de Goffete & Vallet en 1992 et 2010 a été réalisée sur des jeunes de tout milieu afin d'évaluer leur qualité d'insertion professionnelle 5 ans après leur sortie d'études. Le résultat a été marqué par la **reproduction des inégalités sociales** en considérant

les variables « *du salaire perçu et du niveau socio-économique de l'emploi occupé.* »²³ En effet, les jeunes issus de parents ouvriers ou peu diplômés et donc d'origines socio-économiques ou culturelles plus limitées présentaient une insertion professionnelle plus médiocre en termes tout d'abord de diplômes obtenus et par conséquent des conditions d'emploi plus défavorables (Goffette, C. & Vallet, L., 2018). Bordiec en 2018 nuance en indiquant que cela ne signifie pas que les jeunes diplômés en écoles supérieures prestigieuses ne connaissent pas de difficultés dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle mais généralement « *plus le niveau de diplôme est élevé et plus faible est la probabilité d'occuper un emploi de mauvais qualité et notamment en termes de salaire, de statut, de temps de travail et d'accès à la formation* »²⁴ Galland précise que l'entrée dans un monde du travail compétitif où le chômage est important s'avère difficile pour chaque jeune mais la situation de pauvreté et de précarité professionnelle des jeunes non qualifiés risquent de perdurer dans le temps contrairement aux jeunes avec un diplôme plus élevé (Galland O., 2022). En outre, Kramarz et Viarengo en 2015 établissent une relation entre le diplôme et le nombre de jeunes en situation de Neet. Bien que les situations soient différentes en fonction des pays, il est avéré que plus il y a de jeunes avec un diplôme élevé dans une population et moins il y a de jeunes en situation de Neet. Des données statistiques de 2013 démontrent qu'une minorité de ces jeunes détiennent un diplôme supérieur et qu'une grande partie n'ont pas atteint le diplôme de l'enseignement secondaire inférieur. De plus, il semblerait que les jeunes en situation de Neet n'ont acquis que très peu de compétences professionnelles durant leur parcours scolaire ou de formation éventuelle. (Kramarz F. & Viarengo M., 2015). Par ailleurs, ces jeunes présentent pour la plupart des conditions sociales délétères pour leur insertion socioprofessionnelle et sont souvent issus de familles monoparentales (Kramarz F. & Viarengo M., 2015). Ce constat nous laisse penser que les jeunes en situation de Neet sont donc fragilisés par ces facteurs dans leur parcours professionnel. Longo nous le confirme, les « *inégalités liées à l'origine sociale et au diplôme contribuent à changer les conditions sociales de conditions de parcours* »²⁵.

²³ Goffette, C. & Vallet, L. (2018). Les trajectoires d'insertion professionnelle des jeunes portent-elles la marque de leurs origines socio-économique et culturelle ?. Céreq Essentiels, 1, 151-156. <https://www.cairn.info/revue--2018-1-page-151.htm>.

²⁴ Bordiec, S. (2018). « *La fabrique sociale des jeunes : socialisations et institutions* » P.119 Ed. deboeck supérieur

²⁵ Longo, M. (2016). Les parcours de vie des jeunes comme des processus. Les Cahiers Dynamiques, 67, 48-57. <https://doi.org/10.3917/lcd.067.0048>

1.1.8. Deux types de trajectoires des jeunes en situation de Neet issus des quartiers populaires à Bruxelles

Pour nous éclairer davantage, une étude empirique a été réalisée par Géraldine André en 2023 sur des jeunes bruxellois issus de quartiers populaires appauvris. Ils représentent la seconde génération d'immigration non européenne, masculine et se trouvent en situation de Neet entre 18 et 25 ans (le sexe féminin n'est que très peu représenté dans les lieux publics que fréquentent les interviewés). Cette étude met en lumière les rapports de domination, l'importance des positions dans l'espace social et géographique ainsi que l'importance des origines sociales et ethniques dans la construction des parcours de vie et donc dans la construction identitaire des jeunes. Les inégalités repérées à travers la socialisation des sujets nous montrent également à quel point elles peuvent avoir un impact sur l'insertion socioprofessionnelle de ces jeunes à travers les structures de Bruxelles. Géraldine André distingue deux types de trajectoires sociales chez ces jeunes. Tout d'abord,

« Les situations et trajectoires Neet hors système » : Les parcours de ces jeunes montrent des relations chaotiques avec le système scolaire. Elles sont marquées par des redoublements, du décrochage scolaire, du racisme perçu de la part du corps professoral, des renvois d'école, des réorientations, des difficultés à trouver une école pouvant les accueillir ou encore une non-reconnaissance de leur diplôme du pays d'origine. Il semble aussi que la plupart de ces jeunes proviennent de filières professionnelles. Leurs origines familiales sont précaires comme des familles monoparentales, des parents sans emploi ou sans revenus, des statuts administratifs d'immigration non régularisés. Leurs faibles ressources culturelles ou économiques semblent en inadéquation avec la structuration de l'école. Pourtant, ils semblent se sentir responsables de leur situation en concordance avec les discours basés sur la méritocratie véhiculés par l'institution scolaire. Même chose quand ils justifient leur « débrouille » à travers les organisations parallèles. Par ailleurs, ces jeunes n'ont pas confiance dans les structures institutionnelles et d'aide qu'ils jugent trop contrôlantes et semblent ne *« compter que sur eux-mêmes »*. Cette perception est causée soit par des difficultés que rencontrent leurs familles avec ces mêmes structures soit à cause des interventions régulières de la police dans leurs quartiers qu'ils jugent abusives et racistes. Ils estiment aussi que la police traite différemment les quartiers pauvres et riches. Ce racisme est aussi perçu à travers la société en général jugée sans considération pour les minorités issues de l'immigration. Ces jeunes pensent que l'Etat se désinvestit quand il s'agit de travailler sur le développement social et culturel de leurs quartiers. Ils rendent dès lors les structures de l'Etat responsables de leur situation et de leur adhésion aux circuits illégaux. Par ailleurs, ils s'identifient non pas à leur communauté ethnique d'origine ni

à la société en général mais à leurs pairs « en galère ». Ils se considèrent comme une sous-classe urbaine et se réfèrent aux organisations informelles structurant leurs quartiers. Toutefois, même s'ils s'estiment opprimés par le système, ils se valorisent par rapport à cette démarcation contrairement aux autres jeunes issus de l'immigration qui subissent le système (André G., 2023). La seconde catégorie identifiée par Géraldine André représente :

« **Les situations de Neet discontinues** » : Des jeunes avec des trajectoires plus complexes teintées de périodes plus ou moins longues de non-emploi, de non-formation ou de non-enseignement. Cependant, ils vivent des passages alternant les contrats de travail précaires ou non stables, des périodes de formation ou encore envisagent pour certains de retourner à l'école. C'est caractéristique des jeunes faiblement qualifiés dans cette période de vie transitoire entre l'école et le travail. Ils possèdent pour la plupart leur diplôme de l'enseignement secondaire supérieur dans des filières techniques et professionnelles ou ont interrompu leurs études supérieures. Leur situation de Neet n'est pas due à leurs décisions individuelles mais plutôt à un manque d'opportunités avec des trajectoires non linéaires au niveau professionnel, surtout pour les jeunes moins diplômés. Leurs origines familiales sont issues de classes modestes et semblent moins précaires que la catégorie précédente. Leurs rapports aux institutions qu'elles soient étatiques ou privées ne sont pas très bons, ils se sentent jugés, pas écoutés ou suspectés. Voulant être actifs dans la société, quand ils se dirigent vers un travail ou une formation, ils utilisent leurs ressources sociales plutôt que de réitérer une relation avec les institutions qu'ils jugent délétères et discriminantes pour leurs parcours de vie. Enfin, malgré qu'ils s'identifient à leur quartier, ils le jugent de manière négative pour leur ascension sociale et fréquentent d'autres lieux de la ville.

1.2. Présentation et analyse des trajectoires principales des jeunes interviewés

Les trajectoires des jeunes interviewés montrent à quel point les parcours de ces jeunes peuvent être différents, et bien que l'Etat et les institutions catégorisent ces jeunes de « Neet », il est important de comprendre que chaque jeune a un mode de fonctionnement différent, un parcours social différent, des normes et valeurs différentes et qu'ils représentent des individus dans une certaine situation à travers une jeunesse diversifiée. Par ailleurs, en rejoignant Dubar (2000) nous attirons l'attention sur le fait que grandir vers l'âge adulte est une étape transitoire et un processus et non quelque chose de figé. Par exemple, une personne de 18 ans évolue et à 29 ans il aura pu remettre certaines choses en question, comme nous avons pu le constater lors de nos interviews.

Au terme des entretiens, nous leur avons proposé de changer leur prénom mais aucun n'a accepté. Tous sans exception préféraient garder leur prénom dans les retranscriptions transpirant un besoin de reconnaissance ainsi qu'un besoin d'être entendu. Ce qui veut dire que quand certains démissionnent et ne veulent pas être entendus ou ne viennent pas aux rendez-vous, d'autres ont encore l'envie de faire porter leur voix. Nous soulignons également le courage de ces jeunes qui ne sont pas forcément habitués à se livrer à des inconnus et qui l'ont fait de manière altruiste.

Suite à l'analyse des entretiens, quatre types de parcours se sont démarqués. Nous prenons comme exemples les interviews suivantes :

Bryan 27 ans, sorti d'institution de l'Aide à la Jeunesse, vit seul à Namur avec revenus de CPAS, a été sans-abris, possède son diplôme CESS (certificat d'enseignement sec. Sup.) donne des cours occasionnels de « free style football », « métro, boulot dodo » ce n'est pas pour lui.
Bella 28 ans, née au Congo, différents parcours d'immigration, bac littérature français, revenus de CPAS, maman solo avec de grands rêves, voudrait aller en Suisse, au Luxembourg s'installer près de son petit ami. Elle affine son projet. Difficultés : logement, administration, garde des enfants, racisme, insécurité
Quentin 29 ans, mécanicien avec hernie discale, au chômage, a beaucoup travaillé en noir et est très polyvalent, a rencontré des difficultés à avoir un contrat stable et attractif, doit se réorienter pour problème de santé, vit en couple avec son enfant, aimerait être indépendant. Valeurs importantes : la famille, faire plaisir à son enfant, le travail
Alexia, 27 ans, vit avec sa mère atteinte d'un handicap, aucun revenu, atteinte de maladie mentale mais aucune reconnaissance de handicap, parcours scolaire et professionnel chaotique, aimerait créer son activité indépendante, prendre son autonomie, fait du bénévolat, croit en la tolérance

Trajectoire 1 : Colocation avec la société

Les fractures

Bryan a 27 ans, et vit seul à Namur avec un revenu de CPAS. A l'âge de 12 ans, à la suite d'une mesure de protection de la jeunesse, il se voit placé tout d'abord dans plusieurs lieux

d'hébergement. Ensuite, une pré-autonomie à 16 ans, une autonomie en kot à 17 ans, avec revenu de CPAS. Son parcours adolescent montre déjà une période composée de multiples bifurcations, de fractures sociales et de constructions identitaires différentes.

« j'ai fait plein de centres différents jusqu'à mes 16 ans et demi, je me suis retrouvé dans un kot en pré-autonomie donc dans un kot à côté d'un centre qui me permettait d'être suivi par des éducateurs et de pouvoir m'insérer plus tard en autonomie dans mon premier kot qui a été à Gilly à 17 ans, 17 ans et demi plus ou moins donc voilà donc depuis mes 16 ans et demi je vis un peu seul euh... »

Après un parcours scolaire chaotique dans différents établissements, il a pu obtenir son diplôme d'animateur socio-culturel dans le secondaire.

« donc j'ai réussi ma 6e avec ma qualification d'animateur... bah avant ça je suis passé par plein d'écoles mais voilà j'ai eu un parcours de vie un peu compliqué du coup c'était un peu compliqué l'école... mais j'ai réussi.... J'ai repris des études d'éducateur après... » Malgré les fractures, on peut constater la résilience dont il fait preuve pour obtenir un diplôme et une formation.

Actuellement, il aimerait reprendre des études pour un bachelier d'éducateur en promotion sociale qu'il a dû arrêter à cause du système administratif et social qu'il ne semble pas bien comprendre. *« ...malheureusement j'ai dû arrêter... à cause de certaines choses au niveau du CPAS parce que je... en fait comme j'arrivais à mes 26 ans, je devais passer d'un état étudiant à un état de demandeur d'emploi parce que arriver à cet âge-là en fait ils... si j'ai bien compris ils veulent faire en sorte que le jeune essaie de sortir du CPAS ce qui est bien...c'est... c'est... c'est... c'est ce que je veux aussi ouais... mais voilà ça m'a juste mis des bâtons dans les roues pendant mon année j'ai dû arrêter.... »* Son expérience montre que le système institutionnel a engendré chez le jeune l'arrêt de ses études. La pression pour pouvoir garder différents statuts et droits montre à quel point cela peut être négatif pour un jeune.

La rue

Bryan a d'abord occupé un kot étudiant mais dès l'âge de 25 ans il a dû quitter son logement car il n'était plus sous le statut étudiant. Il s'est retrouvé deux fois à la rue à la suite d'un enchaînement de difficultés comme un manque de communication avec son assistante sociale, un problème de courrier, un manque d'information liés aux différents statuts (étudiant, demandeur d'emploi...) et des complications administratives liées aux dispositifs sociaux très

difficiles à comprendre et peu expliqués. De plus, l'accès au logement a été problématique pour Bryan, en effet les kots étudiants ne sont pas destinés aux demandeurs d'emploi. *« j'étais dans un kot étudiant et je devais changer de statut et aller m'inscrire aux Forem comme demandeur d'emploi du coup j'ai dû changer d'endroit (de logement) sauf que ça s'est pas fait, et ça s'est pas fait parce que j'ai pris... j'ai pris un peu de temps pour trouver quelque chose déjà pas évident de trouver un logement oui c'était en plus... c'était une période... c'était le COVID je dirais et euh j'ai fini à la rue (silence) »* Se retrouver à la rue pour Bryan a été un période difficile qu'il a encore du mal à digérer.

« ...parce que j'ai déjà été une 2e fois à la rue j'ai été une 2e fois à la rue parce que je savais pas ce que c'était un recommandé en gros.. donc je savais pas ce que c'était un recommandé ...j'ai eu un recommandé en fait de mon propriétaire parce que le loyer n'était pas payé moi je suis quelqu'un de très économe j'avais au moins plus de 3000 balles sur mon compte alors que je suis au cpas enfin voilà j'économise, je fais très attention à mon argent et je ne... je n'ai juste pas regardé les mois qui viennent si j'étais payé ou pas... j'avais tendance à ne pas regarder parce que je savais combien j'avais... je savais combien je pouvais dépenser donc je regardais pas à mon compte et 2 mois après je me suis rendu compte que j'avais plus d'argent, plus un balle...

... donc ils ne t'ont pas prévenu qu'ils arrêtaient les paiements ? j'ai reçu des courriers mais le problème c'est que j'étais dans un endroit où il y a eu des problèmes de courriers parce qu'on était beaucoup... *Au Cpas, j'ai l'impression que je suis face à des murs ...enfin bref j'avais beau leur dire au cpas, ils voulaient jamais m'envoyer de mails et jamais m'appeler »* ... Bryan est confronté à une certaine rigidité de la part de son assistant.e social.e et dans les procédures du CPAS, il ne se sent pas entendu dans ses difficultés de réception du courrier liés à l'immeuble où il réside, et malgré qu'il le formule, l'assistant.e social.e conditionnée par les procédures bureaucratiques ne change pas la manière de procéder pour envoyer les convocations.

« j'ai dû faire une demande de « sans domicile fixe » Alors que la situation de sans-abrisme est due en partie à des problèmes administratifs, le poids des démarches administratives continue pour pouvoir être reconnu comme sans-abris par les pouvoirs publics et afin d'accéder à certains droits.

Bryan ne s'identifiait pas aux autres personnes sans-abris et éprouve un sentiment de honte *« c'est pas normal pour un jeune d'être à la rue, mais j'allais pas à l'abris de nuit, c'est vraiment réducteur en fait... c'est pas ma place... s'il y a un problème, je préfère aller ailleurs*

et moi j'ai rien à foutre avec des gens qui ont 10 ans de rue... si ça tombe je vais me faire agresser ou quoi, je préfère encore dormir sous la pluie... » Bryan déplore l'insécurité liée aux abris de nuit que fréquentent d'autres personnes sans-abris et souligne à quel point ça peut être terrifiant d'être à la rue pour un jeune.

Il explique également que beaucoup de jeunes sont dans son cas et surtout des jeunes sortant des institutions de l'Aide à la Jeunesse.

« ... quand t'as été dans la rue c'était beaucoup des personnes qui venaient de centres d'hébergement pour jeunes, t'as toutes sortes de personnes mais qui étaient des jeunes en tout cas... »

« ... mais ça m'arrive de parler avec des jeunes de la rue... je leur demandais comment t'en es arrivé là, et souvent ils ont plus ce lien de confiance avec les parents donc c'est un peu les parents c'est le plan A c'est parce que moi je parle d'un plan B ... » Bryan maintenant est sorti de la rue et se compare aux autres. Il différencie sa situation avec celles d'autres jeunes qui sont à la rue mais qui ont encore leur famille. Bryan explique que lui, il n'a pas de famille comme éventuel relais, ce qui ajoute un poids supplémentaire dans son parcours.

Sans relais familial mais des amis...

« la famille... la filière famille je peux te dire, il y a plus personne... j'ai mes cousins... et c'est moi qui m'occupe d'eux donc y a personne... aussi y a ma mère que maintenant je revois pour le moment qui va très bien d'ailleurs... j'ai retrouvé ma maman c'est un truc ça fait quelques années maintenant et j'en suis super heureux ça me fait beaucoup de bien mais voilà ...elle peut pas enfin... s'occuper de moi...aujourd'hui c'est plus moi qui vais m'occuper d'elle quoi doncc'est plus.... j'ai plus.... j'ai pas... » Bryan se sent responsable des membres de sa famille qui n'ont pas été là pour lui, il se doit de les aider malgré un sentiment de manque, et de perte de liens familiaux.

« ... comme j'aime bien dire ça, j'ai pas de plan B je suis dans la merde je suis dans la merde (rire) car si j'ai pas d'amis ou quoi... c'est mes amis qui m'ont énormément aidé... je suis énormément entouré par la famille que j'ai créée... » On peut voir une certaine résignation par rapport à sa situation, tout en comptant sur son réseau amical qui est une valeur importante pour lui

Un rapport difficile avec les institutions scolaires et sociales

Après un parcours scolaire chaotique, il a eu son diplôme d'animateur socio-culturel dans le secondaire.

« donc j'ai réussi ma 6e avec ma qualification d'animateur ici au Collège Saint-servais bah avant ça je suis passé par plein d'écoles mais voilà j'ai eu un parcours de vie un peu compliqué du coup c'était un peu compliqué l'école... mais j'ai réussi.... J'ai repris des études d'éducateur après... »

Il déplore que le système scolaire soit basé sur le système d'évaluation à points et trouve certaines matières inutiles. D'autre part, la manière dont il s'exprime laisse à penser que les problèmes à l'école ne relèvent pas uniquement d'un manque d'adéquation entre les cours et le marché du travail mais des problématiques plus profondes. *« j'en avais marre de l'école parce que j'ai vraiment eu du mal à terminer même ma rétho... le système scolaire c'est aussi un autre... un autre truc mais bon bahhh !!! Qu'est-ce que j'ai... j'ai plein de choses à dire sur ça !! « L'école c'est nul et pas adapté, on est évalué par des points par rapport à des trucs qui ne nous serviront ptet pas plus tard »*

donc c'était dans un cadre de reprise d'études, donc tu n'as pas dû faire des recherches d'emploi ? *« c'est ça, c'est un problème.... ça a pris du temps avant que je reprenne mes études mais moi dans ma tête c'était je me voyais pas encore travailler, là tu vois j'allais au Forem, j'avais une dispense de recherche d'emploi ... mais j'étais demandeur d'emploi dès que j'ai fini mes études mais moi dans ma tête je voulais de nouveau réétudier mais je savais pas exactement quoi et puis je sais pas, je crois que j'avais 23 ans quoi ... ouais je crois que ça a duré 2 ans... j'étais depuis plus ou moins 2 ans en CPAS donc oui là j'ai postulé à des travaux... à des travaux enfin pour travailler j'ai postulé à plein de trucs et tout et moi je voulais pas je voulais pas ! (rire) Je me sentais... en fait pourquoi je fais mes études d'éducateur parce que je trouve ça horrible de ne pas être prêt pour certaines situations donc je me jugeais pas encore apte à pouvoir travailler »*. L'accès à l'enseignement semble difficile pour Bryan en raison de son manque de confiance en lui et du temps qu'il a besoin pour savoir ce qu'il veut. Les dispositifs sociaux mis en place semblent l'orienter vers la recherche d'emploi plutôt que de pouvoir se former et accentue le nonaccès à l'enseignement. Bryan a besoin d'aller à son propre rythme pour trouver sa voie et se former et a besoin de prendre confiance en lui, ce qui n'est pas pris en compte par les pouvoirs publics qui lui mette la pression « pour s'activer ». Toutefois, Bryan semble se plier aux injonctions de recherches d'emploi pour accéder à ses allocations sociales au détriment des ses propres aspirations. Cela génère chez lui un sentiment

de frustration car les actes qu'on lui demande de faire ne correspondent pas à ce qu'il veut vraiment.

« J'aimerais que mon choix soit pris en compte j'aimerais pouvoir ouais j'aimerais un minimum qu'on m'explique et par des vraies choses... pas de déléguer la faute à quelqu'un.... pas dire tu devrais connaître ça... ou pas me remettre devant une loi ...que euh je sais pas moi par exemple.... enfin c'est un truc qui m'a... qui m'a heurté toute ma vie... » Il lui semble ici que les institutions qu'elles soient scolaires ou sociales ont remis la faute de ses échecs sur sa responsabilité. Or, il ne se sent pas entendu ni respecté dans son identité et mal informé ce qui l'a blessé profondément.

« En tant qu'éducateur je sais très bien je vais aimer moi mon travail mais est-ce que je vais aimer le cadre ? Je sais qu'on va me mettre des bâtons dans les roues qu'on va me mettre euh qu'on va vraiment ralentir mon travail ou vraiment m'handicaper je ne sais pas en fait.... je suis un peu dans l'inconnu et quand on a peur Ben....ça fait que j'y vais pas ! Les difficultés liées à un passé institutionnel compliqué freinent ses projets. Se construire une nouvelle identité par le travail semble difficile, par sa peur d'être « cadenacé » par des règles de nouveau institutionnelles sans liberté d'identité propre. *« Et je fais qu'alimenter cette peur parce que autour de moi les personnes que je trouve les plus compétentes se font mettre dehors donc parce que quand t'as des choses à dire ou tu vas remettre en question une hiérarchie ou je sais pas.... Ou que tu fais une petite erreur ou qui va nuire à une image ou j'en sais rien... Eh Ben ça va te coûter cher et peu importe le travail que t'auras fait derrière »* Bryan est conscient du rapport de domination que représente la hiérarchie dans le monde du travail et dans le système institutionnel. Il ne veut pas d'un monde où l'expression de soi est réprimée voire d'être une cause d'exclusion du système. De plus, les jeunes selon lui n'ont pas droit à l'erreur et dans son cas, ça peut coûter cher. Par exemple, si les autorités estiment qu'il ne fait pas assez de démarches il se peut qu'il soit sanctionné par des suspensions d'allocations sociales au risque de se retrouver une fois de plus sans-abris.

Il voit les aides octroyées par le CPAS comme le fait qu'on lui donne de l'argent à condition qu'il s'écrase et ne l'accepte pas, et donc ces sentiments amènent à des comportements où il ne s'implique plus dans les projets que les institutions veulent mener avec lui au risque de se voir exclu par le système *« et cet oreiller qu'on te donne dans le but que toi tu t'écrases parce que si tu t'écrases pas, t'as plus d' oreiller et moi j'ai très bien compris et là aujourd'hui j'en suis arrivé à un point où vas-y écrase moi ! Reprends le ton oreiller j'en ai rien à foutre ! »*

De la « colocation » avec la société aux aspirations parfois utopiques

Selon lui, ses interactions sociales avec les institutions telles que l'école, les lieux de travail et le CPAS sont considérées comme un sacrifice qui lui permette de vivre voire de survivre et donc il entretient un rapport instrumental avec ces institutions. Pour lui, ces structures l'empêchent de faire ce qu'il l'aime vraiment, ce qui constitue pour lui une vraie contrainte voire une souffrance.

« j'aimerais trouver un juste milieu entre le travail et vivre »

« ils me donnent de l'argent sur certaines conditions donc c'est cet argent qui me permet de survivre mais ils n'hésitent pas à me faire remarquer certaines choses que je dois faire pour me sonner l'alarme et dire « attention je peux te le retirer » donc ça nous met une certaine pression et c'est leur seule arme qui nous permet à nous les jeunes de revenir au CPAS parce que en gros si on ne me dit pas que je pourrais ne pas être payé et ben j'ai pas envie d'aller au CPAS (rire) » On peut constater que les rapports avec le CPAS constituent pour lui une obligation de se plier à un système qui lui permet d'obtenir une allocation et non de trouver les moyens pour s'épanouir.

Par le biais de son implication à la Maison des jeunes, il peut toutefois trouver une certaine place dans la société en encadrant des jeunes moins âgés que lui et donc se sentir valorisé en partageant ses expériences et en développant ses compétences *« j'ai besoin aussi par exemple de ce que je fais ici, j'adore ça, je donne des cours de... de freestyle football et de Street soccer ..., et je parle avec eux, même si je suis pas encore professionnel j'essaye un peu d'avoir la casquette un minimum »*

« Je suis en colocation.... avec la société ouais c'est ça...J'essaie de trouver ma place tout en faisant en sorte que euh ... allez quand t'es en colocation tu dois faire attention à toi parce qu'il y a l'autre et là moi je fais attention à mes objectifs et tout j'essaye de rentrer un minimum dans cette société tout en n'y rentrant pas à 100% parce que je peux pas rentrer à 100% dedans... à 100% dans la société c'est rentrer dans une routine travail dodo tacmoi je veux pas ça...moi si j'avais le choix là... si on me disait écoute t'as que 300€ par mois, je sais pas moi t'as un endroit, un champ ou quoi où vivre et je t'apprendrai à t'auto-suffire ouais voilà..... Ben moi je.... enfin pas tout de suite hein parce que je suis jeune.... mais moi je veux finir ma vie comme ça, je prends je m'en fous.... » L'intégration par le travail est considérée comme une corvée et non une aspiration en soi, s'accomplir et se réaliser ne passe pas selon lui par le travail qu'il considère comme une contrainte.

Son idéal c'est qu'il n'existe pas d'argent et il ne le relie pas au labeur du travail.

Ses valeurs principales sont la liberté et la justice, la confiance et la communication. Il ne se sent pas entendu en tant que jeune ni écouté dans ses difficultés dans un rapport de domination pesant pour lui, et se considère comme « rien » ou comme « *un animal ... enfin moi je me compare aux animaux mais tu fais ça à n'importe quel animal il souffre...* ». Même si parfois il a essayé de parler, de se battre pour défendre ses idées, il s'est heurté à un système contraignant et en souffre beaucoup car il lui semble que son identité soit constamment dénigrée par le système et qu'il ne peut pas être lui.

« En tant que jeune en tout cas euh on va pas dire ce qu'on pense souvent.... pourquoi parce que...que ce soit un grand, on va nous dire on y connaît rien parce qu'on est jeune.... ou soit on va nous écouter dans le but de dire okay c'est bon t'as parlé c'est bien ! C'est bien mais y a pas vraiment d'écoute, ça change rien en fait, ça a pas de poids c'est comme si euh on était ouais on était des pions dans la société on a le futur mais on est des pions de la société on est rien en fait.... » Il ne se sent pas comme un adulte mais comme un petit qui n'a rien à dire dont les paroles ne sont pas prises en compte par la société alors que selon lui, ce sont les jeunes qui construisent le futur.

Finalement, ses besoins seraient d'avoir un professionnel qui l'écoute, qui prend le temps de faire son travail de manière humaine, et d'être accompagné dans ses démarches car il pense que d'autres pourraient l'aider à mieux comprendre le système dans lequel il essaie de s'adapter... Il voit notre société comme une armée ultra rigide dans laquelle il ne s'y retrouve pas et s'y voit comme un animal qui souffre emprisonné dans un cadre qu'il n'accepte pas ou plus. Ses aspirations ne sont pas dit-il comme les autres jeunes et il ne se projette pas à fonder une famille. Lui ce qu'il veut c'est être libre, libre de penser et de s'autoréaliser à son rythme.

Trajectoire 2 : Rêves et immigration

Plusieurs trajets d'immigration

Bella, 28 ans, d'origine angolaise, est née au Congo. Elle se rend compte de la société consumériste en Europe et des différences de valeurs entre l'Afrique et l'Europe. « *c'est vrai qu'ici en Europe c'est différent nous en Afrique on jouait avec un rien du tout par exemple juste avec le sable on jouait au bâton, on avait juste un cahier mais ici en Europe on voit bien les*

enfants ils ont des jouets mais jouent pas avec, et des fois mes enfants me demandent : maman qu'est-ce que tu faisais quand t'étais jeune ? ... j'ai fait plein de choses »

« nous en Afrique on est nombreux du côté de mon père nous sommes 16 alors du côté de ma mère nous sommes que 3 donc je suis l'aînée des filles et on voit bien mon grand-père il a eu 38 enfants avec 24 femmes.. alors non on se nourrit pas en Afrique comme ici, y a pas le CPAS, pas les allocations familiales mais on sait se débrouiller... Bella a été élevée dans un contexte avec d'autres normes et valeurs où la polygamie est de coutume. Elle déplore que les valeurs en Europe soient axées sur la consommation et le profit... alors que pour elle ce qui est important pour une femme c'est d'élever les enfants et de les aider. « je vois beaucoup des femmes ici qui ont des enfants mais qui s'en occupent pas et des jeunes de mon âge Ah oui... et qui prennent l'argent des allocations familiales la vie c'est pas ça... moi j'économise pour mes enfants ils ont déjà un compte...

Pour elle, beaucoup de personnes abusent du système à des fins de surconsommation. Aussi, selon elle, les africains économisent pour permettre le voyage de leurs enfants vers l'Europe en espérant un avenir meilleur « pour que on sorte les enfants et qu'ils viennent en Europe, comment on fait ? ... on économise du peu qu'on a mais par contre ici je vois il y en a d'autres qui abusent »

» Pourtant malgré le fait que l'éducation des enfants soit sa priorité, son discours nous révèle une identité mixte, dans son envie de s'épanouir dans les études supérieures et dans un métier qui lui convienne, elle aimerait devenir expert-comptable.

Elle a vécu en France et a eu son bac en littérature, elle a arrêté ses études parce que sa mère est tombée gravement malade. Elle s'en est occupée ainsi que de ses sœurs plus petites. A 18 ans, elle s'est mariée avec le père de ses enfants et a vécu au Portugal, « Ben j'étais au Portugal j'y ai vécu un peu parce que mon ex-mari il est portugais » ensuite elle a divorcé et elle pose ses valises en Belgique. Après elle repartira peut-être vers le Luxembourg s'installer avec son nouveau copain, mais elle ne sait pas. Elle préfère que ce soit lui qui vienne car ici elle connaît les lois et s'est enfin posée au niveau du statut administratif, elle recherche donc une sécurité sociale et administrative. « ...donc le but c'est d'emménager ensemble et on espère que ça se concrétise...j'irai au Luxembourg ou Arlon, à la campagne... mais je préfère rester dans un pays où je connais les lois et en plus ma situation administrative ici, elle est stable....

De beaux rêves

« mon but c'est d'avoir un master et devenir un jour expert-comptable c'est ça mon beau projet j'ai fait une formation parce que je me cherchais, je cherchais ce que je voulais faire et tout.... alors j'ai voulu à un moment donné être avocate, j'ai dit il y a tellement d'avocats ... j'ai voulu être chirurgien mais j'ai dit : mais j'ai peur des sirènes et je supporte pas le sang je suis quelqu'un qui a peur de tout.... Après j'ai dit....Ben je vais me lancer dans la comptabilité. »

Bella ne savait pas ce qu'elle voulait faire comme métier. Elle a suivi une formation en orientation et a effectué un stage en entreprise pour l'aider à trouver sa voie. Son but est d'avancer et d'avoir un métier renommé, gratifiant, avec un bon salaire pour lui permettre de se sentir en sécurité financière et d'être reconnue positivement par la société.

Après le stage, Bella a décidé de se donner les moyens de réussir *« la comptabilité c'est vrai que c'est pas facile des fois... mais bon quand on s'y met on y arrive... »* .

Néanmoins, son discours est assez contradictoire dans les propos recueillis, un temps Bella veut aller vers un Master, une autre fois son but c'est d'obtenir un bachelier après des études supérieures pour lui permettre de vivre en Suisse ou au Luxembourg... *« bah je vise le Luxembourg et la Suisse donc en gros si je fais mes 3 ans je finis... je commence un an ici... après je crois que je vais aller en Suisse, ils m'ont dit que c'était reconnu dans toute l'Union européenne le diplôme que j'aurai de 3 ans »* Finalement, elle changera encore d'avis au cours de l'entretien. Elle dira finalement opter pour l'Ifapme (Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises), qui lui permettrait d'obtenir un diplôme de chef d'entreprise et d'avoir une activité indépendante. Son discours un peu décousu démontre que Bella se cherche encore et affine son projet de vie avec l'aide du service d'insertion socioprofessionnelle du CPAS. *« Madame I... elle m'aide beaucoup pour m'orienter... »*. Ses idées et ses projets ne sont pas encore tout à fait déterminés.

Les aspirations de Bella c'est de pouvoir vivre à la campagne. Aussi, il semble que pouvoir changer de lieux, de projets quand elle le désire et découvrir le monde soit important pour elle : *« moi ce que je veux c'est acheter une maison à la campagne parce que j'aime bien la randonnée, j'aime bien le sport.... où il y a plein de choses à visiter, à la campagne on peut changer facilement... pas à la ville ... et c'est plus bénéfique pour les enfants... j'aimerais beaucoup voyager, faire voir le bon côté des choses à mes enfants »*

La monoparentalité

« *Quand mes enfants étaient petits c'était compliqué de faire quelque chose, parce que j'étais toute seule avec, j'avais personne pour les garder et moi je pensais plus à eux qu'à moi... en plus, j'arrivais pas à trouver une place en crèche, maintenant qu'ils sont plus grands, j'ai plus facile...ils vont à l'école* » Le manque de place en crèche a été un frein pour Bella pour suivre une formation et travailler. Comment pouvait-elle envisager de travailler s'il n'y a pas de places en crèche ? Gagner du temps semble que ce soit l'alternative que Bella ait trouvée...

« *en plus avec tout ce qu'on entend qui se passe dans les crèches, moi j'avais pas confiance...* »

Le manque de confiance envers les structures d'accueil n'a pas facilité l'insertion socioprofessionnelle de Bella, et il semble que pouvoir éduquer ses enfants va de soi pour elle avant son épanouissement professionnel malgré qu'elle veuille reprendre des études et qu'elle ait envie de réussir. « *Moi le plus important c'est mes enfants...* » Or, la société lui demande de travailler et de se former malgré ses valeurs dites « traditionnelles » du rôle de la femme qui est de s'occuper de ses enfants. N'a-t-elle pas le droit de pouvoir exercer son rôle de mère sans pression ?

« *on me demande de trouver une formation ou de travailler, mais ils comprennent pas que mes enfants c'est ma priorité ! Si mon enfant est malade je fais comment ? ... c'est eux avant moi...* » Le manque de ressources sociales et familiales et le manque de structures d'accueil ne semblent pris en compte par les pouvoirs publics. Par ailleurs, on peut constater un manque de soutien à la parentalité et un manque d'informations.

Moi je fais tout pour réussir parce que c'est important...l'éducation de mes enfants, leur apprendre à se débrouiller c'est important aussi... »

« *Si je suis en formation, je dois me lever à 5 heures du matin, et mes enfants doivent se lever tôt aussi... le temps de se préparer, de prendre le bus et les déposer à l'école... ils vont dans deux écoles différentes...et la formation c'était pas à côté de l'école... les formations ça commence tôt...* » Pour Bella, quand elle se trouve en « activité » et qu'elle est en formation, c'est « le parcours du combattant ». Les tensions sont très vives entre son rôle de mère et pouvoir garder ses allocations sociales tout en se conformant aux injonctions du CPAS.

« *J'ai un diplôme français donc pour avoir l'équivalence, j'ai commencé la première année ici à cette école de Condorcet, sauf que ça s'est pas trop bien passé avec mon fils qui était malade donc j'ai dû arrêter* » Dans ses projets de reprise d'études, elle rencontre des difficultés liées au fait qu'elle soit « maman solo ». En effet, elle n'a pas semblé disposer de ressources sociales suffisantes pour l'aider à garder son fils quand il était malade pendant ses études, et s'occuper

de ses enfants est important pour elle. De plus, malgré l'ouverture des frontières européennes, son diplôme français n'est pas reconnu en Belgique et elle doit suivre les procédures pour obtenir l'équivalence en Belgique, ce qui freine son insertion socioprofessionnelle.

L'insécurité

« Pour moi mes valeurs c'est le respect et l'honnêteté, l'obéissance, ne pas faire trop confiance aux gens les gens ils en profitent des autres...moi on m'a escroqué de 3000 euros... Je suis trop naïve... Moi j'ai pas d'amis... avec ce qu'on m'a fait... Moi je vais au sport, je vais chercher mes enfants à l'école et c'est tout je rentre chez moi... les gens en plus ils prennent mal ce que je dis parce que je suis trop directe... ils sont racistes ici à Charleroi... Suite à son expérience et à de mauvaises rencontres, Bella ne se sent pas en sécurité là où elle habite et espère déménager mais c'est difficile de trouver un logement. « Je cherche un logement et là j'attends une réponse...c'est pas facile et je croise les doigts que ce sera pour moi... » Elle a l'impression de vivre dans un monde dangereux. Elle dit ressentir du jugement quand elle discute avec les gens et du racisme, et moins au Luxembourg « A Charleroi beaucoup de racisme, alors qu'au Luxembourg c'est pas comme ça »

Sortir de la pauvreté

« Je touche du CPAS mais bon je ne resterai pas au CPAS toute ma vie ! » Bella aimerait changer de condition sociale et sortir de la pauvreté qu'elle a trop longtemps connu ... *en plus le CPAS c'est pas assez... moi j'ai ... j'ai.... J'ai des terrains en Afrique et des maisons... » Et donc tu as un revenu de ces maisons ?* ...(rire) ... oui parfois... Bella ne s'étendra pas sur le sujet et reste discrète... *« Je me débrouille, je mets de côté pour mes enfants... »* Bien qu'elle semble autonome dans ses choix, s'occupe de ses enfants, et qu'elle ait son logement, Bella a été freinée par ses conditions sociales auparavant et ne veut plus que cela se représente.

« Moi j'ai vécu dans la pauvreté, mon père était riche mais a fait des différences avec les enfants, je suis la seule qui a fait un bac !!! Mon père il s'occupait pas de moi ni de ma mère... » Bella nous montre de la fierté par rapport à son niveau d'études et se convainc qu'il est très élevé. Pourtant dans son discours, l'interview nous démontre que pour elle, ce n'est pas suffisant, elle veut continuer ses études. Elle cherche donc à travailler sur elle et à diminuer ainsi son image négative liée à la pauvreté pour elle et pour les autres. Pour elle, le fait qu'elle ait dû s'occuper de sa maman très jeune à l'âge de 15 ans l'a aidé à s'en sortir dans la vie, ses difficultés montrent à quel point Bella a pu rebondir autant qu'elle pouvait et avance à son

rythme. Elle ne s'est jamais positionnée en victime ou en personne en difficultés dans notre entretien malgré les freins qu'elle puisse rencontrer comme la solitude en Belgique face aux difficultés financières mais au contraire elle tenait à montrer qu'elle se battait et qu'elle était motivée.

Elle ne se sent pas comme les autres jeunes de son âge et se sent plus mature : *« certains ils réfléchissent pas, ils fument des joints... ils foutent rien. ...moi je fume pas...on me dit que je suis fort mature pour mon âge... »*

Trajectoire 3 : De l'économie parallèle aux problèmes de santé

Du travail manuel aux problèmes de santé

« Quand tu sors de l'école, tu prends ce qui vient, t'es pas trop difficile parce que t'as pas d'expérience, et on te fait faire les merdes... après t'espères un contrat... un contrat qui vient pas et quand t'es jeune ils abusent de ta confiance... » Quentin explique que dans certains secteurs comme le bâtiment, il y a beaucoup de cas où le travail en noir est fréquent et où les tâches sont difficiles. L'exploitation des jeunes en quête de travail est fréquente.

« moi je suis mécanicien de formation » Quand nous lui demandons de se présenter, il se définit d'abord par son identité professionnelle liée au métier. Il a aussi appris les métiers du bâtiment par son père qui était entrepreneur, il a donc une polyvalence dans sa formation et des repères professionnels légués par son père *« Moi je me présente partout, je suis sûre j'ai un contrat je sais faire plein de trucs... en plus maintenant je me suis fait connaître... »* sauf que Quentin a une hernie discale et **doit se réorienter pour problème de santé.**

Les intérimaires l'ont aidé à se faire une place dans le monde du travail et à acquérir de l'expérience. *« les intérimaires ça aide bien quand t'as pas d'expérience et de propositions, j'ai fait mes preuves partout mais ici c'est vraiment un problème de santé »*

Le travail en noir et la délinquance

Son père est décédé quand il avait 16 ans, et il a décidé d'aider sa mère, ses sœurs. Il a pris une décision, celle d'assumer sa famille. Était-ce vraiment son rôle aussi honorable que soit cette décision ? Le ménage est passé d'un revenu de 3000 euros à 1400 euros avec les mêmes charges. Il a donc quitté l'école à 16 ans suite à la nouvelle précarité de sa famille *« j'ai arrêté l'école et je suis parti en France travailler en noir pendant 6 mois après ça a été ... je travaillais*

le weekend, je brossais pour aller travailler...j'ai beaucoup appris sur le tas... et voilà parfois je disais à ma mère, tiens si t'as besoin je te les donne...La galère c'était de 16 à 19 ans pour moi quand mon père est décédé, mais quand j'ai commencé à travailler un peu à gauche à droite en black, j'ai un peu moins galéré et ça aide la famille ça aide tout le monde, j'ai aidé ma mère à payer le loyer et tout ...quand on était plus jeune, même s'acheter un paquet de clop, c'était plus compliqué mais à l'heure actuelle, pour ma part ça va... mais j'ai des potes qui sont encore en galère... mais ça me dérange pas de les aider...mes potes de galère ça reste mes meilleurs potes »

« Moi quand j'ai commencé à travailler, on me faisait faire les crasses que les autres voulaient pas faire ... et pourquoi je devais travailler plus tard que les autres et faire plus d'heures ? Quentin explique que les conditions de travail pour les jeunes sont déplorables et qu'ils vivent de la discrimination par rapport aux autres travailleurs lié à leur âge.

Il explique aussi « profiter » des aides et du système de sécurité sociale en Belgique, quand il a besoin de temps pour lui ou de souffler comme si avoir recours à un droit était du profit ou que ce soit honteux. La valeur du travail étant fort présente chez lui, il devra donc composer avec les tensions que son invalidité génère chez lui. Il se décrit très actif et a travaillé beaucoup en intérim, *« Moi je travaille à ¾ temps dans la société et le reste du temps je m'occupe de la famille. »* Il ne s'identifie pas à quelqu'un qui a un problème de santé mais comme un travailleur qui jongle avec le système.

Il a parallèlement **connu la délinquance**, *« entre mes 16 et 19 ans j'ai connu la délinquance, j'ai des potes ils sont encore en galère moi parfois je les aide parce que mes potes de galère ça reste mes meilleurs potes....* Sa construction identitaire s'est déroulée à travers sa pauvreté qu'il a vécu suite au décès de son père et a été très marquante pour lui, il a pu se sentir reconnu par les autres qui étaient « en galère » comme lui et y trouver du refuge... Toutefois, il a pu se démarquer de cet individualisme négatif en sortant de la délinquance par la construction de son couple.

Maintenant, il se sent différent des autres jeunes et a évolué par rapport à ses fréquentations et par rapport à certains de ses amis car il déclare *« je ne suis pas un suiveur et j'ai pas voulu suivre l'expérience de mon père qui avait fait des erreurs et qui ne lui ont pas porté chance...je ne bois pas contrairement à beaucoup de jeunes mais même s'ils luttent ils reproduisent ce qu'ils ont connu chez leurs parents »*. Il a l'impression qu'il est un peu comme un survivant par

rapport à ses potes de galère et qu'il a évolué mieux qu'eux. Excepté sa famille, son environnement n'était donc pas positif pour lui et une rencontre amoureuse marque une bifurcation dans son parcours.

Toutefois, *« le secteur associatif m'a aidé à me faire des amis et à participer à des actions comme le folklore de la région où j'ai grandi mais parfois les amis ne tirent pas vers le haut... »*

On peut constater que les associations sont intéressantes pour les jeunes dans leur socialisation en travaillant sur la participation active des jeunes dans la société et sur la création du lien.

Une filière scolaire où on s'ennuie

Quand il a repris l'école, il a pu obtenir son diplôme de mécanicien malgré qu'il explique qu'il était tout le temps absent. *« Moi je suis allé voir les politiques à Dour, à l'école ils ont voulu me faire rater parce que je réussissais alors que j'étais tout le temps absent... et ça ils acceptaient pas parce que j'avais dépassé le nombre d'absences injustifiées autorisées... »*

« J'étais en technique et je suis redescendu en professionnel, parce que moi l'anglais et les sciences j'aimais pas... en professionnel c'était bien parce que on avait plus de cours pratiques mais pour les cours théoriques j'avais un trop haut niveau comme je venais des techniques et du coup j'y allais pas je savais déjà tout ! Moi ce que je trouve qu'ils devraient faire c'est valider les compétences qu'on sait déjà ! » Quentin explique qu'il s'intéressait à apprendre un métier et qu'il aimait les cours pratiques, les cours théoriques étaient trop peu poussés pour son niveau. *« On devrait valider les compétences plutôt que de glander pendant des heures ! »* Le système de validation des compétences dans le système scolaire permettrait aux élèves d'aller à leur propre rythme en fonction de leurs parcours et de tenir compte des filières d'où ils viennent. *« Je m'ennuyais à l'école, parfois en un cours j'avais compris ce que le prof voulait nous apprendre et ça mettait huit cours pour l'expliquer... »*

Perdu dès la sortie d'école

Il déplore le fait que les jeunes approchant de la fin de l'école, ne soient pas informés de l'aspect administratif de notre société. *« Moi j'étais perdu, ce serait bien que quelqu'un vienne dans les écoles pour expliquer comment ça fonctionne réellement ...parce que moi quand je suis sorti de l'école j'étais paumé, je savais même pas que je devais m'inscrire au chômage pendant un an et demi. Et moi mon objectif c'était pas de chômer c'était de trouver du travail ! Et en plus j'ai perdu un an et demi de ma vie parce que je tournais en rond... »* Le fonctionnement des institutions liées à l'emploi et à l'octroi des allocations est mal connu des jeunes... vers

quelle institution aller... L'Onem, le Forem, les syndicats... qui fait quoi... vers laquelle aller en premier pour prétendre à ses droits, ce qui peut vite dérouter un jeune sortant de l'école

« Ce serait bien de leur faire prendre confiance en eux les jeunes... ma sœur elle a un diplôme en carrosserie et on lui a demandé d'aller nettoyer des chiotes... elle avait peur qu'on enlève les allocations...alors elle a accepté mais elle était dégoûtée... c'est compliqué d'avoir un travail en rapport avec le diplôme qu'on a ... ils demandent de l'expérience alors qu'on sort de l'école... et des compétences mais on a pas tous ça.. il faudrait que les jeunes soient syndiqués, mais quand on sort de l'école on a peur et ils nous mettent la pression... » Il semble que les pouvoirs publics mettent la pression aux jeunes et les incitent à accepter des métiers qui ne correspondent pas à leur formation. Les dispositifs relatifs au contrôle des recherches d'emploi détruisent leur confiance en eux...Comment peut-on imposer à un individu des tâches ingrates s'il n'en a pas envie au risque de se voir supprimer les allocations sociales ? Les politiques sociales montrent à quel point la mise à l'emploi coûte que coûte passe avant et de très loin l'autoréalisation du jeune en faisant abstraction de l'impact négatif que cela peut avoir sur le jeune.

« Moi je trouve que à 18 ans même qu'on est majeur pour ceux qui sont au Cpas, on devrait avoir un éducateur qui nous aide parce que à 18 ans on n'est pas mature et quand on sort de l'école on sait rien, on pense pas forcément à travailler...on se dit whouaaaa moi je vais aller chercher les allocations... et je serai pépère... moi j'en ai connu ils avaient rien dans leur frigo, ils dépensaient tout au début du mois et puis plus rien.. il faudrait quelqu'un pour les aider à gérer... moi j'avais ma femme derrière moi mais eux ils ont personne parfois » Quentin nous parle de ses amis et pense que certains ont du mal avec l'autonomie à 18 ans et avec le fait qu'ils ne soient pas entourés. Il a pris du recul par rapport à sa jeunesse et celle de ses amis. Il est rentré dans la vie adulte déjà depuis un certain temps avec des responsabilités dès son jeune âge et il a pu constater que d'autres jeunes partent à la dérive. Dans un sens ça peut le rassurer car il se rend compte que d'autres sont dans une situation pire que lui par l'absence de liens sociaux. Le couple, sa famille, ses amis lui apportent des repères structurants positifs dans la construction de son identité et une stabilité malgré le fait qu'il ne travaille pas pour l'instant et qu'il ne soit pas en formation.

La famille et les amis

Quentin vit en couple à Charleroi depuis quelques années, il a un enfant de 4 ans, pour lui, la famille c'est très important ainsi que la solidarité familiale. Il se sent responsable des membres

de sa famille et a pris le rôle de son père quand il est décédé même si c'était lourd à porter. Son identité s'est construite à travers les repères traditionnels structurants que représente l'institution de la famille. Maintenant il a fondé sa propre famille, et la rencontre avec sa femme l'a motivé à sortir de la délinquance.

*« Derrière chaque homme bien il y a une femme bien, ça m'a aidé à me redresser et à en sortir »
« Moi ce que je veux c'est avoir une bonne relation avec mon fils plutôt que lui offrir du matériel ...Le respect des aînés c'est très important pour moi »*

« Moi mes potes d'avant avec qui j'étais à l'école et on est encore potes maintenant, on est fort soudés si j'ai un problème ils sont là, et moi pareil... » Quentin a pu se structurer aussi de manière positive par ses relations amicales qui ont perduré dans le temps.

Le frein financier pour « le projet de soi »

Son projet professionnel c'est d'ouvrir une société basée sur un concept de réalité virtuelle, *« travailler et pas chômer... »* Quentin éprouve des tensions existentielles où il se trouve dans une position stigmatisante du chômage qu'il déteste alors qu'il se trouve dans l'incapacité de travailler comme avant *« ... à cause de mes problèmes de santé, je dois faire autre chose et j'ai fait des tests psychologiques et de compétences, on a vu que je pourrais être indépendant et ouvrir ma société, et avec du relationnel mais c'est la galère pour trouver des fonds »*. Il compte débiter avec du matériel d'occasion *« on continue encore dans la galère et dans la débrouille »* et déplore le manque d'aide de l'Etat pour aider les jeunes à créer une activité d'indépendant et vivre de leurs passions. Pourtant, n'est-ce pas l'injonction de l'Etat ? Être entrepreneur de sa vie, créer son projet de vie... Il semble que les freins financiers et les garanties que demandent les banques ralentissent sérieusement le projet de Quentin.

Ses aspirations pour le futur c'est d'avoir une villa à la campagne avec piscine avec sa femme et son enfant, un chien, avec un petit garage et ouvrir une piste de karting pour vivre de ses passions. Il voudrait être riche mais finalement pas trop car il aurait peur de s'ennuyer. Il a très peur de se retrouver sans rien, et sans protection sociale, c'est pour cette raison qu'il essaie de faire *« tout comme il faut »*.

Trajectoire 4 : Quand la maladie mentale s'en mêle

La maladie mentale se déclare

A l'âge de 23 ans, la maladie se déclare, Alexia fait une grosse dépression pendant 4 ans et fait un déni de sa maladie. *« à cause du handicap de ma maman, j'ai fait une grosse dépression, je voulais rien savoir des médicaments, des diagnostics et tout... après j'ai été diagnostiquée borderline et bipolaire... »* Le fait d'avoir une maman atteinte d'un handicap a affecté sa santé mentale. Le faible capital social d'Alexia acquis par le lien familial et la précarité ne lui ont pas permis d'avoir des facilités pour l'avenir. Par ailleurs, même si ses émotions et ses comportements liés à la maladie mentale semblent stabilisés par la médication, Alexia semble avoir des difficultés à trouver une stabilité et s'exprime dans un discours déstructuré et quelque peu ralenti. *« Maintenant je prends des médicaments... ça va mieux... mais j'ai fait plusieurs séjours en hôpital psychiatrique... »*. *J'ai des rechutes parce que je fais des crises de non gestion du stress... je suis toujours entre deux émotions... et moi je saurais plus travailler pour un patron...en plus il me faut du repos et un bon rythme »* Alexia a du mal avec un cadre de travail, et avec les contraintes du rythme qu'une entreprise puisse imposer et qui la stresse...

« Moi j'ai droit à presque rien mais faut que je me soigne ! c'est ça qui est compliqué... » Les difficultés liées à sa santé ne semblent pas prises en compte par la société et elle dispose de peu de ressources financières pour pouvoir aller mieux.

« Ici je viens de suivre une formation de 3 mois full énergie, et pfff j'ai la descente en fait, je suis fort fatiguée et même quand je parle je suis éparpillée » Pas les soucis liés aux symptômes de la maladie il est difficile pour Alexia d'être occupée à temps plein *« Moi j'ai des côté soleil et des côtés bas ... pas au niveau social hein ! Mais un danger pour moi-même oui. »*, ce qui indique qu'elle se connaît, et qu'elle comprend ses faiblesses.

« Il faudrait un peu plus d'humanité par rapport aux faiblesses des gens et moins de préjugés... » Ces propos indiquent qu'elle a souffert de stigmatisation par rapport à sa maladie mentale et d'un manque de tolérance à travers ses interactions sociales.

Des allers-retours, du décrochage, et un projet

Quand sa santé le lui permet, Alexia cumule le travail en intérim et les formations et a du mal à se fixer dans une activité.

« La vie est cyclique, ce qu'on est aujourd'hui on ne le sera pas demain, mais ptet que ça reviendra après quelques années... les bases restent les bases mais avec les compétences et le

temps, on sait vraiment qui on est...moi avant j'avais pas confiance en moi, j'ai mon diplôme de vendeuse et je me disais que j'allais être vendeuse toute ma vie.. et après j'ai fait des formations qui ne me convenaient pas... » L'identité d'Alexia se construit au fil de ses expériences dans un processus où elle apprend sur les autres et sur elle-même, la construction de son identité construite par la famille et à l'école, continue à travers ses expériences professionnelles, sociales, personnelles de manière négative ou positive. Par ailleurs, il semble qu'Alexia ait été poussée à effectuer des formations auxquelles elle n'a pas accroché et qui ne lui ont pas donné de véritables opportunités d'emploi.

« On est considérés comme des numéros dans la société et si on a des difficultés de santé on est vite remplacés... pour avoir un travail stable c'est pas facile » Alexia déplore cette valeur de mobilité et de compétitivité dans la société car elle se sent discriminée par rapport à ses faiblesses et sa vulnérabilité. *« J'ai travaillé en intérim et dans la grosse distribution mais la grande distribution c'est la cata... il y en a trop qui veulent faire ça... »* Les emplois exigeant peu de qualifications semblent fort sollicités dans les sociétés d'intérim avec peu de possibilités d'obtenir un emploi sécurisé.

« Des tâches répétitives, ça va vite me pomper en fait... » Alexia aspire donc à un travail varié et gratifiant. Toutefois, elle ne possède pas son CESS et postule à des emplois demandant moins de qualifications et où les tâches sont peu variées.

« en plus les horaires, ça ne va pas...finir tard le soir ou tôt le matin c'est pas possible et j'ai pas mon permis, c'est dangereux et en plus je me suis fait agressée au magasin où je travaillais... » Par ailleurs, l'insécurité liée aux horaires et aux transports en commun le soir et le matin génère un stress supplémentaire.

« les cours du soir oui ils sont biens, on nous considère comme des adultes et pas des enfants mais à l'école en secondaire j'ai été harcelée par des profs, je me suis fait cataloguée comme une buveuse et une junkie parce que j'ai fait un malaise vagal.. j'étais « la tête de turc »

« En plus j'ai des traits de caractère qui faisaient en sorte que je disais ce que je pensais et ça plaisait pas à l'école...et j'ai pas eu de suivi...donc j'y suis plus allée après... ». Alexia se plaint qu'il n'y ait pas eu de suivi à l'école et que son mal-être n'ait pas été pris en compte ni considéré de manière spécifique. Elle s'est sentie exclue, peu valorisée et infantilisée dans ses interactions sociales avec le corps professoral. Or, avec un père absent et une maman atteinte de sclérose en plaque, Alexia a dû prendre des responsabilités d'adulte dans la tenue de la maison, dans les tâches ménagères. *« Moi j'ai dû être autonome tôt avec maman avec la*

sclérose en plaque et mon père ... j'avais pas de père... » Ses difficultés à l'école ont contribué à une construction identitaire négative et elle n'avait pas une bonne image d'elle-même.

« A l'école, au lieu de donner des matières qui servent à rien et qu'on se contrefout, ce serait bien qu'ils partent des jeunes, de leur personnalité, de qui ils sont et de ce qu'ils aiment »

Alexia a le sentiment que l'individualité du jeune à l'école n'est pas prise en compte dans l'orientation mais aussi dans les cours donnés. Par contre, dans les filières de promotion sociale, Alexia s'est sentie mieux comprise dans ses difficultés.

« Moi je suis passée par un service de l'hôpital psychiatrique qui nous soutenait vers l'emploi et on me dit : tiens t'as les cartes en main maintenant débrouille toi » La société peut donner certains moyens à l'individu mais il est clair que l'autonomie demandée n'est pas donnée à tout le monde, si elle n'y arrive pas, ce sera considéré comme de sa faute car elle ne se sera pas « suffisamment débrouillée ».

« Moi je voulais tout faire et encore maintenant, j'ai encore plein de formations en tête...mais on n'a pas pris en compte mes difficultés... » Alexia le répéta souvent pendant l'entretien, son individualité n'a pas été prise en compte pendant sa scolarité, ni pendant son parcours professionnel ni même par la mutuelle dans sa maladie mentale. Elle ressent une curiosité à découvrir les métiers, les diversités de possibilité d'épanouissement personnel et elle ne s'est pas vraiment décidée par rapport à un projet professionnel. Toutefois, suite à une nouvelle formation initiée par une a.s.b.l. portée sur « la création de projet », elle déclare : *« Moi je voudrais ouvrir mon magasin de produits cosmétiques bio »* pourtant Alexia n'est pas esthéticienne et n'a pas vraiment de connaissances approfondies dans ce sujet, elle aimerait une activité indépendante *« comme ça elle pourra décider quand elle ouvre et quand elle ferme... et quand j'aurai une crise je pourrai avertir le clients par les réseaux sociaux »* mais pour cela, elle doit obtenir des fonds, ce qui n'est pas gagné. Elle ne semble pas consciente qu'une activité en tant que chef d'entreprise peut être contraignante au niveau des horaires, de la clientèle et de sa fidélisation ou encore du stress engendré par les charges patronales que doivent payer les PME. *« Au moins quand les clients m'énervent, je pourrai leur dire ce que je pense...(rire) »* Néanmoins, elle est poussée par cette a.s.b.l. vers ce projet.

Aucun revenu

« J'ai 27 ans et la société ne veut pas m'aider pourtant j'y ai droit... j'ai lancé une procédure en pro déo pour récupérer mes droits... »

« *Le problème c'est que le diagnostic du psychiatre n'a pas été reconnu par le médecin conseil de la mutuelle alors j'ai droit à rien...et en plus à cause de la situation de ma maman j'ai droit à rien...* » La non-individualisation du droit cause pour Alexia un sentiment de frustration et un sentiment d'injustice car cette situation accentue une dépendance financière par rapport à sa maman en situation de handicap et l'empêche de prendre son autonomie. En effet, son statut de cohabitant ne lui permet pas d'obtenir le RIS complet au CPAS parce que les allocations du SPF handicap de la maman dépassent le barème admis par le CPAS pour prétendre à son revenu au statut cohabitant. « *Elle touche de trop* » De plus, la mutuelle ne reconnaît pas la maladie mentale comme handicap à plus de 66%, ce qui veut dire que pour la mutuelle elle est censée pouvoir s'insérer sur le marché de l'emploi avec sa maladie mentale comme si la maladie mentale n'était pas reconnue comme une maladie réelle.

« *Je suis en conflit permanent avec ma maman parce que je n'ai que 60 euros par semaine... qu'est-ce que je fais avec 60 euros par semaine ?* » Le CPAS lui verse une légère allocation. Non seulement, la non-individualisation du droit ne lui permet pas de prendre son autonomie et d'épargner suffisamment pour pouvoir prendre son envol vers l'autonomie mais en plus, cela génère des conflits et des tensions au sein du ménage qu'elle forme avec sa maman.

Le sentiment d'injustice

« *La société ne m'apporte pas les aides dont j'ai besoin et en plus il y a une non-reconnaissance d'une maladie que j'ai réellement et ça je comprends pas...* »

« *Et il y a des gens qui ont la même pathologie que moi et ils ont droit !* » Alexia se compare aux autres dans le même cas et l'insatisfaction liée au manque de reconnaissance de sa maladie s'accroît.

Une proposition de bénévolat, de tolérance et de solidarité

« *Moi je fais du bénévolat dans les festivals, j'adore ça l'événementiel...il faudrait plus de social dans la société ... par exemple moi j'ai du temps, je pourrais aider les demandeurs d'asile à apprendre le français ou l'anglais ... l'Etat il fait pas assez de social et il faudrait plus de mosquées, ils respectent pas que les gens soient différents* » Le bénévolat dans le cas d'Alexia la valorise et elle se sent reconnue par la société en se sentant utile. De cette manière, elle peut développer certaines compétences tant relationnelles que de savoir-faire. De plus, elle réclame du temps pour elle et pour faire ce qui lui fait plaisir, ce qui ne passe pas forcément par

le travail salarié. « *Moi ce qui compte c'est aussi d'avoir du temps pour moi, faire du sport, passer mon CESS, faire du bénévolat...* »

« *Je pense qu'il devrait y avoir des groupes d'aide et de paroles pour les jeunes adultes parce que parfois il y a des dyslexiques ou des gens qui ont d'autres problèmes...* » Alexia explique que les jeunes ne se sentent pas entendus dans leur individualité ou dans leur identité propre, de plus elle propose des groupes de paroles entre jeunes pour trouver du soutien. « *Les iraniens qui viennent ils ne sont pas valorisés par ce qu'ils veulent faire et aiment .. et adapter le parcours à l'école par rapport à ce qu'ils aiment et par rapport à leurs traits de caractère et pas nous mettre dans des cases à apprendre les pays par cœur, ça nous sert à rien...* » Ces propos nous indiquent que les cours généraux ne sont pas utiles à tout le monde et que l'organisation des cours devraient être adaptés en fonction de la personnalité des individus de manière moins généralisée. Par ailleurs, elle est très interpellée par la cause des jeunes demandeurs d'asile et de leurs difficultés, certainement liées par des rencontres le long de son cheminement.

« *Ce serait bien que les services citoyens expliquent aux jeunes les démarches administratives ou donner des cours de civilité sociale administrative...* ». Les difficultés liées à l'administration se répètent, elle propose donc une aide par les pairs.

2. Pilier 2 : Epreuves, tensions, et valeurs

2.1. Revue de littérature

2.1.1. Le concept des NEET : après la catégorisation, la stigmatisation ?

De nos jours, le terme NEET est utilisé dans bons nombres d'instances pour désigner les jeunes sans emploi, sans travail et sans scolarité âgés entre 15 et 29 ans et expose de manière générale le caractère inquiétant de la situation d'une certaine jeunesse. Ce concept homogène se trouve partout dans les débats politiques et sociologiques concernant la jeunesse en Europe, ou encore pour quantifier les données relatives à la pauvreté ou au chômage des jeunes (Cuzzocrea V., 2014)

Outre les catégories identifiées (cfr définition Neet), ce terme suscite des critiques chez de nombreux chercheurs et rencontre des limites. En effet, il peut amener à la stigmatisation en véhiculant des préjugés et considérant ainsi ces jeunes comme un groupe homogène de

personnes qui ne voudraient pas travailler ou étudier (Parlement européen, 2017). Aussi, comme nous l'avons vu dans le chapitre traitant des trajectoires, les profils se dessinant dans cette catégorie « Neet » sont loin d'être similaires et connaissent des besoins très différents. Ce terme omniprésent et utilisé uniformément, ne révèle pas des situations individuelles marquées par de multiples facettes avec des trajectoires hétérogènes et des différences sociales dans leur cheminement, (Van de Velde C., 2019 ; André G., 2023). Il peut s'agir d'un étudiant diplômé sortant de l'école, comme un jeune en décrochage scolaire et sans diplôme... Il peut aussi être question d'une mère célibataire avec enfants ou d'un jeune avec un handicap quelconque vivant dans le foyer familial... Un jeune marginalisé depuis l'adolescence, ou sans-abris, ou encore un engagé dans une organisation humanitaire... Cela peut être aussi une personne avec un chômage de longue durée ou un jeune alternant les CDD et le chômage de courte durée. (Forem, 2023 ; Blairon J.& Mahy C. 2017) En effet, le concept NEET utilisé au début de son utilisation comme un outil renvoie au caractère statique de la situation au lieu de prendre en compte la dynamique des parcours mêlés d'allers-retours entre formation, contrats précaires ou retours vers l'enseignement. Ainsi, cette homogénéité du terme véhiculé dans les actions sociales risque de négliger de réelles problématiques individuelles en faussant la perception que les institutions pourraient avoir de ces jeunes. De plus, cette diversité de profils ne sont pas égaux devant les risques d'exclusion et de marginalisation et le terme NEET contribuerait à « *mettre les jeunes dans des cases* »²⁶ Par exemple, un jeune se retirant du système par choix n'aura pas les mêmes difficultés qu'un jeune très vulnérable qui aurait subi cette situation. Cette complexité de trajectoires représentant cette catégorie simplifiée, eu égard au terme Neet en lui-même, ne doit donc pas être soustraite en matière de politiques sociales autour de la question de l'insertion des jeunes (Parlement européen, 2017).

Au-delà de ça, le concept « NEET » a tendance à faire porter la responsabilité de la situation au niveau individuel et ne remet pas en cause le collectif. Didier Lapeyronnie par exemple cité par Blairon et Mahy (2017) confirme que les « non intégrés » sont constamment renvoyés à leur « incapacité ». De plus, une recherche qualitative de Jean Blairon et Christine Mahy a été débutée en 2012 à travers le réseau de l'Aide sociale et de la jeunesse de Wallonie-Bruxelles sur des jeunes de 18 à 30 ans. Elle prouve que le jeune stigmatisé comme personne « à activer » se sent discrédité et peu entendu par certains services sociaux principalement gouvernementaux quand il expose ses aspirations. Dans sa théorie traitant du stigmat, Goffman cité par Blairon

²⁶ Cuzzocrea, V. (2014). Chapitre 5. La catégorie des NEET : quel avenir ?. Dans : Conseil de l'Europe éd., *Points de vue sur la jeunesse – Volume 1: 2020 – Quelles perspectives ?* (pp. 73-87). Strasbourg: Conseil de l'Europe. <https://doi.org/10.3917/europ.coll.2015.01.0073>

et Mahy explique que le « statut » de stigmatisé cause toute une série de répercussions négatives sur les stigmatisés comme la supposition d'une incapacité, ou des déficiences etc. Par ailleurs, le stigmat, s'il est installé, crée un sentiment de rejet chez les personnes ciblées voulant s'intégrer dans un monde ordinaire. Ce monde « ordinaire » qui essaie de les convaincre qu'ils sont comme tout le monde mais qui n'admet pas qu'ils se comportent comme tel dans un rapport de domination. Aussi, le danger de la stigmatisation des « Neet » à travers les institutions sociales est que les « Neet » pourraient être considérés comme des minorités à contrôler. Ils représenteraient une partie de la société risquant de mettre à mal son homogénéité, c'est-à-dire une partie de la population non utile et non productive donc exclue, que Castel appellerait « désaffiliée » (Blairon J. & Mahy C., 2017, p130). Cependant, Blairon et Mahy nuancent le fait que le stigmat du « Neet » ne soit pas encore réellement installé (*cad affligé d'un attribut capable de le discréditer*)²⁷, mais sont sceptiques quant au futur car le terme commence à se répandre dans l'usage social. Au Japon par exemple, le terme « Neet » a été diffusé à travers la jeunesse via les Mangas, ces sagas à destination d'un public jeune et adulte installant ainsi le stigmat non plus dans les institutions mais chez les jeunes et leurs proches. En Belgique, le stigmat de cette triple négation ni..ni...ni... n'est pas encore réellement installé à travers la jeunesse, mais la stigmatisation des « Neet » accentuerait celle des jeunes chômeurs par exemple. Dans les institutions, Blairon et Mahy exposent que ce sont plutôt les éléments de leurs trajectoires qui conduisent à la stigmatisation comme le handicap, la vie dans la rue, les dépendances aux drogues etc. Un jeune témoigne : « *L'assistante sociale disait que comme j'étais à la rue, je serais trop fatigué pour suivre la formation* »²⁸ Toutefois, ils avertissent du danger d'utiliser le terme de manière uniforme à travers les institutions mais aussi dans les médias.

Par ailleurs, l'objectif des politiques publiques vise à diminuer le taux des NEET mais ne prend pas en compte les conditions structurelles du marché du travail et de l'offre de formations ou la qualité des emplois proposés. Aussi, le concept n'éclaire pas les décideurs et institutions étatiques et non-étatiques quant aux problématiques sociales et économiques chez certains jeunes ou des freins que rencontrent les jeunes à l'insertion socioprofessionnelle. De plus, la catégorisation des « Neet » ne donne pas non plus d'indications par rapport à la relation entre la satisfaction des jeunes et leurs aspirations quand on leur offre des opportunités de travail ou de formation. Par conséquent, les politiques sociales unilatérales mises en place à destination

²⁷ Blairon J., Mahy C. (2017), *Politiques sociales et violences symboliques, la situation des « NEET »*, Ed. Academia-l'Harmattan, P126

²⁸ Ibidem

des « Neet » n'apparaissent pas comme spécifiques aux diversités des problématiques rencontrées (Cuzzocrea V., 2014), ce qui peut représenter une certaine violence institutionnelle et symbolique à l'égard de ces jeunes (Blairon J. & Mahy C., 2017).

2.1.2. L'autonomie face à l'hétéronomie

Bon nombre d'auteurs tentent de définir l'autonomie, Le Coadic (2006) estime que celle du philosophe Kant semble intéressante bien que ne faisant pas l'unanimité auprès des philosophes :

« Selon Kant, l'autonomie est le choix qui ne repose que sur la volonté propre de l'homme, établissant une « législation universelle ». Tout choix qui serait soumis à un élément « extérieur » tel que l'attrait, l'intérêt, la contrainte, le devoir, la loi, la nécessité, etc., relèverait, au contraire, de l'hétéronomie ; d'autre part, la législation propre de l'homme est universelle dans la mesure où il agit « selon la maxime qui peut en même temps s'ériger elle-même en loi universelle »²⁹

« C'est-à-dire que, face à une situation donnée, un individu est autonome, selon Kant, si, réfléchissant à sa conduite, il choisit volontairement et librement de se comporter de la façon qu'il juge être universellement la meilleure. Dans tout autre cas (si, par exemple, il suit les ordres qu'il a reçus, s'il obéit à la loi, s'il se conforme à son désir, etc.), il se comporte de façon hétéronome »³⁰.

Le Coadic en 2006 propose une autre définition qui nous semble tout aussi pertinente.

« L'autonomie individuelle pourrait être conçue comme la faculté et la capacité concrète pour les individus d'effectuer les choix et de réaliser les actions qui leur importent, en s'appuyant sur leur autoréflexion, sans que des formes de manipulation, de tromperie ou de coercition viennent interférer dans leurs choix et leurs actions »³¹.

²⁹ Le Coadic, R. (2006). *L'autonomie, illusion ou projet de société ?*. Cahiers internationaux de sociologie, 121, 317-340. <https://doi.org/10.3917/cis.121.0317>

³⁰ Le Coadic, R. (2006). *L'autonomie, illusion ou projet de société ?*. Cahiers internationaux de sociologie, 121, 317-340. <https://doi.org/10.3917/cis.121.0317>

³¹ Ibidem

Ces définitions s'inscrivent dans un contexte culturel en changement influencé par de nouvelles logiques technologiques et économiques et passant d'une société de production à une société de consommation. Depuis les années 60, il semble que les représentations sociales, le rapport à la norme et les valeurs tendent à changer. Bajoit explique en 2000 que ce « monde culturel en mutation » impacte les jeunes dans leurs repères sociaux ainsi que dans leurs références culturelles avec une coexistence de deux mondes culturels. Le premier axé sur la société industrielle et basé sur la production devait « *soumettre l'individu au collectif* »³² au nom du progrès par la technologie la science, et sur base de la raison liée à la majorité et à l'Etat. Le deuxième est marqué par « *la primauté de l'individu sur le collectif* »³³ considérant qu'il doit être responsable et autonome en s'autoréalisant à l'aide des ressources et des droits qu'il possède. On ne peut pas considérer qu'un monde ait remplacé l'autre mais plutôt que les normes et les repères sont flous et se juxtaposent sur les deux modèles (Bajoit G., 2000). L'autonomie dans les domaines tels que le couple, la sexualité ou encore la politique paraît remplacer les traditions et les valeurs autrefois considérées comme vectrices de construction identitaire. L'hétéronomie d'antan véhiculant des valeurs et des repères structurants laisse place à une autonomie apparente où l'individu s'enlise dans une forme de mal-être et de dépression quand il doit produire lui-même ses repères. Il semblerait donc que l'autonomie dans les domaines tels que la santé, la politique, l'économie ou la société soit devenue l'injonction. Or, la définition de l'autonomie de Kant est propre à l'individu et ne peut pas être imposée par l'Etat (Le Coadic R., 2006). Aussi, Le Coadic pose des limites à l'autonomie. La première pose la question des inégalités dans le monde mais aussi à l'intérieur des pays. Comment peut-on être autonome quand on souffre ? Cette souffrance peut aussi être la cause de violences contre l'autonomie d'autrui. Aussi, faut-il que l'individu soit « capable » intellectuellement d'autonomie et de prendre les bons choix, qu'on puisse lui proposer des alternatives acceptables pour son épanouissement congruentes avec ses aspirations ou encore qu'elle ne soit pas imposée comme nous l'avons écrit plus haut. (Le Coadic R., 2006) Pour éviter le totalitarisme lié au concept de l'autonomie, Le Coadic préconise de considérer « *l'individu comme fondement de l'autonomie* »³⁴ (Le Coadic R., 2006), à l'instar de Robert Castel qui suggérerait en matière de politiques publiques de « *descendre jusqu'au niveau de l'individu* » afin de les armer au mieux

³² Bajoit G. (2000), Qu'est-ce que la socialisation ?, in Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J-M., Jeunesse et société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation, Ed. De Boeck Université

³³ Ibidem

³⁴ Le Coadic, R. (2006). L'autonomie, illusion ou projet de société? Cahiers internationaux de sociologie, 121, 317-340. <https://doi.org/10.3917/cis.121.0317>

dans le contexte néo-libéral (Blairon J.& Mahy C., 2017). Néanmoins, il semble que l'Etat social actif vu par le ministre Vandembroeck ait quelque peu déformé la vision de Castel (Blairon J, & Mahy C., 2017). En effet, de façon paradoxale « *c'est au nom de l'individu qu'ils contraignent ... les individus !* ³⁵»

Alain Ehrenberg en 2021 quant à lui ajoute que dans les années 60, l'autonomie était définie comme une liberté de soi et une propriété de soi et déplore que, celle-ci soit devenue un impératif dans notre société dans un individualisme expressif avec des indicateurs de désocialisation, ce qui accentue la solitude et le sentiment d'insécurité des jeunes et des étudiants. Elle serait aussi un vecteur important d'exclusion et de pauvreté à travers une norme hyper responsabilisante pesant sur l'individu et devenue la condition organisationnelle du travail. Ce qui rejoint les travaux de Cécile Van de Velde en 2015 car en effet, elle appuie le fait que face à la crise économique, l'étudiant connaît un sentiment de frustration pris en étau entre le désir d'autonomie et l'incapacité de s'y conformer mettant donc en avant les difficultés financières freinant l'autonomie. Le recours à la solidarité familiale semble être un pilier financier pour accéder à une semi-autonomie et surtout en matière de logement, privilégiant ainsi les enfants des familles aisées. Une famille avec un statut social plus élevé pourra aider financièrement ses enfants dans leurs désirs d'autonomie, que ce soit en leur permettant d'épargner pour acheter une maison afin de s'installer, ou en les soutenant financièrement dans le paiement du loyer et des charges inhérentes aux études. Ce ne sera pas identique dans un milieu populaire où au contraire on demandera à l'étudiant de travailler pour pouvoir assumer les coûts scolaires car les familles de statut faible ou moyen ne peuvent plus supporter les frais scolaires sans avoir recours à des aides d'organismes tiers parfois trop limitées. Donc, de manière générale, le fait de pouvoir sortir de la sphère familiale en vue de s'installer est très fortement influencé par l'impossibilité matérielle de pouvoir accéder à cette autonomie. L'absence d'aides publiques et le marché du logement orienté vers l'achat plutôt que par la location empêche cette indépendance vers la stabilité d'adulte et le rôle de la solidarité familiale soutenant s'accroît et peut devenir lourde quand cette solidarité devient un compromis économique (Van de Velde C., 2015).

En outre, le **droit** à la protection sociale censé protéger l'individu quand il est privé de travail est affaibli et **non individualisé** quand on remarque que les droits sont octroyés en fonction des situations familiales avec le statut de cohabitant par exemple. Cette non-individualité dans le

³⁵ Bajoit G. (2000), Qu'est-ce que la socialisation ?, in Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J-M., Jeunesse et société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation, Ed. De Boeck Université

droit peut occasionner des tensions dans les familles et/ou limiter les démarches d'émancipation ou de création d'activités. Pour les familles les plus précaires qui reçoivent des allocations du CPAS (centre public d'aide sociale), la non-individualisation du droit avec le statut cohabitant implique que si le jeune veut prétendre à ses droits, les parents deviennent eux aussi des cohabitants. Dans ce cas, il arrive fréquemment que les parents demandent au jeune de partir du domicile pour conserver leurs droits, ce qui peut engendrer du sans-abrisme chez les jeunes (Blairon J., Mahy C. 2017).

Par ailleurs, le **marché de la location est cher** par rapport au revenu d'un jeune quand il en a, le jeune en situation de Neet rencontre beaucoup de difficultés pour accéder au logement salubre par l'absence de contrat de travail CDI mais aussi quand il n'a pas pu réunir la somme pour une garantie locative. Dès lors, comment penser à se former et à travailler quand ces jeunes n'ont pas beaucoup de possibilités de logement ou que certains sont à la rue ? (Interreg, Habitat Défi Jeunes, 2021).

La Ligue des familles (2021), rejoint ces propos car elle souligne que le temps de « *l'autonomisation* » pointant que le jeune doit gérer sa vie et être responsable, apparaît comme un facteur de précarisation en soi. Recourir à l'aide sociale ou à un job étudiant pour s'en sortir est rarement suffisant pour vivre et il semble que la précarité des étudiants augmente. De plus, les familles à faibles ou moyens revenus s'appauvrissant, n'arrivent plus à se montrer solidaires envers leurs enfants, et l'allongement des études accentue cette difficulté.

Par ailleurs, Bordieci ajoute que les trajectoires des jeunes plus vulnérables faites d'instabilité financière sont marquées par le **report de l'autonomie**, que ce soit de la mise en couple, de l'achat d'un bien immobilier, du fait d'avoir des enfants qui représentent tant d'étapes marquant le rallongement de la jeunesse et l'autonomie. (Bordieci, 2018). Cet allongement de la jeunesse ne veut pas dire pour autant que ces jeunes sont dans une optique d'oisiveté ou de plaisir quand on considère que cette dépendance financière aux parents ou aux institutions peut être lourde à porter (Bordieci, 2018).

Finalement, les témoignages relevés durant la recherche qualitative de Blairon et Mahy, sur des jeunes en situation de Neet montrent à quel point les conditions socio-économiques de ces jeunes peuvent constituer des freins à leur l'autonomie dans leurs décisions individuelles ou/et liées aux contraintes structurelles. Quand certains jeunes peuvent entamer des études supérieures avec un kot payé par les parents et du soutien social que représente la famille, d'autres imprégnés de manque de soutien familial, financier, social et marqués par des fractures au sein des familles n'ont pas la même réalité. Les jeunes en situation de Neet par exemple

sont confrontés rapidement aux injonctions d'autonomie du système mais ont du mal à s'y conformer à cause d'une variété de contraintes structurelles. Les dispositifs sociaux semblent inadaptés, et « *construire son projet hors des cases prévues relève parfois du parcours du combattant* »³⁶. De plus, l'initiative singulière et le projet de « soi » fait partie des injonctions publiques pour les jeunes en situation de Neet mais paradoxalement ils se heurtent à toute une série de freins liés aux dispositifs publics ou aux manières de fonctionner des institutions elles-mêmes « cadencées » par l'obligation de résultats chiffrés et/ou dans leurs méthodologies (Blairon J. Mahy C. 2017).

Pour certains, cela débute dès la majorité ou même avant, comme ceux par exemple qui sortent des institutions de l'Aide à la Jeunesse et qui sont « balancés » sans relais vers l'autonomie avec un manque cruel de structures pour assurer le relais. Les AMO (aide en milieu ouvert) peuvent toutefois les accueillir jusque 22 ans et les institutions de l'Aide à la Jeunesse peuvent continuer de les accompagner jusque 21 ans **s'ils en ont fait la demande** avant leur majorité. Pour ces jeunes placés sous protection jusque 18 ans par l'Aide à la Jeunesse, il n'y a pas vraiment de filets de sécurité après cet âge d'où le travail important en amont dans les institutions pour assurer les relais avec les CPAS ce qui n'est pas toujours le cas. Il est noté aussi que bon nombre de jeunes qui se trouvent dans une situation de sans-abrisme viennent des institutions de l'Aide à la Jeunesse (Chainaye M., 2020).

Pour ce qui est de l'autonomie dans l'emploi, dans la formation et dans l'éducation, les jeunes en situation de Neet, sont confrontés à toute une série de freins relevant de la collectivité. L'accès à la formation par exemple n'est pas toujours aisé à cause des conditions d'admission sélectives. Aussi, parfois les jeunes se sentent influencés par les institutions à suivre des formations qui ne les intéressent pas ou qui ne leur semblent pas adaptées à leurs besoins et aux besoins du marché, ce qui constitue une entrave à leur autonomie dans leurs choix professionnels (Blairon J. Mahy C., 2017). Les jeunes déplorent aussi qu'ils ne connaissent pas suffisamment les différents domaines d'activité et les différents métiers existants pour se motiver à se former. (Interreg, Habitat Défi jeunes 2021) En outre, des difficultés liées au manque de compétences et/ou aux parcours scolaires chaotiques quand le système scolaire méritocratique exclue les plus fragilisés peuvent constituer des freins pour s'insérer dans le monde du travail (Blairon J. Mahy C., 2006). L'inadéquation entre les compétences que possède

³⁶ Blairon J., Mahy C. (2017), *Politiques sociales et violences symboliques, la situation des « NEET »*, Ed. Academia-l'Harmattan

un jeune et les besoins des entreprises semble constituer une cause primordiale du chômage des jeunes. Par ailleurs, les entreprises peu enclines à former leurs travailleurs profitent d'un contexte de mobilité des travailleurs et offrent peu de perspectives d'embauche pour les jeunes

Ensuite, le manque de ressources économiques et sociales a pour conséquences toutes une série d'entraves à leur autonomie comme des **problèmes liés à la mobilité**. L'absence du permis de conduire constitue une grosse problématique tant pour l'accès à l'emploi que pour la formation. Ces jeunes n'ont pas le permis parce qu'ils n'ont personne pour leur apprendre s'ils veulent passer par la filière libre et le passer par auto-école coûte cher (environ 2000 euros en Belgique). Aussi les transports en commun, sont considérés comme coûteux et insécures. L'accessibilité à ceux-ci est parfois limitée et dans certaines régions inexistantes, cette problématique est très marquée pour les jeunes issus de zone rurale. Comment peut-on envisager une formation ou un travail si on ne sait pas se déplacer pour y accéder ? De plus cette problématique apparaît dans un cercle vicieux, si le jeune n'a pas de permis requis par la majorité des employeurs, il a du mal à trouver un travail et s'il ne gagne pas suffisamment sa vie, il ne peut pas payer le permis (Interreg, Habitat Défi jeunes, 2021).

A ces problématiques freinant l'autonomie, on peut ajouter chez les jeunes en situation de Neet les risques d'endettement, le manque d'informations, la méconnaissance des services d'aide, l'accès restreint aux loisirs et à la culture... Cette situation de Neet peut rencontrer également toute une série de discriminations liées à l'appartenance ethnique, à l'origine sociale, ou encore au fait d'être « jeune ». Ces inégalités de traitements sont identifiées dans les interactions avec l'administration et les institutions. A ces contraintes s'ajoutent les situations familiales particulières comme la maternité dès le plus jeune âge ou la monoparentalité. (Blairon J. & Mahy C., 2006).

Aussi, ces jeunes souffrent souvent d'isolement social et/ou d'un manque de relations sociales positives pouvant influencer leur motivation ou l'estime de soi impactant ainsi leur autodétermination. Par ailleurs, la manière dont ils se perçoivent avec une certaine négativité comme l'étiquette « chômeur », par exemple détériore leur confiance en eux, impacte leur vision de l'avenir et donc leurs aspirations (Blairon J. & Mahy C., 2006). Cédric Labuche lors de notre entretien exploratoire au CPAS de Tamines, confirme qu'une des principales difficultés des jeunes en situation de Neet est le manque d'estime de soi. Quelqu'un avec un manque d'estime de soi sera plutôt pessimiste et ne reconnaîtra pas ses compétences, ce qui freinera ses initiatives. Les difficultés peuvent être perçues dans ce cas comme un échec et en

découle la culpabilité. Christophe André en 2005 quant à lui souligne que le « *manque d'estime de soi joue un rôle central dans les difficultés individuelles et sociales* »³⁷ Par ailleurs, suite à une étude scientifique sur l'estime de soi, il explique que « *la sensibilité à l'échec, très liée au niveau d'estime de soi, est fortement modulée par les facteurs relationnels : les sujets à basse estime de soi sont d'autant plus hésitants à prendre des décisions qu'ils savent que celles-ci seront observées et commentées par des évaluateurs (l'échec aura donc un caractère public). Par contre, les décisions qui ne seront pas soumises à évaluation sont beaucoup plus facilement prises (la peur de l'échec ne les parasitant pas)* »³⁸ (André C. 2005). Cette constatation pourrait remettre en question le caractère contrôlant de l'Etat social actif dans ses politiques publiques.

Pour ce qui est de l'autonomie face au travail, les jeunes se voient souvent confiés des tâches que les autres ne veulent pas faire alors qu'eux veulent trouver de la satisfaction au travail. Ils estiment aussi qu'il y a un rapport hiérarchique injuste dans un contexte de travail et ne connaissent pas les codes du travail liés à l'aspect relationnel dans une organisation. Par ailleurs, les aides à l'embauche ne sont pas toujours connues et ils déplorent un manque d'information et de communication de la part des différentes instances. Enfin, ils regrettent que le CDI représente un « laisser passer » pour l'accès à un logement alors que les CDD peuvent représenter une découverte du monde du travail et une diversité dans les expériences, ce qui influence donc leur liberté dans leurs choix individuels. (Interreg, Habitat Défi Jeunes, 2021)

Le chômage des jeunes est aussi accentué dans les pays avec de fortes représentations syndicales ou des normes de travail plus strictes. Les conséquences du chômage sont multiples comme le manque financier, une dévalorisation du capital humain, une démotivation etc. Cette période de chômage peut également être mal vue par des futurs recruteurs (Kramarz F.& Viarengo M., 2015, pp 17-56).

D'autres problèmes relevant de la santé mentale ou du handicap peuvent influencer leur façon de voir le monde et leurs décisions individuelles. Ils peuvent subir aussi des discriminations liées aux stigmates. Tous ces facteurs individuels et structurels peuvent donc entraver l'autonomie de ces jeunes (Blairon J.& Mahy C. 2006).

³⁷ André, C. (2005). L'estime de soi. *Recherche en soins infirmiers*, 82, 26-30. <https://doi.org/10.3917/rsi.082.0026>, consulté le 05 mai 2023

³⁸ Ibidem

2.1.3. Les valeurs et aspirations des jeunes

En 2017, Guy Bajoit lors d'un séminaire sur l'insertion des jeunes en situation de NEET du bassin Hainaut Sud, met en lumière le changement de valeurs chez les jeunes. En effet il y a plusieurs décennies, l'école, la famille ou les entreprises permettaient aux jeunes de trouver leur place et les structures spécifiques à l'insertion n'étaient pas nécessaires. Ensuite, comme nous l'expliquons plus haut, les mutations technologiques, économiques, sociales et politiques de notre société en termes de valeurs, d'évolutions culturelles ou d'attentes par rapport à la vie ont causé une évolution des mentalités. Ce changement culturel pourrait induire également des conflits entre les générations, avec des incompréhensions entre les jeunes, parents et grands-parents... Lors d'un colloque en 2019, Guy Bajoit ajoute que ces nouvelles valeurs s'inscrivent à travers un modèle culturel dit « subjectiviste » de la seconde modernité où c'est le sujet qui règne, ce modèle invite l'individu à être sujet de lui-même, c'est-à-dire à « *n'obéir qu'à sa conscience, conforme à son intuition et à sa réflexivité* »³⁹. Aujourd'hui le jeune n'est plus là pour faire son devoir, mais il est important pour celui-ci d'avoir une « bonne vie » et d'y être acteur, tout en existant dans un groupe, d'avoir le droit d'être soi-même, et de pouvoir décider ce qu'il a envie de faire dans la vie (ex : prendre une année sabbatique pour s'épanouir, développer des talents).

Donc, l'important pour les jeunes c'est tout d'abord d'avoir **une vie de qualité**, dans un milieu naturel sur et fiable, on peut remarquer d'ailleurs des mouvements écologiques depuis les années 80. Ensuite avoir **une vie individuelle**, donc avoir le droit de choisir sa vie pour devenir ce que l'on veut être pour obéir à sa conscience et faire ce qui a du sens pour soi. **Avoir une vie sociale** où le jeune a le droit de disposer de la part de l'Etat des ressources nécessaires pour pouvoir faire ce qu'il veut, même si c'est une utopie. Au point de vue politique, les jeunes n'ont plus confiance aux politiciens et se fient souvent aux idées véhiculées par les médias. Le jeune attache de l'importance à **la démocratie directe**, avec un refus de délégation de pouvoir, plus de chefs, plus de service d'ordre, plus de syndicats... **Le devoir est remplacé par le droit**, le jeune estime qu'il a le droit d'être lui-même, de choisir sa vie, d'être tolérant, et qu'il a le droit d'être heureux dans son corps et dans sa tête ...Le concept de nation quant à lui est remplacé par un **monde de réseaux** où le jeune est hyperconnecté.

Par ailleurs, que ce soit dans les dimensions du couple, de la famille ou du travail, si le jeune ne se sent pas heureux il pourra partir sans qu'on le juge. Le rapport à l'autorité a également

³⁹ Bajoit G. (2019, 07 février), « Génération Z » (Extrait Colloque), Uclouvain, https://www.youtube.com/watch?v=hrVQs_qJ6q8, consulté le 20 janvier 2024

changé, le jeune l'acceptera que s'il en est acteur c'est-à-dire qu'il doit comprendre les règles et il doit les accepter voire qu'ils les fassent lui-même. La valeur du travail est toujours présente mais plutôt dans une autoréalisation épanouissante. Le rapport à l'école et au travail a aussi changé : le jeune veut apprendre et travailler que s'il est passionné.

Bajoit parle également de liberté de culte et de croyance : chacun peut croire à ce qu'il veut.

Finalement, dans un contexte actuel d'hyper-responsabilisation **l'égalité est remplacée par l'équité** : si on donne la chance à tous les jeunes, c'est aux jeunes de réussir sinon la faute leur sera imputée, ils sont obligés de réussir.

Bajoit nous avertit toutefois de ne pas confondre ce modèle culturel avec l'idéologie néo-libérale qui n'est qu'une interprétation du modèle culturel. Dans cette idéologie l'individu est aliéné dit « CCC consommateur, compétiteur et connecté sur le web ». On peut le constater quand on observe les mouvements contestataires de gauche où ces jeunes refusent de rentrer dans ce néo-libéralisme, quand ils participent par exemple à des formes d'économie solidaire contre l'idéologie néo-libérale (Bajoit G. 2019).

Olivier Galland nous éclaire sur d'autres éléments intéressants au sujet des valeurs des jeunes. En 2022, il explique qu'actuellement les conflits entre générations demeurent présents même si c'est moins marqué que dans les périodes précédentes. En effet, l'installation du libéralisme dans les mœurs par exemple dans les années 60-70 avaient engendrés beaucoup de tensions. Les jeunes contemporains n'ont plus à se battre pour installer ces nouvelles libertés qui sont tout aussi importantes pour eux. Comme l'explique Bajoit (2017) il est important pour eux de pouvoir être libre de leurs choix, dans leur manière de vivre et en dehors des normes sociales, morales ou religieuses. Toutefois des différences persistent entre les générations. Une enquête de 2017 indique par exemple que les jeunes de l'Europe de l'Ouest sont moins attachés aux valeurs religieuses ou aux traditions relatives aux mœurs que leurs aînés. Il ressort également que les jeunes se sentent moins intégrés dans la société, et ont moins d'estime de soi que les autres classes d'âge, justifié par une plus grande difficulté à se stabiliser dans l'emploi ou par un système d'éducation élitiste. A côté de cela, en Europe, des conflits de valeurs se démarquent entre « *les valeurs traditionnelles et les valeurs d'autonomie, entre les valeurs d'intégration sociale et politique et des valeurs d'individualisme et de retrait d'autre part* »⁴⁰. Selon le pays où l'on se situe, les valeurs de l'autonomie et de l'intégration dans la société dans les sphères

⁴⁰ Galland, O. (2022). Chapitre 7. Engagements, valeurs et croyances. Dans : , O. Galland, *Sociologie de la jeunesse* (pp. 195-240). Paris: Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.galla.2022.01.0195>, consulté le 03 août 2024

politiques, religieuses et sociales sont moins ou plus importantes. Néanmoins, de manière générale les adultes cultivent des valeurs plus traditionnelles que les jeunes et dans le nord de l'Europe, ils se sentent plus intégrés dans la société, ce qui est expliqué par l'effet de génération mais aussi au fait que les jeunes se distinguent par des valeurs d'individualisation et d'autonomie plus importantes. Par ailleurs, dans les pays comme les Pays-Bas ou l'Allemagne les jeunes sont nettement plus intégrés dans la vie socio-politique que partout ailleurs en Europe. En France, la valeur de l'autonomie semble adoptée par la population de manière générale et l'écart entre les générations est très faible (Galland O., 2022).

En ce qui concerne la valeur de la religion, les chiffres de 2017 indiquent un recul chez les jeunes par rapport à la croyance en Dieu influencé par une tendance à la laïcité dans les familles de génération en génération. Toutefois, les valeurs de la spiritualité et croire en une vie après la mort perdurent chez les jeunes et des différences de rapport à la religion sont observées en fonction des origines ethniques. En France par exemple, on peut observer une remontée significative de cette valeur chez les jeunes musulmans issus de l'immigration du Maghreb par rapport aux adultes de la même religion. Le rapport à la religion montre un clivage important entre les jeunes descendant de l'immigration et les autres. Olivier Galland souligne également que l'adhésion à une identité religieuse oriente fortement le système de valeurs de l'individu. Ces affirmations sont d'ailleurs vérifiées par une enquête menée auprès de lycéens par Galland et Muxel en 2018. Les jeunes adhérents à la religion musulmane montraient des valeurs plus traditionnelles par rapport au rôle de la femme dans la société qui serait de s'occuper de la maison et d'élever les enfants, (38 % des garçons contre 18% des filles), excluaient l'homosexualité et déploraient l'interdiction de porter le voile pour les filles dans l'école. Les résultats se sont révélés très différents chez les deux autres groupes de jeunes qui étaient les « sans religions » et les chrétiens majoritairement catholiques (Galland O., 2022).

Au niveau de la participation politique, il semble qu'en France par exemple, on peut observer un plus grand désintérêt pour le vote électoral chez les jeunes de 18-34 ans avec un taux d'abstention au premier tour des présidentielles en 2022 plus élevé que les autres tranches d'âge. Aussi en rejoignant Bajoit (2019), les jeunes semblent rencontrer une perte de confiance envers les dirigeants politiques. Malgré ce constat, en France on peut constater qu'ils se sentent concernés par des questions sociétales telles que les inégalités, le racisme, les mesures liées à l'emploi, le terrorisme, les violences de genre d'ailleurs défendues lors de contestations massives. Galland établit un lien entre l'intérêt pour la politique et le niveau de diplôme des

jeunes. Plus le diplôme est élevé et moins le jeune s'éloigne de la politique. Muxel cité par Galland indique aussi que les jeunes chômeurs ne sont pas beaucoup moins nombreux que les salariés qui ne se positionnent pas en matière de politique. Ils seraient malgré tout un peu plus souvent dans l'abstention et non représentés sur les listes électorales (Galland O., 2022)

Pour Galland en 2022, les valeurs du travail et de la famille sont très importantes en Europe pour tout âge et génération. Ces valeurs passent avant les relations amicales, les loisirs, et de loin la religion et la politique. Par exemple 68% des jeunes en Europe pensent que le travail est une condition importante pour s'accomplir dans sa vie personnelle. Ils attachent aussi beaucoup d'importance à un travail qui les passionne comme l'énonce Bajoit (2017) plus qu'un emploi stable et bien rémunéré. De plus, le temps de travail ne doit pas être néfaste pour leur vie privée. L'attachement à la famille est aussi très important qui représente un pilier important lors du passage vers l'adulte au niveau des ressources et de l'affectivité. Toutefois, les formes que prennent la participation sociale dans ces sphères sont différentes. La mobilité et la liberté restent des valeurs importantes dans ces deux domaines comme la possibilité de se séparer, avec moins de mariage, avec moins d'enfants, et aussi pouvoir partir d'un travail si on ne se plaît pas (Bajoit G., 2017 ; Galland O., 2022). Cependant, Robert Castel lors d'un colloque en 2010, précise que cette valeur mobilité inhérente à l'Etat social actif peut aussi être une arme à double tranchant. Cette valeur prégnante dans cette nouvelle société engendre une révolution dans les entreprises, avec des incitations à changer de travail dans une certaine discontinuité et dans des périodes alternant l'emploi et le sans-emploi, ce qui augmente la précarité. L'individu doit s'adapter constamment aux rebondissements de la conjoncture économique, ce qui entraîne des logiques d'actions transformées en logiques identitaires, et qui révèle une certaine incohérence car ces actions se veulent plurielles. Cette complexité liée à la mobilité occasionne chez les individus des difficultés à se définir soi-même et à définir autrui ainsi que de se projeter de manière concrète dans la société (Castel R. 2010).

Pour nous éclairer davantage au sujet des valeurs des jeunes, Olivier Galland nous présente ce tableau comparatif. Cette enquête porte sur un échantillon de 8047 jeunes.

Sujets jugés très importants (%) par génération

Sujets jugés très importants	Jeunes	Parents	Boomers
Les violences faites aux femmes	77	61	67
Le racisme	67	32	47
Le terrorisme	66	62	77
La faim dans le Monde	65	38	43
L'écologie	62	51	46
Les inégalités	62	36	37
Les violences entre jeunes	55	45	56
Les droits LGBT	35	17	14
Les questions de religion et de laïcité	33	20	21
Les questions de genre	28	12	11

Source : Enquête Louis-Harris Institut Montaigne, septembre 2021.

D'après ce tableau, il semble que la violence faite aux femmes, le racisme, le terrorisme, la faim dans le monde, l'écologie, les inégalités et les violences entre jeunes soient considérés par les jeunes comme des sujets importants. Il nous semble donc pertinent de vérifier si les jeunes en situation de Neet cultivent les mêmes valeurs et aspirations.

Concernant les valeurs des jeunes en situation de Neet, il est difficile d'attribuer des valeurs communes étant donné leurs trajectoires hétérogènes néanmoins les valeurs repérées dans les interviews retranscrits lors de la recherche qualitative de Blairon et Mahy en 2006 révèlent l'importance de la résilience à se sortir de leurs situations, de la créativité quand ils veulent créer leur propre entreprise, l'importance de l'autoréalisation et du réseau comme ressources. Nous développerons davantage ce sujet lors de l'analyse de nos entretiens.

2.1.4. Les tensions structurelles et existentielles des jeunes au prisme d'un monde néo-libéral

Comme nous l'évoquions dans les chapitres précédents, le contexte actuel présente de plus en plus des logiques de consommation qui s'inscrivent dans une compétition de marchés. Les références culturelles sont en changement non plus attachées au cadre d'un pays et instaurées par l'Etat « providence » mais plutôt embrouillées à travers les sphères médiatiques entre autres, ce qui a des conséquences sur les références des jeunes. Les valeurs d'antan ne sont pas complètement disparues mais plutôt modulées par le contexte néo-libéral. En conséquence de ces changements présents dans toutes les sphères des relations sociales chez les jeunes, Bajoit en 2000, met en lumière d'une part **des tensions structurelles** auxquelles ils doivent faire face et les distinguent de trois manières différentes. *Les tensions idéologiques* : les jeunes sont pris en étau entre un discours néo-libéral qui appelle à l'autoréalisation et à avoir une « bonne vie » avec les limites qu'ils rencontrent dans ce modèle où pour les plus vulnérables, rien n'est facile. Les freins tels que le chômage, les restrictions financières dans les domaines de l'école par exemple, l'exclusion sociale ou le racisme sont des réalités auxquelles les plus fragilisés n'échappent pas. *Les tensions constitutives* : les objectifs définis sont difficilement atteignables. Exemples : des oppositions entre la volonté de diminuer le chômage et garder des entreprises compétitives au niveau international ; promouvoir la réussite de tous les élèves à l'école mais sélectionner les meilleurs ; diminuer l'intervention de l'Etat mais garder des services publics gratuits et de qualité ; éradiquer la fraude fiscale mais vouloir « la libre circulation des capitaux ». Les tensions de *changement* : un embrouillement des valeurs et des repères identitaires dans une instabilité croissante du monde industriel qui forgeait les identités d'alors marque **des incertitudes** dans la construction identitaire des jeunes contemporains. Dans un tel contexte, ces incertitudes se montrent sous des formes différentes (Bajoit G., 2000).

- L'incertitude matérielle : une insécurité quant à leur épanouissement de demain, à la sécurité financière ou à l'emploi ou encore aux technologies ou à l'écologie du futur.
- L'incertitude politique : les jeunes voient de manière très négative les structures administratives, de l'Etat, de l'autorité, de la justice... ce monde serait entaché de « *corruption, de clientélisme et de démagogie* »⁴¹
- L'incertitude psychique : sensation de vivre dans un monde égoïste et isolement social liés à l'affaiblissement des « *solidarités issues de l'Etat « Providence » et des « solidarités courtes (les amis, le couple, le milieu du travail)* »⁴²

⁴¹ Bajoit G. (2000), *Qu'est-ce que la socialisation ?*, in Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J-M., *Jeunesse et société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, Ed. De Boeck Université

⁴² Ibidem

- L'incertitude normative : les repères de socialisation sont flous, les valeurs d'antan désuètes et les nouvelles les culpabilisent ce qui installe le doute (Bajoit G. 2000).

D'autre part, le contexte paraissant vide de sens, Bajoit nous éclaire sur **les tensions existentielles** que vivent les jeunes exacerbées par le fait que leur entrée dans la vie adulte est encore « *fort marquée par les deux principales instances de socialisation : la famille et l'école* ». ⁴³

Rappelons la théorie de Bajoit traitant de la construction identitaire et passant par la « gestion relationnelle de soi » avec trois dimensions de l'identité : l'identité imaginée propre aux aspirations de l'individu pour se réaliser ; l'identité assignée liée à l'idée que l'individu se fait de ce qu'il doit faire ou être pour obtenir de la reconnaissance de la société en repérant les contraintes et les opportunités que la société lui offre ; l'identité engagée relative à ce à quoi l'individu s'engage envers lui-même et envers la société.

Les tensions existentielles liées au contexte institutionnel se traduisent d'abord par des tensions entre l'identité imaginée et l'identité assignée. En effet, Bajoit observe un sentiment de clivage entre la société et l'individu par les promesses que la société tient envers les individus (qui construisent leur identité imaginée) et les contraintes imposées (id.assignée). Les deux identités sont en tension parce qu'il est difficile pour les jeunes de savoir ce qu'ils désirent et de s'accomplir quand ils ne sont pas convaincus de la fiabilité des institutions régulées par des stratégies, des calculs d'intérêts et vides de sens. Les jeunes ont le sentiment qu'ils ne peuvent pas s'épanouir dans cette société à cause du manque de moyens que les institutions mettent à disposition pour qu'ils puissent y arriver ou que les propositions de la société ne peuvent pas les épanouir. En outre, se forger une identité imaginée ou assignée devient compliqué. En effet, comment se construire quand on se situe entre deux mondes culturels ? Pour la première un système de valeurs ringardes opposées à une logique de consommation, si dénuée de sens. La seconde quant à elle est aussi difficile à construire quand les institutions comme l'école, la famille, le marché du travail ou l'autorité d'un pays ne semblent plus crédibles. D'autres tensions sont également repérées par Bajoit par l'identité engagée. En effet malgré les difficultés et les incertitudes liées à ce monde, le jeune essaie de construire des projets parce qu'il faut bien ou parce qu'on lui impose (Blairon J. Mahy C. 2006). Certains utiliseront les institutions dans une vision utilitariste et y arrivent. Pour d'autres, c'est plus compliqué avec des actions de repli sur soi ou de nostalgie. Une partie de jeunes plus vulnérables en sont incapables et rencontrent de grosses difficultés relationnelles et identitaires. Finalement, quels

⁴³ Bajoit G. (2000), *Qu'est-ce que la socialisation ?*, in Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J-M., *Jeunesse et société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, Ed. De Boeck Université

que soient les engagements pris, ils ont le sentiment de ne pas être reconnus par la société, de ne pas s’accomplir personnellement et que les projets ne sont pas sécurisés ou instables.

2.2. Analyse de nos entretiens

2.2.1. Les épreuves et tensions rencontrées dans le parcours des jeunes interviewés

Les épreuves et les tensions relevées à travers nos entretiens confirment ce que nous avons appris par la revue de littérature et nous apportent quelques éléments nouveaux.

Le décrochage scolaire et la perte de sens

« J'en avais marre de l'école parce que j'ai vraiment du mal à terminer même ma rétho... le système scolaire, c'est pas adapté, c'est nul ! On t'apprend des trucs qui serviront peut-être à rien !déjà rien que le système de points ... par rapport à un travail ou à une interro je trouve ça hyper nul en fait ! (Bryan)

« Moi je fonctionnerais plus avec un système de validation des compétences et pas se faire chier des années à l'école » (Quentin)

A l'école on apprend des trucs intéressants mais après je trouve que c'est pas adapté à ce que les employeurs recherchent... je trouve que pour ça, la formation nous apprend mieux... » (Lara, 21 ans), « L'école c'est bien mais le niveau y baisse... » (Maéva)

Ces témoignages montrent que l'école basée sur la méritocratie semble peu adaptée à leurs besoins et à la réalité des exigences des employeurs qu'ils rencontrent, ils la jugent trop sélective parfois discriminatoire, avec peu de choix d'orientation. De plus, certains ont besoin de bouger *« c'est resté 8 h sur une chaise qui est parfois compliqué... » (Nicolas)*

Par ailleurs, le manque de moyens humains ne permet pas toujours aux professeurs de considérer l'élève dans son individualité et dans ses besoins : *« moi j'trouve que l'école ne prend pas assez le temps de former l'élève et ne l'accompagne pas assez dans les difficultés qu'on peut rencontrer à la maison ou dans notre apprentissage...on était beaucoup en classe (Loredana)*

« ...ya pas beaucoup de suivi pour les élèves qui ont des problèmes spécifiques (Laetitia), « à l'école on ne donne pas tous les outils pour réussir, à aucun moment j'ai été aidé pour trouver une voie, il faudrait plus d'encadrement pédagogique et c'est pas facile d'aller vers les gens » (Jordan). Les entretiens d'orientation et les informations permettant au jeune de se situer

dans son parcours ne se fait pas automatiquement dans les écoles ce qui peut altérer le sens des cours suivis.

« moi j'aimais pas l'école, en plus en stage je me plaisais pas, les gens ils me rabaissaient en stage, ils me parlaient pas.. en plus moi j'ai pas confiance en moi et plus ils me descendaient et plus je faisais des erreurs... »(Lara) « au stage les gens étaient méchants... »(Francesca)
Dans un système où les stages peuvent être positifs et constituer une expérience professionnelle, d'autres se voient maltraités, et renforcent le manque de confiance en soi.

« Je déteste l'école, je me suis fait harcelée et pourtant je le disais aux éduc mais y a rien qui changeait... c'est pour ça que je me suis lancée dans le travail... J'ai changé plein de fois d'écoles... » (Maéva) , « surtout par rapport au harcèlement, j'ai eu beaucoup de harcèlement et certains profs ne font rien » (Francesca)

Le harcèlement scolaire semble être une des causes du décrochage scolaire et n'est pas toujours pris en compte. Par ailleurs, le harcèlement n'est pas toujours lié aux autres élèves mais parfois à certains professeurs *« L' école ? Hou la j'aime pas... à cause d'une prof et ça a été un supplice » (Théa)*

« Ben j'ai fait l'école clinique, et après j'ai été à Jean Jaurès terminer mon truc de qualification mais c'était trop dur en anglais alors après un mois j'ai arrêté... et là j'ai voulu me diriger pour la petite enfance à la Samaritaine et après 2 semaines j'ai abandonné parce que c'était dur à suivre après une école spécialisée une école normale... c'était un peu plus dure » (Pauline)
Passer de l'enseignement spécialisé vers l'enseignement traditionnel semble constituer une épreuve importante liée à une différence de niveau entre les deux systèmes.

« J'étais en 4^{ème} professionnelle coiffure mais j'aimais pas l'école, les profs et tout...donc j'ai arrêté... » (Loredana)

« J'ai arrêté l'école à 20 ans parce que je me sentais comme en prison mais c'est dur de travailler sans diplôme » (Sarah)

« Souvent les professeurs sont injustes en secondaire on a pas de félicitation rien... ché pas un minimum !, et puis il y a toujours des lèches cul... » Un cadre autoritaire avec des préférences et des injustices semblent freiner les jeunes à rester à l'école, en effet trop de contrôle et d'autorité peut altérer la confiance en soi car le jeune est continuellement soumis à des évaluations et au jugement de l'autre, il ne se sent donc pas reconnu par l'institution scolaire.

Aussi cela crée des incertitudes par rapport à sa légitimité d'être à la bonne place en cas d'échec. De plus, il ne peut pas être « lui » mais doit se plier à l'autre ce qui peut entacher ses possibilités dans son accomplissement personnel et limiter ses engagements puisqu'il ne peut pas être reconnu dans son identité désirée. Par ailleurs, d'après Dubar, à côté de la famille, le système d'éducation représente encore un pilier de la construction identitaire chez un jeune avec des repères et des normes structurantes. Si un jeune connaît un parcours familial déstructuré avec divorces ou séparations des parents par exemple, comme on a pu souvent le voir dans les trajectoires des jeunes en situation de Neet, l'école pourrait représenter une alternative pour instaurer une structuration positive. Or, si les écoles ne prennent pas en compte les problématiques individuelles en instaurant une sorte de despotisme absolu, il sera dès lors difficile pour une jeune en manque de repères de s'adapter à un système scolaire rigide dans la manière d'aborder les jeunes.

Finalement, les interactions sociales négatives à l'école peuvent provoquer une perte de sens et un sentiment de dévalorisation de soi chez les jeunes et provoquer du décrochage scolaire. Par ailleurs, si l'on se réfère au concept de l'identité professionnelle chez Dubar, les bifurcations dans les parcours scolaires et le décrochage scolaire constituant des repères flous pour la construction identitaire, peuvent impacter leur estime de soi et la perception de leurs capacités à se construire un avenir positif.

Le cercle vicieux du permis de conduire

« Dans toutes les offres d'emploi, on nous demande le permis... Je devrais travailler pour pouvoir me payer le permis et mais sans le permis je trouve pas de travail...et j'ai même eu le cas que j'ai été refusée dans un magasin à 150 m de chez moi parce que j'avais pas le permis » (Alexia). « ... j'ai pas de permis, si on n'a pas de permis on a pas de travail, c'est à moi de le payer et la licence ça prend plus de temps... et je n'ai pas d'argent pour payer l'auto-école... » (Théa). Les pouvoirs publics exigent de trouver du travail rapidement, donc parfois les jeunes aimeraient passer leur permis par auto-école qui est plus rapide que la filière libre, mais plus cher... or ils n'ont pas d'argent... Le coût du permis est un frein important pour les jeunes avec peu ou sans revenu : « ...on devrait les aider à passer le permis, le prix que ça coûte de nos jours ! c'est 2000 euros pour le pratique c'est extrêmement cher... »(Théa)

« C'est difficile d'avoir un travail sans permis... » (Laetitia), « moi y'm faut le permis, sans ça j'arriverai pas à trouver de travail... »(Nicolas)

« *Moi parfois j'en peux plus, je suis fatiguée, je vais à la formation, je dépose les enfants et ils vont pas tous à la même école... tout en bus... et j'ai peur dans les bus, il y a des agressions parfois... je pars tôt et je rentre tard* » (Carole) Le permis de conduire et la voiture reste une facilité quand les structures que fréquentent les enfants et les parents sont éloignées les unes des autres. De plus, l'insécurité dans les transports en commun crée des angoisses chez Carole mais elle n'a pas le choix, elle doit « s'activer... »

D'autres ont des ressources « *le Passeport drive est intéressant car le permis est payé grâce à la formation, je me suis renseigné près de conseillère du Forem...* » (Jordan) mais tous les jeunes n'y ont pas accès. Le passeport drive peut être délivré sous certaines conditions par le Forem et peut permettre aux jeunes de bénéficier d'heures d'auto-école gratuites mais ce n'est pas automatique pour un jeune qui suit une formation.

« *Moi je me sens différent des autres, les autres ils ont permis et la voiture...* » (Damien) Finalement, chez les jeunes en situation de Neet, le fait de ne pas posséder les moyens financiers et sociaux pour passer le permis de conduire peut causer une frustration chez le jeune en lui renvoyant un sentiment d'identité négative car il se rend compte des inégalités sociales dans l'accès au permis de conduire. Il constitue également un véritable frein à l'insertion socioprofessionnelle.

Difficultés d'accès au logement

Il est difficile de penser au travail et à la formation quand les jeunes ne se sentent pas bien dans un logement sûr et salubre.

« *Et comme j'avais pas d'appart je pouvais pas avoir de revenus... (Bryan) Avoir une adresse reste un impératif pour avoir un revenu en Belgique. Or ce n'est pas toujours évident pour un jeune sans travail de trouver un logement. «... et après j'ai dû essayer de retrouver un appartement et j'ai mis 6 mois.... Donc 6 mois à vagabonder à gauche et à droite parce que j'ai pas de parents, j'ai pas un endroit où je peux remettre mon adresse ou quoi* » (Bryan)

« *Par rapport au logement, c'est compliqué...* » (Bella)

D'autres choisissent la colocation mais parfois ça peut tourner mal. « *J'avais mon appart et j'étais en coloc, mais c'est vite devenu un squat, tout le monde se servait dans mon frigo et après j'avais plus rien... mon coloc a fait une mauvaise rencontre et il s'est fait braqué parce qu'il vendait et on s'est fait frapper. Mon coloc est parti mais moi après j'arrivais plus à assumer le loyer de 650 euros tout seul alors je suis parti chez ma tante..* » (Florian). Les jeunes

plus vulnérables et parfois livrés à eux-mêmes ont parfois des fréquentations qui conduisent à construire chez eux une identité personnelle et professionnelle négative et néfaste. Certains jeunes rencontrant la même situation de Neet se regroupent et créent des squats qui sont délétères pour la construction identitaire du jeune dans une socialisation négative avec des risques de délinquance, ce qui peut freiner leurs aspirations professionnelles.

« J'ai difficile à trouver un logement, c'est cher et ils donnent pas beaucoup aux jeunes... alors en attendant j'habite chez ma grand-mère... heureusement qu'elle est là » (Florine). En cas de difficultés familiales, ou dans une volonté d'autonomie, il n'est pas toujours facile de trouver un logement pour une jeune dans un marché locatif saturé, les relais familiaux sont importants quand ils en ont... Mais quand est-il de ceux qui ne disposent pas de ce relais ? Dans le chapitre étudiant les trajectoires, on peut relever que l'isolement et le manque de relais familial fait partie des caractéristiques de certains parcours.

« Moi j'ai eu dur à trouver un logement, parce que les propriétaires ne voulaient pas prendre les cautions et les revenus du CPAS » (Sarah). La stigmatisation que peuvent rencontrer les allocataires sociaux dans la recherche de logement n'épargne pas les jeunes en situation de Neet. Ils sont doublement pénalisés par l'âge de l'entrée dans le monde adulte et ils n'ont pas forcément de travail qui constitue une garantie de paiement de loyer pour les propriétaires. Enfin, cette difficulté liée au logement impacte l'estime de soi, et la possibilité de prendre son autonomie. L'incertitude par le sentiment d'insécurité générée par les difficultés d'accès au logement peut accentuer leur ressenti d'exclusion dans la construction de leur identité en ébranlant leurs projets d'avenir. Il est donc essentiel d'orienter les jeunes vers des structures qui peuvent les aider dans l'insertion sociale par le logement.

Le manque d'information

Les jeunes attachent de l'importance à ce qu'on communique avec eux et pas qu'on parle d'eux, qu'on les informe de leurs droits, de leurs possibilités en les reconnaissant en tant que sujet et bon nombre déplorent ce manque d'information et de communication.

« J'aimerais un minimum qu'on m'explique et par des vraies choses... pas de déléguer la faute à quelqu'un.... pas dire tu devrais connaître ça... ou pas me remettre devant une loi ...que euh je sais pas moi par exemple.... Parce que j'ai fini à la rue à cause de ça et à cause de la paperasse que je connaissais pas... » (Bryan)

« En cpas, t'es pas au courant aussi de certaines choses et l'assistante sociale n'ont plus n'est pas au courant finalement de certaines choses aussi ... pas assez formée j'ai même pas envie de d'incendier cette personne là en fait non c'est le système.... » (Bryan) Les assistants sociaux travaillant en CPAS ont une formation générale en sortant de l'école et doivent « se former sur le tas » avec une surcharge de dossiers à traiter. Il est donc fréquent que certaines informations essentielles pour le jeune soient « passées à la trappe » par manque de temps ou par manque de formation de l'assistant social.

« Je ne savais même pas ce que c'était un recommandé...on me l'avait pas appris, je me suis retrouvé une deuxième fois à la rue à cause de ça... » (Bryan)

« ...faudrait qu'un jour il y ait quelqu'un qui nous explique tout et pas nous donnez des petits bouquins ... qu'on lit même pas...nous on a notre vie quand on rentre... » « Si je vais au CPAS c'est à ce moment-là qu'il faut ouvrir les bouquins qu'il faut expliquer, il faut quelqu'un qui t'aiguille enfin qui fait son job quoi ! Enfin ça me tue ! » (Bryan) Les jeunes ont besoin qu'on leur accorde du temps et qu'on leur explique les démarches à suivre face à face. Or, le manque de temps et la pression liée à la surcharge de travail dans les services généraux des CPAS poussent les assistants sociaux à commettre des erreurs de déontologie ou de méthodologie.

« moi je me sens pas assez informée par le Cpas, parfois j'apprends des trucs et que c'est trop tard...pfff... » (Sarah), « .. au CPAS, ils donnent des infos mais pas tout... » (Francesca)

« Il devrait y avoir une personne qui informe les jeunes à l'école de tout ce qui existe et ce qu'ils doivent faire » (Quentin).

« Moi je suis perdue parfois avec les papiers qu'on doit faire, je ne sais pas toujours de quoi j'ai besoin comme papier administratif quand je vais dans les services... » (Sarah). A côté de cela, les jeunes ne se semblent pas informés de l'existence des structures de l'Aide à la Jeunesse qui peuvent travailler en amont avec les jeunes et ses familiers comme les AMO (aide en milieux ouverts) «...moi j'aurais bien voulu connaître les AMO plus vite... je savais même pas que ça existait...ils devraient venir expliquer dans les écoles... » (Sarah)

Pour les jeunes en situation de Neet le manque d'information liées aux démarches administratives et le manque de connaissance par rapport aux institutions sociales constituent un stress et accentue les incertitudes ce qui les empêche de décider de leur avenir de manière éclairée. Il est donc primordial que les jeunes aient accès aux informations concernant les structures liées à l'orientation, au logement, à l'enseignement, et aux formations existantes. Il est aussi essentiel de les informer au mieux quant aux possibilités de créer du lien social pour qu'ils aient accès à de nouvelles ressources mais aussi par rapport aux différents lieux qui

pourraient les aider et les accompagner dans leurs difficultés individuelles et sociales. Pour cela, la création de structures spécifiques à l'accompagnement global des jeunes adultes s'avère intéressante et quelque peu nécessaire.

Des temporalités différentes

« j'ai l'impression que les gens, ils font leur boulot et passez-moi les sous et voilà j'ai fait mon boulot et j'ai fait ma part de marché... y a plus ce côté humain, le social ça disparaît ...et moi ça c'est le truc qui me dégoûte le plus aujourd'hui... » (Bryan)

« Au Forem, ils t'écoutent mais pas vraiment... ils n'ont pas le temps... même le lundi après-midi on voit que la dame est fatiguée... c'est pas avec un quart d'heure ou une demi-heure tous les 3 mois qu'on peut être écouté dans ce qu'on veut... » (Lara)

« les jeunes s'expriment mais ne sont pas écoutés, on ne n'en leur laisse pas le temps... » (Alexia)

Les jeunes se rendent compte de la réalité du manque de moyens humains dans les structures liées à l'emploi, mais eux en sont-ils responsables ? Les conséquences peuvent être dramatiques pour eux dans le travail d'orientation effectué car si les employés n'ont pas le temps de les écouter dans leurs difficultés ou dans leurs aspirations, leurs situations ne peuvent pas être considérées de manière globale et les freins à l'insertion socioprofessionnelle ne peuvent pas être travaillés de façon approfondie. Mais combien même seraient-ils repérés, auraient-ils le temps d'y travailler avec le jeune ? Prennent-ils le temps de considérer l'individu tant sur l'axe de l'intégration par le travail que dans ses interactions sociales ? Ont-ils le temps de considérer les projets du jeune ou de s'adapter à leur rythme pour construire au mieux leur identité professionnelle ?

« Au Forem, ils m'écoutent sans m'écouter, ils n'écoutent pas dans quoi je voudrais travailler, ils me disent que je dois postuler à telle ou telle offre mais ils ne tiennent pas compte de mes préférences... ils n'ont pas le temps, il y a trop de dossiers... » (Pauline)

« On me propose un emploi... ça me chauffe de dingue et c'est des horaires de nuit moi je vis un peu la nuit... c'est un mi-temps en plus donc j'ai mon temps... » (Bryan).

« Moi je suis tt le temps calé sur les jeux vidéo, même la nuit » (Florian).... « on procrastine à cause des réseaux sociaux... » (Nicolas) On peut aussi remarquer que certains jeunes en marge de la société vivent beaucoup la nuit comme le confirmait Cédric Labuche lors de notre entretien exploratoire. Il est difficile dès lors de se présenter pour un emploi à 08h du matin ou à une formation à 08h30. De plus, à l'heure où la socialisation des jeunes se fait de plus en plus

par les réseaux sociaux et les plateformes de jeux en ligne, les jeunes ne voient pas le temps passer et ne s'attèlent pas à leur épanouissement professionnel. Il serait dès lors intéressant de comprendre ce qui les attire dans les jeux vidéo et s'ils en retirent éventuellement des compétences à exploiter pour une recherche d'emploi, et de les aider à gérer leur temps.

« ...Si j'ai pas trouvé de travail après trois ans de chômage on me retire les allocations de chômage... pour moi trois ans c'est très vite ...trop rapide, je trouve qu'on devrait laisser plus de temps aux jeunes même si parfois on peut sanctionner ... mais les jeunes veulent travailler mais on doit se dépêcher... »

« Le Forem met trop la pression par rapport au temps et le jeune n'a pas le temps de se créer les compétences et son expérience » (Loredana)

En outre, les dispositifs sociaux mis en place par les pouvoirs publics visent à mettre les jeunes rapidement à l'emploi pour diminuer le coût des prestations sociales. Or, le jeune a besoin de temps pour se trouver et pour construire son identité professionnelle. Ce décalage entre le temps de la société et le leur peut donc entraîner de l'exclusion par rapport à leurs droits sociaux mais aussi accentuer le sentiment de frustration car ils ne se sentent pas compris dans leurs besoins d'avoir du temps pour soi ou pour élaborer leur projet, ce qui peut impacter leur motivation.

« tout le temps, tout le temps, tout le temps pffff mais les entretiens avec le conseiller on peut aller en vidéoconférence c'est un peu mieux .. si c'était de temps en temps ça va mais là c'était tous les mois... » (Florian)

De plus, les contrôles parfois incessants mettent une certaine pression aux jeunes et du stress qui n'est pas nécessaire car pour la plupart des jeunes interviewés, ils effectuent des démarches vers l'emploi ou la formation à leur rythme certes mais n'est-ce pas propre à la jeunesse de prendre le temps de se construire une identité propre liée au travail ? Tester, se poser et réfléchir à ses objectifs ? Par ailleurs, les trajectoires des jeunes en situation de Neet montrent qu'ils rencontrent des inégalités sociales et économiques face à l'insertion socioprofessionnelle. Cette pression peut donc accentuer leur sentiment de frustration quand ils rencontrent des difficultés à trouver ce qu'ils veulent faire ou à se fixer dans un travail ou dans une formation. Par ailleurs, le manque de structuration identitaire lié à des parcours parfois chaotiques peut engendrer des difficultés à se structurer dans le temps et à se fixer des objectifs. Bien que l'encadrement aux recherches d'emploi puissent en booster certains, la pression que met l'Etat sur les jeunes par rapport à la temporalité ne fait qu'accentuer les difficultés de mal-être et peut engendrer des situations où le jeune ne se sent pas en entendu et peu respecté dans le temps qu'il a besoin pour

mettre en place des actions constructives. Il est donc important pour les pouvoirs publics de prendre le temps pour un accompagnement individualisé à la place d'un accompagnement « à la grosse louche » qui privilégie le contrôle plutôt que l'aide au vu du manque de temps octroyé dans les entretiens.

Le manque d'expérience professionnelle face aux exigences du marché du travail

« C'est compliqué pour les jeunes parce que les patrons recherchent toujours des gens avec de l'expérience mais quand on est jeune on n'a pas d'expérience... alors on accepte n'importe quoi parce qu'on a peur de pas trouver de travail.... On m'exploitait parce que je n'avais pas l'habitude... On devrait arrêter de demander cinq ans d'expérience à quelqu'un qui sort de l'école ! » (Quentin)

« Moi je trouvais pas de travail parce que j'avais pas d'expérience » (Alexia)

« Avoir du boulot c'est compliqué parce qu'on demande de l'expérience et alors qu'on sort de l'école... » (Jordan)

Sur la plupart des offres d'emploi, on peut y lire que les employeurs demandent souvent d'avoir de l'expérience, cependant les jeunes qui sortent de l'école n'ont pas tous de l'expérience de stages et la plupart n'ont pas ou ont très peu d'expérience, ce qui constitue une contrainte structurelle et un cercle vicieux. En effet, comment peut-on avoir un travail si on n'a pas d'expérience et comment en acquérir si on n'a pas de travail ? Ce cercle vicieux peut accentuer l'exclusion des jeunes en situation de Neet dans le monde du travail et affecter la construction de leur identité professionnelle mais aussi de faire perdurer dans le temps des situations de précarité.

« Le monde du travail en Wallonie, c'est compliqué parce qu'on demande de l'expérience alors que je sors de l'école et c'est aussi donnant donnant et le monde du travail ne comprend pas la société. » (Sarah). En effet, dans un contexte où le capitalisme domine, le monde du travail ne prend pas en compte les vulnérabilités fort présentes chez les jeunes en situation de Neet et les employeurs ne se situent pas ou très peu dans un optique de finalité sociale mais bien de rentabilité. Par ailleurs la complexité de leurs trajectoires scolaires, professionnelles et familiales les placent dans une situation de vulnérabilité face au contexte sociétal. Dès lors, il serait intéressant que les pouvoirs publics prennent ou renforcent des mesures pour faciliter l'intégration des jeunes dans le monde du travail avec des dispositifs d'insertion socioprofessionnelle permettant de développer ses compétences en entreprise, ce qui pourrait ainsi « casser » ce cercle vicieux.

Une identité négative par soi et par autrui

« je préfère aller parler à un ami qui fait des études de droit plutôt qu'aller directement parler à un avocat lui demander mes trucs parce que l'avocat, dans ma tête il pourrait mentir.... » (Bryan). Les difficultés de faire confiance à l'autre, peut freiner Bryan à aller chercher les infos là où elles doivent être prises, il fait plutôt confiance à son réseau d'amis, moins contraignant puisqu'ils s'identifient à ses amis qui eux-mêmes valident l'identité qu'il s'est construit à travers ses rapports sociaux.

« Moi je me sens pas écoutée par le Forem, et j'ai pas confiance en moi... » (Lara). Le fait de ne pas se sentir écoutée ou d'être déniée par l'autre, accentue son manque de confiance en elle, elle a l'impression qu'on l'ignore dans son identité désirée et qu'elle n'a donc pas la reconnaissance de l'autre. De plus, les institutions en définissant les Neet par cette triple négation ni..ni...ni... accentue la dévalorisation de l'individu car il est identifié par un manque. « y a beaucoup de personnes qui jugent parfois voilà ça je trouve ça assez difficile de s'intégrer et qui juge les jeunes de manière générale je trouve y en a beaucoup qui jugent la couleur de peau donc le racisme que ce soit euh la façon dont on parle la façon dont on s'habille voilà » (Lara)

« le respect de soi c'est très important de se faire respecter.... ma famille je me fais pas tellement respecter donc c'est un peu difficile aussi »... (Florine)

« Moi je trouve qu'il y a pas assez de tolérance vis-à-vis de jeunes demandeurs d'asile... (Alexia). « Les gens ici, ils sont racistes... » (Bella) Ceci nous indique que les jeunes ressentent une certaine stigmatisation liée à leur âge, à la couleur de peau ou à leur apparence, et une non-tolérance des diversités de la part de la société mais aussi parfois dans leur propre famille, ce qui peut impacter leur identité de manière négative. De plus, leur situation de jeunes sans emploi et sans formation accentue cette vulnérabilité à être exposé au jugement de l'autre. L'estime de soi est aussi atteinte par le biais de certaines familles toxiques comme on a pu le voir dans certains témoignages et par la manière dont ils sont traités, déniés voire maltraités.

« Ben déjà j'ai pas confiance en moi... **t'as pas confiance en toi... et ça tu penses que c'est la même chose pour les autres jeunes ?** Ben ça dépend il y en a de ceux qui ont confiance en eux et d'autres non mais moi personnellement je je... perds vite confiance en moi » (Carole) Dans la façon qu'elle s'exprime, on voit que Carole n'a pas confiance en elle et a du mal à s'affirmer dans l'entretien comme si elle n'avait pas le droit d'être elle-même... par le droit d'être sujet.

La reconnaissance du handicap et le fait d'être reconnue différente des autres dans une situation de privation semblent l'affecter dans son droit d'exister.

« il y a le fait de la confiance aussi... j'en ai déjà pas pour moi-même mais si en plus les autres ne m'en donnent pas où je n'en donne pas aux autres ça va pas aller.... (Maéva) Par son manque de confiance en elle, elle cherche la reconnaissance chez l'autre. En nous appuyant sur la théorie de Bajoit, on pourrait affirmer que ne reconnaissant pas son identité désirée, elle recherche une identité assignée par l'autre.

« Ce qui est important c'est de suivre une formation avec des formateurs qui viennent avec nous vers un emploi et parlent à notre place et savent qu'on sait pas placer un mot et du coup c'est plus facile, j'ai bcp de stress et c'est plus facile pour être à l'aise avec l'employeur » (Florian). On remarque ici par exemple dans ce cas, que Florian n'ayant pas confiance en lui semble complètement dépendant de l'autre au prix de se voir remplacer dans son identité par l'autre.

Au regard d'une des formes identitaires professionnelles conceptualisées par Dubar *« l'identité de réseau »* nos entretiens nous confirment que les jeunes sont employés en fonction des compétences qu'ils peuvent apporter à une organisation et non en fonction d'un métier *« je suis perdue, on me demandait de laver des gens alors que j'ai étudié pour être éducatrice... moi si je fais pas ce que j'aime je m'en vais... » (Pauline).* Par ailleurs, cette nouvelle forme identitaire professionnelle génère de l'exclusion et un manque de repères chez les jeunes car les repères identitaires qu'ils ont acquis dans l'apprentissage d'un métier sont complètement détruits par la réalité du marché actuel du travail.

Comment te situes tu dans la société et par rapport aux autres jeunes de ton âge ?

« Moi j'me sens comme un animal » (Brian),

« Moi je me sens nul, si je fais pas les choses parfaitement » (Damien)

« Moi je me situe très bas dans la société, parce que je suis au CPAS...(Francesca)

« je me sens différente des autres, tous mes copains et copines sont à l'école... » (Théa)

« je ne suis pas très élevée dans la société mais je vis pour moi, lentement mais sûrement... » (Loredana)

« moi je me sens différente...les jeunes qui sont aidés par leur parents ont plus facile... moi c'est pas le cas.. » (Maéva)

« ... moi je me sens plus mature que les autres de mon âge... » (Loredana, Francesca, Bella)

« il y en a qui pensent à s'amuser et il y a qui pensent à travailler... mon frère jumeau il pense à s'amuser, il travaille, mais moi je dois penser à trouver ce que je veux faire » (Maéva)

Tous ces témoignages montrent à quel point les jeunes en situation de Neet peuvent vivre des situations de dévalorisation par leur situation de manque de travail, d'enseignement et de formation mais aussi par le statut qu'ils ont dans la société. Par exemple, avoir une mauvaise perception de soi et ressentir une perception négative des autres vis-à-vis de soi parce qu'on reçoit des allocations de CPAS. Par ailleurs, certains s'identifient comme personnes plus matures que d'autres devant assumer des charges, des responsabilités, une précarité financière pendant que d'autres pensent à s'amuser quand ils le peuvent.... *« il faut payer les factures , mon tabac, j'ai pas assez pour m'amuser » (Florian)*. En effet, les contraintes financières freinent les jeunes dans leurs aspirations de socialisation dans les sphères du loisir ou du sport, ce qui accentue leur sentiment de dépréciation dans leur identité car ils ne peuvent pas participer à certaines activités et se socialiser de manière positive comme d'autres jeunes qui ont suffisamment de revenus.

Enfin, l'identité négative perçue lors de nos entretiens est marquée par une invalidation de leur identité par eux-mêmes mais aussi par la manière dont ils sont traités et perçus par les autres. Des facteurs comme l'échec scolaire, la précarité, le manque de confiance envers soi et envers les autres, des interactions sociales négatives peuvent générer le sentiment qu'ils n'aient pas leur place dans la société. Par ailleurs, selon Claude Dubar, l'identité professionnelle se construit à travers les expériences des individus dans les dimensions telles que l'école ou le travail. Or, dans ces sphères, comme on a pu le constater à travers leurs récits biographiques, les jeunes en situation de Neet connaissent des parcours fragmentés avec des interactions sociales difficiles, teintées d'expériences négatives.

Les aspirations et les valeurs des jeunes rencontrés

Pour avoir un meilleur aperçu des valeurs et des aspirations principales des jeunes interviewés nous avons créé ce tableau récapitulatif.

Aspirations et valeurs des jeunes interviewés en situation de Neet	Avis
Le travail	17
Besoin de soutien et d'accompagnement social	11
Les enfants	10
Pouvoir faire ce que l'on aime	10
Améliorer ses compétences par une formation	10
Le respect, l'amabilité, la politesse	9
Avoir un logement et être indépendant financièrement	9
Le couple	8
Evoluer à son rythme	8
Le permis de conduire et la voiture	6
La valorisation des personnes	6
Avoir sa propre activité indépendante	5
Vivre au jour le jour	5
Communication et recevoir des informations sur le fonctionnement du système	5
La famille	5
Être propriétaire	4
La solidarité	4
L'amitié	4
Se sentir écouté	4
Faire du sport	3
Plus de justice	3
Faire quelque chose qui a du sens	3
Avoir du temps pour soi	3
La sécurité dans l'espace public et dans les transports en commun	3

Nous pouvons donc observer que sur les 19 jeunes interviewés, 17 estiment le travail comme valeur importante, 10 donc plus de la moitié estiment vouloir améliorer ses compétences et 5 veulent ouvrir une activité indépendante. On n'est loin du cliché du « jeune fainéant » et on peut donc deviner leur insatisfaction et leur frustration liée à leur sentiment de privation du travail et de la formation. Or, comme on l'a vu dans le contexte actuel, les pouvoirs publics

sont plutôt dans une optique de contrôle à la chaîne sans prendre en compte l'individualité de la personne. Est-ce bien nécessaire ? La majorité des jeunes en situation de Neet veulent travailler et se former et c'est important pour eux. Le contrôle exacerbé est donc inutile. En revanche, plus de la moitié d'entre eux estiment avoir besoin de soutien et d'accompagnement social dans leurs difficultés sociales ou dans l'accompagnement vers l'emploi. Ce qui veut dire que les moyens humains et financiers ne doivent pas être mis dans les structures de contrôle mais bien dans les structures qui travaillent sur les difficultés sociales individuelles, sur le renforcement positif et sur l'acquisition de nouvelles compétences. La prise en compte de la situation du jeune dans sa globalité est donc nécessaire pour favoriser son insertion socioprofessionnelle. De plus, les moyens doivent être déployés au niveau de l'accès à la formation pour des jeunes moins qualifiés afin de permettre à tous de se former en fonction des offres d'emploi disponibles sur le marché du travail et de ses capacités. Il serait aussi intéressant de travailler avec les entreprises afin de permettre aux jeunes d'acquérir des compétences spécifiques aux besoins des organisations, de les sensibiliser aux difficultés que rencontrent les jeunes, et de leur permettre d'engager par des incitations financières.

Ensuite, nos résultats révèlent que pouvoir évoluer à son rythme, être valorisé et être respecté est important pour les jeunes en situation de Neet. En effet, dans la situation de ces jeunes catégorisés de Neet et parfois stigmatisés par les institutions, ils peuvent se sentir démunis de toute dignité au sein d'une rigidité bureaucratique. Dans un contexte d'injonctions, l'évaluation de leurs capacités d'activation par les pouvoirs publics est fréquemment ressentie comme de la non-reconnaissance de leur identité comme sujet de droits. Aussi quand ils y ont droit, dépendre des allocations sociales implique que les jeunes doivent se plier aux autorités et à la pression qu'ils exercent. Ils doivent se mettre en position « basse » pour réclamer une aide ou un droit et doivent prouver leur état de nécessité. D'autre part, comme nous l'avons constaté dans certains interviews, le conditionnement du droit génère chez certains jeunes beaucoup d'anxiété voire des angoisses et un certain mal-être. Enfin, le respect des diversités, du rythme et des aspirations de chacun est primordial pour qu'une intégration à long terme par le travail soit réussie.

Aussi, selon nos résultats, on peut constater que la moitié des jeunes jugent important d'avoir accès à un logement et de prendre leur autonomie. En effet, certains des jeunes interviewés sont déjà dans un logement et d'autres ne le sont pas encore et ont envie de l'être. Par ailleurs, le contexte sociétal où « compétition » et « flexibilité » sont les maîtres mots et les difficultés socio-économiques que peuvent rencontrer ces jeunes au cours de leurs trajectoires retardent ce

départ vers l'autonomie. Il serait dès lors important que l'Etat social actif prônant l'autonomie, la responsabilité individuelle ainsi que la construction d'un projet de « soi » prenne en compte cette vulnérabilité. De plus selon Dubar, la construction de l'identité personnelle est un processus et non quelque chose de figé, donc pouvoir avoir son propre logement peut être synonyme de nouvelle construction identitaire où le jeune à travers cette autonomie peut construire de nouveaux projets professionnels. Par conséquent, il serait pertinent que les pouvoirs publics prennent des mesures pour favoriser l'accès au logement pour les jeunes en difficulté. En outre, les résultats de notre analyse nous montrent que le permis de conduire et posséder une voiture est important pour les jeunes en situation de Neet. En effet, beaucoup se rendent compte qu'ils ont peu de possibilités de trouver un emploi sans le permis comme nous l'expliquions plus haut. Et pour certains jeunes en situation de Neet, se rendre à un lieu de formation paraît parfois compliqué en fonction du lieu où ils habitent, de l'endroit où se situe l'école de leurs enfants ou encore de l'offre des transports en commun sur le territoire où ils habitent.

Aussi, 10 d'entre eux aimeraient faire ce qu'ils aiment, 3 faire quelque chose qui a du sens. Ces données rejoignent ainsi les propos de Bajoit décrits plus haut, avoir un travail de qualité, vivre de ses passions, entamer des actions qui ont du sens pour eux pourraient booster leur motivation. De plus, ils pourraient ressentir de la satisfaction et un accomplissement de soi dans leur identité désirée mais aussi être reconnu socialement dans leur identité assignée et donc permettre un plus grand engagement de leur part dans le travail.

Finalement, nos analyses montrent que les valeurs et les aspirations des jeunes en situation de Neet diffèrent quelque peu des valeurs mises en avant par Olivier Galland dans notre revue de littérature. Bien que Galland mette en avant la valeur du travail comme très importante pour les jeunes communément aux jeunes en situation de Neet, ces derniers eux ne parlent pas d'écologie, ni de faim dans le monde, ni de violences faites aux femmes, ni de terrorisme. Leurs aspirations et leurs valeurs sont plutôt liées à leur état de privation de moyens financiers, de travail de qualité, de formation ou de reconnaissance sociale. En effet, les tensions structurelles et existentielles qu'ils rencontrent générant des incertitudes matérielles et normatives influencent leurs aspirations et leurs valeurs. La valeur de la famille est aussi moins présente dans les points importants soulevés par les jeunes en situation de Neet. On pourrait supposer que les trajectoires familiales parfois chaotiques ou toxiques et particulièrement présentes chez certains jeunes en situation de Neet interviewés pourraient influencer ce rapport avec la famille. Aussi, la moitié d'entre eux voulaient prendre leur autonomie et se démarquer de leur famille, à côté de ceux qui y étaient déjà. Ce qui veut dire que le jeune en situation de Neet a besoin de

créer ses propres normes familiales au-delà de celles de ses parents et de sa famille et donc de se construire une identité personnelle.

3. Pilier 3 : Individus, sujets et acteurs

3.1 Revue de littérature

3.1.1 La construction de l'identité à travers les mutations de notre société

Pendant une journée d'études en 2002, Marie Verhoeven explique que l'identité individuelle se construit à travers les transformations sociétales décrites précédemment dans le chapitre sur l'Etat social actif. En effet, le sujet trouve ses formes identitaires dans une société où la responsabilisation, l'autonomisation et l'autoréalisation de l'individu dans une complexité de valeurs sont mises en avant. Dans une logique de performance et de compétitivité économique, où le capital financier prend la place du capital industriel (Castel R. 2010), de nouvelles vulnérabilités sociales et individuelles apparaissent et l'exclusion d'antan liées aux classes sociales s'individualise avec le risque individuel de rompre le lien social entraînant ainsi l'isolement, la dépression et le sans-abrisme (Verhoeven M. 2002).

Claude Dubar en 2010 quant à lui, met en avant que depuis les années 60-70 notre société rencontre une crise des identités dans les domaines tels que l'économie, la sphère privée ou encore dans les croyances symboliques relatives à la politique ou la religion. Il rappelle la notion de « crise » qui vient du mot grec « crisis » qui veut dire décision, décision qui vient faire bifurquer un processus qui était engagé et qui correspond à une « période » comme la crise d'adolescence ou une crise économique avec un crash, une période de récession et puis une relance vers un assainissement. Ces crises momentanées s'insèrent dans une crise « globale » touchant de ce point de vue tous les aspects de la vie comme la technologie, l'écriture, la politique... Selon Dubar, c'est une crise de « l'Etat nation » comme l'appelle Castel et de mondialisation économique certes mais surtout une **crise des catégorisations** c'est-à-dire des manières de se définir, de dire le monde, mais aussi dans la manière de penser. Les jeunes, selon Dubar, ont souvent des récits de vie éclatés, et complexes ce qui note une perte de sens dans les modèles catégoriels du passé.

D'un point de vue social, les formes d'identification d'autrefois tendent à changer dans un processus qui consiste à ce que les anciennes formes sociales « communautaires » soient remplacées par des nouvelles formes appelées « sociétales » ce qui a comme conséquence que

des incertitudes se créent dans un individualisme qui sépare et une « *subjectivité autonome* ». La forme communautaire repose sur le fait qu'au départ les individus ont le sentiment d'appartenir à une même collectivité ou à une communauté, et qu'ils respectent des traditions et des valeurs communes. La forme sociétaire fait référence à des relations sociales basées sur le compromis ou la coordination d'intérêts réfléchis de manière rationnelle par rapport aux valeurs ou aux finalités. On peut citer comme exemples l'échange marchand et la rationalité économique ou encore le rassemblement de personnes avec les mêmes intérêts mais avec des périodes plus temporaires. Cette nouvelle forme engendrerait selon Dubar, de l'angoisse quand d'autres diraient qu'elle renvoie à un sentiment de liberté. Donc, avant les années 60, les individus se rattachaient à une communauté stable pour se créer une identité comme l'Eglise chrétienne, mais petit à petit c'est le système dit « sociétaire » qui prend le dessus, avec une vision plus *réflexive* qui consiste à « *argumenter, discuter, proposer des versions de soi-même* »⁴⁴ et donc tournée sur soi. Une deuxième forme « sociétaire » serait une vision « *narrative* » définissant l'identification personnelle par l'action que l'on fait et par le langage dans les récits biographiques, ou les histoires de vie. Comment on parle de soi, et comment on parle des autres fait partie intégrante de la construction de l'identité personnelle et fait que son identité ait un sens. Par ailleurs, il s'agit d'agencer le ou les liens à travers des champs différents et à des moments différents de son histoire. Attention toutefois que si la situation de la personne change, la manière de raconter son histoire sera différente.

Enfin, Dubar pose le concept de « *mise en commun du lien social* » par l'importance des interactions sociales avec l'environnement de l'individu et son appartenance à des groupes sociaux dans la construction identitaire. Ces groupes sont multiples et changent dans l'existence.

Aussi, le « souci de soi » concept de Michel Foucault cité par Dubar (2000) prend tout son sens car cette nouvelle société plus individualiste tend à ce que le « *sujet apprenant de l'école* » ou de « *compétences* » de l'entreprise puisse interagir dans une logique de subjectivité c'est-à-dire dans la façon dont l'individu se construit, dans une constante responsabilisation et remise en question.

Par ailleurs, se calquant sur Norbert Elias, C. Dubar part du postulat qu'il n'y a pas d'identité du « Je » sans identité du « Nous », et il remet en question la dominance de la communauté sur l'individu et l'identification par le rôle qu'il y tiendrait. En effet, dans cette mutation, d'après Dubar, l'humain passerait d'un grand « nous » (la communauté) qui insère des petits « je » à

⁴⁴ Dubar, C. (2010). *La crise des identités: L'interprétation d'une mutation*. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.dubar.2010.01>

un grand « je » qui essaie d'articuler des petits « nous ». On changerait donc régulièrement d'appartenance et de lien tout au long de sa vie (Dubar C., 2010)

L'identité professionnelle

Dubar nous propose ce concept qui peut s'appliquer dans le milieu professionnel mais aussi dans celui de l'insertion socioprofessionnelle. C. Dubar s'appuie sur une expérience empirique dans le milieu entrepreneurial entre 1986 et 1990. Il développe ainsi une thèse qui traite des « *identités au travail* » et « *des logiques d'acteurs en organisation* », en mettant en exergue les trajectoires et les biographies dans le secteur du travail et de l'emploi. Cette thèse s'inscrit dans un contexte où le travail se trouve en pleine mutation. En effet, le mot « *qualification* » devient « *compétences individuelles* » déterminées par l'entreprise sur base des performances au travail. Le concept collectif du droit au travail négocié et inscrit dans les conventions collectives de travail change vers une notion libérale d'entreprise individualisée. C'est donc un changement dans la manière de penser de la part des entreprises dans un contexte « *d'effritement de la société salariale* » où « *l'ancienne société salariale, industrielle, manuelle, conflictuelle et négociatrice a fait place à une nouvelle, tertiarisée, informatisée, moins conflictuelle mais moins régulée.* »⁴⁵. En outre, l'individu est incité par le monde de l'entreprise à se former de manière continue et il se doit d'être mobile au risque de se voir exclu. Il doit donc constamment renforcer ses compétences afin de maintenir son « employabilité » sur le marché de l'emploi.

Face à ce constat, Claude Dubar essaie à travers des récits de vie et des observations de comprendre les différentes positions des trajectoires de travail face à ce « management social » et à la « *rationalisation des ressources humaines* ». Selon lui, les manières de parler du travail et de l'emploi de la part des salariés sont tout à fait diverses, ce qui peut être retranscrit en différentes formes identitaires.

Il catégorise donc quatre formes d'identification dans le milieu professionnel

Tout d'abord « *l'identité d'entreprise* » impliquant des salariés en accord avec les actions et les discours des managers et qui sont prêt à tout donner pour l'entreprise en vue d'une promotion. En effet, ces employés transmettront de manière identique l'information que diffusent les managers de l'entreprise où ils travaillent. Et ceux repérés comme les plus « compétents » aideront les autres à se mobiliser pour acquérir les mêmes compétences.

⁴⁵ Dubar, C. (2010). *La crise des identités: L'interprétation d'une mutation*. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.dubar.2010.01>

Deuxièmement les salariés qui auront avec le travail « *un rapport instrumental et d'extériorité par rapport au travail*, Sainsaulieu l'avait appelé **l'identité de « retraits » ou « de repli sur soi »**⁴⁶ on travaille pour gagner sa vie, ou on veut travailler moins pour gagner plus. Si les formations ne permettent pas de gagner plus alors « on n'a qu'à venir nous former ». Cette forme d'identification n'est pas compatible vers une autre orientation professionnelle et concerne tous les aspects de la vie marqués par une désocialisation et des salariés « *hors compétences* » et « *marginalisés* » sujets à être exclu (Dubar, 2010).

Une autre identité dite « *catégorielle* » est « **l'identité de métier** »⁴⁷, c'est le perfectionnement à l'intérieur de son métier, l'identité se réfère à un métier en particulier et aux gens qui ont le même métier. « *Moi je suis mécanicien et je me suis spécialisé dans toutes les branches comme la mécanique de l'agriculture, la mécanique auto, moto...* »

Cet aspect est très en crise car le nouveau management n'a pas du tout le souci d'un métier en particulier mais bien dans les compétences que chacun peut avoir. En effet, dans les interviews effectués, malgré que le jeune mécanicien interviewé soit employé comme mécanicien, il était appelé à travailler dans une certaine polyvalence comme monter des armoires, déboucher des toilettes ou encore piloter une grue. Auparavant, on pouvait se référer à l'existence d'une « communauté » où des manières de faire et de penser étaient transmises au sein d'une collectivité qui adhère à des valeurs communes et qui ont les mêmes repères, ce qui engendrait une certaine *stabilité de règles*. Ce « *monde intérieur* » comme l'appelle C. Dubar est désormais fragilisé par une politique publique plus libérale faite d'incertitudes. Cette crise d'identité touche particulièrement des métiers comme les artisans, les ouvriers, les anciens paysans mais aussi le salariat de la fonction publique qui se sent peu reconnu et menacé dans ses droits.

Une quatrième forme identitaire est la forme liée aux diplômes appelée « **l'identité de réseau** », basée sur des jeunes diplômés et se sentant exclus. « *Le diplôme n'a aucun rapport avec ce qu'on a appris, on est déclassés, si l'entreprise ne nous reconnaît pas on s'en va* »⁴⁸, ce qui induit que l'individu se sentant exclu envisage « *une mobilité volontaire* » avec le risque d'une précarité consciente et identificatrice. Cette forme d'identification est très individualiste, au sein de réseaux composés de liens affectifs fragiles et instables et avec des personnes qui partagent le même rêve. Elle implique des expériences courtes de travail avec une exploration constante dont on tire une expérience enrichissante.

⁴⁶ Dubar, C. (2010). *La crise des identités: L'interprétation d'une mutation*. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.dubar.2010.01>

⁴⁷ Ibidem

⁴⁸ Ibid

La forme « réseau » se construit à travers la mondialisation, l'épanouissement personnel, la réalisation de soi, la responsabilité individuelle et le développement de ses compétences », mais dans un climat constant fait « d'incertitudes, d'instabilité et de manque de reconnaissance dans l'identité professionnelle partie centrale de l'identité personnelle »⁴⁹.

Par ailleurs, il sera important pour l'individu dans sa construction identitaire de trouver un sens dans son activité.

Aussi, à côté de la construction de l'identité professionnelle, l'individu doit pouvoir trouver ses ressources pour se construire à travers plusieurs champs tels que la famille, la biographie, la politique, le travail, les politiques sociales et éducatives, les relations interpersonnelles ou dans la rue et doivent se juxtaposer aux trajectoires professionnelles « tout au long de la vie » (Dubar, 2010). A travers tous ces champs, il pointe deux sortes d'individualisme : ***l'individualisme positif*** qui est le fait de reconnaître sa valeur, se revendiquer comme un individu responsable autonome, gérant sa vie, réflexif et ***l'individualisme négatif*** montre une négation de soi et de sa valeur dans la précarité par exemple, et qui se détermine par le sentiment de rejet dans les liens traditionnels comme dans le travail, dans le rôle conjugal ... Ce concept se réfère au concept de « désaffiliation » de Robert Castel (Dubar, 2010).

Selon Dubar, pour beaucoup de jeunes, les formes identitaires « pour autrui » ou « pour soi » dénotent des difficultés à se projeter dans l'avenir rempli d'incertitudes quant aux futurs projets, dans une conjoncture qui ne favorise pas la construction d'une identité collective. Les anciennes traditions et les contextes collectifs d'antan semblent désuets et le sens de ce que l'on fait s'inscrit dans un quotidien très éparse ce qui impacte l'identification personnelle. L'engagement dans le collectif est également affecté. Toutefois, « les nouveaux engagements » véhiculés par les médias permettent par la narration d'affirmer ses valeurs contre le racisme, l'injustice, les exclusions etc.

Finalement pour Dubar s'appuyant sur Norbert Elias, une crise est un processus inévitable pour la construction identitaire personnelle (Je) et collective (Nous) dans les champs économiques, sociaux et symboliques. C'est ce qui permet de se remettre en question et de changer. La définition de soi et des autres dans la sphère publique, privée et professionnelle se révèle plutôt par des attitudes réactionnelles aux exigences de performance de notre société et elle se caractérise par des liens sociaux interpersonnels souvent éphémères. Par ailleurs cet

⁴⁹Dubar, C. (2010). *La crise des identités: L'interprétation d'une mutation*. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.dubar.2010.01>

individualisme croissant ne veut pas dire que l'individu prime sur le collectif car il n'y pas d'identité collective sans identité individuelle et vice versa. En outre, le « *sujet* » acteur de sa vie au fil du temps se construit dans la relation avec l'autre *dans une reconnaissance mutuelle* en refusant les rapports d'autorité et de subordination, ce qui veut dire que l'individu doit lui-même améliorer ses conditions de vie en s'impliquant et en argumentant dans des actions collectives fondées par des individus avec les mêmes valeurs et intérêts mais aussi pour et par lui-même en utilisant par exemple les institutions comme ressource. L'identité « *pour soi* » et non plus « *pour autrui* » induits auparavant par des modèles culturels stables amène à exposer dangereusement l'individu à la précarité et à des crises personnelles. Néanmoins, elle permet aussi de se réaliser et de se libérer des liens de domination locaux avec la condition de pouvoir « *se dire* » dans un « *je* » réflexif et donc dans une expression de soi au sein de réseaux faits de relations interpersonnelles du privé, du public ou du professionnel.

Pour pouvoir faciliter la compréhension de la subjectivité d'un individu et d'y trouver du sens, il sera également important d'y articuler le récit biographique de la personne et la manière dont il le raconte à un moment T car elle pourrait changer au fil du temps. Il est également pertinent d'aborder la construction de l'identité d'un individu par des disciplines différentes comme la sociologie, la psychologie, l'anthropologie, etc. afin de comprendre de manière globale ce qui peut influencer l'individu dans la manière de se définir et de définir l'autre.

Finalement, l'identité personnelle selon Dubar « *n'est pas quelque chose d'acquis puisqu'il se construit tout au long de la vie* »⁵⁰(Dubar, 2010)

3.1.3. Le poids des politiques sociales sur la construction identitaire des jeunes en situation de Neet

Dubet : « l'affirmation du droit des individus à être les sujets de leur propre vie n'est acceptable que si ces individus sont suffisamment armés pour affronter les épreuves de leur liberté et de leur responsabilité » (Rosanvallon, Refaire société, p85)

« L'emprise des institutions est la condition même de la formation d'individus et d'acteurs parce qu'elle oblige les hommes à développer leur capacité d'être sujets de leur vie. L'ambiguïté structurelle est de faire croire et espérer l'individu et les possibilités de réalisation identitaire »⁵¹(Bajoit G, 2000)

⁵⁰ Dubar, C. (2010). *La crise des identités: L'interprétation d'une mutation*. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.dubar.2010.01>

⁵¹ Bajoit G. (2000), « *Qu'est-ce que la socialisation ?* », in Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J-M., *Jeunesse et société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, Ed. De Boeck Université

Dans un contexte où on impose un mouvement constant à l'individu pour être « acteur » de son projet de vie, il nous semble intéressant de commencer par différencier le sujet et l'acteur comme le fait Wieviorka lors d'un interview en 2013. Selon lui, il est indispensable de considérer le sujet pour mieux comprendre l'action et comment le monde se transforme. Le sujet renvoie à l'individu en tant qu'être singulier avec ses aspirations, ses besoins, son identité, ses valeurs, ses émotions et façonné par son histoire personnelle. Le sujet aurait la capacité de s'adapter en fonction des différentes expériences et contextes auxquels il serait confronté. L'acteur en tant qu'agent social, pour donner sens à sa vie et pour produire des changements, aurait la capacité d'agir et de prendre des initiatives pour jouer son rôle dans la société. Cependant, le sujet n'est pas stable, et il n'aurait pas toujours la capacité de rentrer en action en fonction du moment ou du contexte mais aussi en fonction des conditions et des possibilités qu'il a à disposition. Pour rentrer en action, il faut qu'il trouve du sens non seulement à son existence mais aussi dans la signification de ses actions, que ce soit dans les actions individuelles ou dans les actions collectives. Pour cela, il est important selon Wieviorka de se pencher **sur les processus** qui font en sorte que l'individu se construise et se réalise (individualisme positif chez Dubar) ou se déconstruise par les contraintes et les obstacles qu'il rencontre qu'il appelle la désubjectivation (individualisme négatif chez Dubar, désaffiliation chez Castel). Cette « désubjectivation » chez le jeune qui est le fait de fragiliser le jeune dans ses dimensions identitaires ou sociales freine les actions et peut provoquer des comportements négatifs comme la délinquance ou la violence par exemple. Wieviorka pointe aussi le fait que tout le monde n'a pas la capacité de rentrer en action, en effet c'est le cas des jeunes de quartiers défavorisés ou populaires qui ont du mal à se construire et à trouver du sens à leur existence. La violence remarquée chez certains de ces jeunes est ce qu'ils ont trouvé pour remplir le vide de sens à des moments donnés (Wieviorka, 2013).

D'autre part, l'âge 18-30 ans qui représente la tranche d'âge où sont catégorisés les jeunes en situation de « Neet » représente une période où l'individu sort de l'adolescence et va vers l'âge adulte dans une construction de « soi ». Cette période est caractérisée par des variations d'expériences non définies causées par le fait que les rôles qu'ils doivent tenir sont moins définis que les autres âges de la vie, mais aussi par une grande mobilité dans leur façon de se définir (départs et arrivées dans des mondes différents comme l'école, le travail, le couple, etc.). C'est le moment où ils devraient avoir une plus grande liberté dans leur manière de vivre ou d'être. Ce sentiment d'être « entre deux » s'inscrit dans une période où les aspects psychologiques sont instables dans une remise en question constante où l'individu explore son

identité mais aussi ses possibilités pour donner sens à sa vie. Cette recherche identitaire s'assied à côté de la réflexion quant au type d'adulte qu'il veut ou peut être. C'est aussi à ce moment qu'il réalisera les contraintes et les obstacles éventuels à cette autoréalisation et qu'il devra constamment s'adapter au contexte néo-libéral. (Cohen-Scali V. & Pouyaud J. & Guichard J., 2019). Aussi, comme on l'a vu, il apparaît que le contexte sociétal actuel crée des épreuves communes chez les jeunes comme la peur d'être dévié de ses aspirations et de ses choix et donc d'un « *désajustement par rapport à soi* »⁵². La pression sociale qui s'ajuste au marché du travail écarte souvent le jeune de l'orientation qu'il veut donner à sa vie et touche donc à l'essence même de sa construction identitaire en lui induisant souvent de laisser tomber ses aspirations ou ses rêves pour sortir glorieux de la compétition, ce qui crée des tensions existentielles comme on a pu le voir dans le chapitre précédent en risquant ainsi une « *dissociation de soi vis-à-vis du système* »⁵³ Le jeune est donc pris en étau entre « être » et trouver sa place dans la société (Van de Velde, 2016).

A côté de cela, alors que les promesses de l'Etat social actif dans le discours de 1999 du Ministre Vandembroecke visaient une construction de soi, un « projet » de soi chez l'individu en permettant par exemple à l'individu de s'investir dans des causes qui lui tiennent à cœur etc., on peut constater que les contraintes structurelles et les politiques sociales globales y mettent clairement des freins, dans un rapport de domination sociale. En effet, d'après Jean Blairon lors d'un colloque en 2018, Blairon repère des politiques sociales non adaptées.

Tout d'abord, les politiques sociales en matière d'insertion socioprofessionnelle s'orientent principalement sur l'axe de l'intégration par le travail, et ne tiennent pas compte des difficultés sociales telles que trouver un logement, des éventuelles addictions, difficultés familiales etc. Ensuite, les politiques pensent que la dégressivité des allocations peut booster les recherches d'emploi. Or, la précarité représente un frein énorme à l'insertion socioprofessionnelle (difficultés liées au logement, au coût de la mobilité, ...) et à la construction positive de soi. Troisièmement, l'aide contrainte ne laisse pas aux personnes l'occasion d'être en confiance pour travailler sur les facteurs contribuant à cette situation de Neet (Blairon J., 2018).

Aussi, Blairon et Mahy expliquent qu'on peut observer que le jeune en situation de Neet tend à être formaté par une institution totalitaire où la réalisation de soi passe au second plan.

⁵² Van de Velde, C. (2016). *Sous la colère, les épreuves du devenir adulte en monde néolibéral*. In Informations sociales, 195, 48-53. <https://doi.org/10.3917/inso.195.0048>, consulté le 05 juillet 2023

⁵³ Ibidem

L'identité des jeunes en situation de Neet serait détruite ou fortement cadrée à travers une politique sociale trop bureaucratique. Ces affirmations sont confirmées dans les discours des jeunes relevés lors de la recherche qualitative menée par Blairon et Mahy en 2017. On peut remarquer que les politiques sociales mises en place pour « activer » les jeunes en situation de Neet peuvent être paradoxales voire violentes et impactent souvent leur construction identitaire et leur subjectivité (Blairon J. & Mahy C., 2017). Cette enquête révèle des procédés délétères pour la subjectivation d'un jeune tels que l'exercice de l'arbitraire de la part de certains agents, une imposition dans la planification des actions du jeune, le déni des caractéristiques de l'adulte, la familiarité ou l'autorité dans la manière de parler, la violation de la sphère privée, une obligation dans les procédures, des situations d'humiliation, ou encore une intransigeance parfois absurde. Les jeunes interviewés dans l'enquête de Blairon et de Mahy en 2017 témoignaient de surcroît qu'ils étaient remis à l'ordre ou ignorés quand ils exprimaient leur désaccord. Ces constats démontrent à quel point les institutions gouvernementales telles que le Forem ou les CPAS ayant le pouvoir d'octroyer ou non la protection sociale peuvent dans leurs procédures mises en place atteindre au subjectivisme du jeune en situation de Neet dans une injonction paradoxale d'individualité. Donc, les capacités d'agir et de construire son identité de manière positive sont limitées ou entravées dans les possibilités que l'Etat lui offre. Ce qui compte pour les pouvoirs publics ce n'est pas tant la participation à la société ou la réalisation de soi mais plutôt l'intégration de l'individu dans un marché du travail déterminé dans le cadre d'un contrôle individualisé (Blairon J & Mahy C. 2017). Certains témoignages ont démontré que si l'individu privilégie un travail informel comme prendre soin d'un proche malade, s'engager dans du volontariat, ou encore donner de l'importance à une activité culturelle ou artistique, ces individus se voient sanctionnés dans leurs droits ou complètement exclus. Or, la subjectivation ou la construction de soi dans un individualisme positif (cfr Dubar), reste un enjeu social fondamental relatif à la liberté et à l'égalité (Blairon J. & Mahy C., 2017). Aussi, l'échec serait attribué à la seule responsabilité du jeune et non à la collectivité.

Certes, le travail reste le grand intégrateur comme le confirme Patricia Vendramin en 2020, mais ces politiques sociales ne tiennent pas compte ou très peu des difficultés et des limites individuelles de l'ordre de l'aspect relationnel ou du lien social. Or, selon Castel si un des axes est fragilisé (axe travail, axe liens sociaux) l'autre le sera également (Blairon J., 2018). Les jeunes en situation de Neet alternent et cumulent les difficultés sur les deux axes comme on l'a vu dans le chapitre sur les trajectoires. Certains jeunes en situation de Neet rencontrent tellement d'épreuves sociales ou ont eu tellement « d'orages de la vie » qu'il est difficile de renforcer « l'employabilité » préconisé par l'Etat social actif, sans aide extérieure

d'associations par exemple ou de solidarités sous toutes ses formes. Or, les politiques sociales n'en tiennent pas compte en imposant « des aides cadastrées pour des trajectoires singulières » tout en contrôlant ces jeunes qui peinent déjà à combler le vide de sens liés à leurs parcours de vie complexes (Blairon J & Mahy C. 2017). Le contexte sociétal actuel crée un sentiment d'injustice chez les jeunes où la règle qui se veut générale n'est pas adaptée à la réalité et ne tient pas compte des particularités de chacun ou des discriminations rencontrées. Si la règle apparaît comme inadéquate, elle ne peut pas être acceptée comme légitime. (Rosanvallon P. 2023). Finalement, ce nouvel esprit capitaliste, où on demande au jeune d'être « entrepreneur de sa vie », de changer de projets de vie dans une grande flexibilité ou de s'adapter constamment semble un leurre en termes de retombées financières ou de moyens financiers. Pour tenir devant ce système, les capitaux au préalable ou les solidarités familiales sont indispensables pour se permettre de jongler avec les opportunités et les coups durs sans risquer la précarité (Blairon J., & Mahy C. 2017). Or, on a constaté dans le chapitre sur les trajectoires des jeunes en situation de Neet que c'était rarement le cas pour eux.

Donc, *« La situation des « NEET » ne se caractérise pas comme un vide ou une identité particulière, mais comme le résultat peut-être provisoire de la soumission à un enchaînement chaotique de mouvements « de descente » contraints : trous noirs, courts-circuits, impasses entremêlent des problèmes rencontrés sur l'axe de l'intégration et de l'insertion et des réponses sociales et politiques inadaptées »*⁵⁴ (Blairon J., 2018)

3.1.2. La gestion de soi chez les jeunes face aux épreuves et aux tensions

Comme nous l'avons vu, le contexte actuel néo-libéral et les mutations culturelles où les valeurs changent causent des tensions structurelles et existentielles. Ces tensions donnent l'impression à l'individu que quoi qu'il entreprenne, il ne peut pas s'accomplir pleinement car ce n'est pas ce qu'il aurait voulu au départ. De plus, il ne sent pas réellement reconnu dans la société et les engagements qu'il prend envers soi ou la société ne paraissent jamais stables dans le temps ou sécurisés. Le jeune essaiera toutefois de travailler sur lui. Il essaiera de concilier son rapport au social (id.assignée) avec ses engagements (id. engagée) et avec son rapport à lui-même (id.imaginée) (Bajoit G, 2000). S'il privilégie son rapport à la société, il sera tiraillé entre se

⁵⁴ Blairon J. (2018), « *Quelques mécanismes qui fabriquent de la désaffiliation* », Colloque organisé sur le thème de l'accompagnement des jeunes « Neet » par la Maison de l'Emploi d'Andenne, Andenn'AMO et partenaires « We neets you », in : intermag.be, <https://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2018m10n2.pdf>, consulté le 06 août 2024

conformer ou se rebeller. S'il se focalise sur son identité imaginée, il essaiera d'avoir de l'estime pour lui-même, mais sera tiraillé entre son authenticité ou tenir compte de l'avis des autres et enfin en travaillant sur ses engagements, il devra choisir entre s'adapter et innover et persévérer dans son projet (Bajoit G. 2000).

Une enquête de Franssen et Bajoit auprès de jeunes dans les années 90, nous indique « *trois grandes conceptions de la réussite dans la vie* ». Tout d'abord ceux qui attachent plus d'importance à la reconnaissance sociale et qui pensent que réussir c'est « *se faire une place dans la société* »⁵⁵ comme le pensaient les grands-parents. Ils se battent pour cela, malgré que ce soit compliqué à cause des incertitudes. Ensuite, ceux qui privilégient l'accomplissement personnel et qui luttent pour défendre leur projet de « soi » malgré l'étiquette d'égoïste qu'on pourrait leur attribuer. Troisièmement, ceux qui veulent composer avec les deux façons de fonctionner, qui souvent n'y arrivent pas et qui sont dans un flou à se demander ce qu'ils pourraient faire, être, ou devenir (Bajoit 2004).

Six logiques du sujet sont ainsi proposées expliquant les comportements des jeunes pour faire face à ce contexte d'injonctions insécure et instable.

Deux modes de recherche de reconnaissance sociale :

- a. *La logique de mobilité* : régit par des valeurs de performance et de compétition dans ce monde de loups, ils luttent et s'acharnent pour s'élever au niveau social
- b. *La logique d'intégration* : ils veulent un minimum pour pouvoir vivre décemment et fonder un foyer en se basant sur des « *valeurs sûres* » traditionnelles (religieuses, politiques, familiales...) et affirmée de manière radicale.

Deux modes de recherche de l'autoréalisation personnelle :

- a. *La logique de l'authenticité* : axée sur la passion ou la vocation, l'autoréalisation et l'autonomie sont très importantes pour eux même s'ils savent que ces valeurs sont encore considérées de manière péjorative comme « *individualiste ou égoïste* ».⁵⁶
- b. *La logique hédoniste* : certains estiment que le monde est « pourri ». Ils décident donc de profiter de la vie et du moment présent.

Deux modes de recherche de la consonnance existentielle :

- a. *La logique pragmatique* : Le rêve d'une autre vie apporte la force à ces jeunes de continuer la leur. L'action pratique, l'adaptation et l'autoréalisation sont importantes pour eux

⁵⁵ Bajoit G. (2004), *Les jeunes en quête de sens dans un monde incertain*, in : Ecole lien , <http://www.ecolelien.org/uploads/2/4/1/3/24138103/bajoit-gnrations2.pdf>, consulté le 05 août 2024

⁵⁶ Ibidem

- b. *La logique anomique* : ce sont des comportements de repli sur soi, seuls dans leur chambre par exemple. Ils n'arrivent pas à lutter et ne savent pas ce qu'ils veulent pour leur futur ce qui peut conduire aux diverses dépendances ou à la délinquance.

Bajoit insiste sur le fait que ces concepts ne doivent pas être utilisés pour mettre les jeunes dans des cases car ces jeunes peuvent combiner ces logiques ou faire des allers-retours entre l'une ou l'autre. Ces difficultés sont mises en avant pour comprendre que la construction identitaire passe par le désir d'être reconnu par la société, de s'accomplir et de se sentir existé (Bajoit, 2004).

Dans ce processus de « travail du sujet », Bajoit comme Dubar accorde de l'importance au récit. Le jeune se forge tout d'abord une idée de lui-même et se récite en donnant des arguments et en se justifiant pour gérer les tensions existentielles qui le traverse dans les relations avec les autres individus et les institutions. Plus les tensions sont fortes entre les trois pôles vus ci-dessus et plus le sujet se répète ce récit. Il finit par y croire et se veut cohérent auprès des autres de manière consciente ou inconsciente. G. Bajoit établit que lors de cette étape, l'individu peut se raconter de deux manières différentes et identifie la capacité « *d'accommodation* » et la capacité de « *distanciation* ». La première manière de raconter laisse l'individu se justifier à lui-même et aux autres dans les actions qu'il entreprend, ce qui lui permet de garder confiance en lui et de se remotiver. C'est aussi pouvoir rêver un avenir meilleur, espérer positivement ou oublier la réalité en « se racontant des histoires ». C'est en quelque sorte ruser pour s'adapter au social et à soi-même. La capacité de distanciation se veut être quant à elle une manière plus réflexive et objective du sujet à se raconter et donc une capacité à se remettre en question. Dans ce point de vue également, le jeune se détachant et restant neutre analyse les fondements de l'institution et sa légitimité ; s'interroge sur les injonctions sociales et culturelles que l'institution exerce sur lui (Bajoit G, 2000). Une autre stratégie « *de projection* » (*dire qui on est*) s'ajoute aux deux autres. Il s'agit ici pour le sujet d'effectuer des choix et de définir qui il est dans une sorte d'entre deux envers les attentes de l'autre. On n'est pas totalement intégrés mais on n'est pas non plus totalement en retrait par rapport aux attentes des autres (Franssen A, A. & Lemaigre T. 1998).

3.2. Le travail sur soi chez nos jeunes interviewés

3.2.1. Le jeune résiste

...Je suis en colocation.... avec la société ouais c'est ça...c'est-à-dire ? J'essaie de trouver ma place tout en faisant en sorte que euh ... allez quand t'es en colocation tu dois faire attention à

toi parce qu'il y a l'autre et là moi je fais attention à mes objectifs et tout j'essaye de rentrer un minimum dans cette société tout en n'y rentrant pas à 100% parce que je peux pas rentrer à 100% dedans... et donc j'ai pas besoin d'argent, je crache dessus... donc je vis en colocation... ». On peut constater que le jeune est en colère, en effet, il ressent qu'il ne peut pas faire ce qu'il veut et qu'il doit surmonter des obstacles liés aux attentes de la société. Il se trouve dans une logique de projection où il est entre deux, pas complètement intégré mais pas non plus impliqué.

« ...qu'on arrête de me mettre une étiquette j'ai passé ma vie à ce qu'on me mette pleins d'étiquettes sur la tête hé moi j'en ai marre je les retire je suis là mais c'est bon ! » (Bryan) Le jeune ressent de la stigmatisation, et une sorte de déni de reconnaissance par rapport à ce qu'il est. Il explique qu'il est présent en répondant à certaines attentes mais ses revendications identitaires personnelles par rapport à la société sont plus fortes.

« Je suis dans la merde, je suis dans la merde ! (rire) »(Bryan). Il relativise la situation avec un sentiment d'impuissance.

Dans son récit, Bella veut montrer une belle image d'elle-même malgré ses difficultés : *« moi j'éduque bien mes enfants, je leur inculque les bonnes valeurs !... Quand j'en vois certaines, elles ne s'occupent pas de leurs enfants !... Moi je vais pas rester toute ma vie au CPAS, j'ai fait des études ! » (Bella)* Ce qui est important pour elle au moment de l'entretien, c'est de nous montrer une présentation d'elle-même positive et de préserver les apparences. Aussi cette stratégie veut qu'elle tente de se différencier des autres « assujettis » au CPAS.

« Moi j'ai toujours travaillé ! Moi j'ai tout !... Mon but c'est de travailler pas de chômer ! Maintenant il y a des jeunes, ils ne foutent rien ! » (Quentin) Malgré son statut de « chômeur », Quentin ne veut pas s'identifier aux autres, ni aux jeunes et ni aux chômeurs et veut nous montrer dans son récit qu'il n'est pas comme les autres. Ses ennuis de santé ne lui permettant plus de travailler comme avant dans des métiers manuels lui renvoient une identité négative par rapport à ses capacités, mais pas une seule fois il n'en a parlé. Il a toujours montré une image de quelqu'un qui n'a pas besoin d'argent, or qu'il en soit conscient ou non, se réorienter peut prendre du temps et le manque d'argent peut arriver très vite ou est déjà présent. Quoi qu'il en soit, cette résistance ou ce déni face à une situation de manque dans la manière de se raconter

le ramène à un sentiment plus positif de sa personne dans la perception que nous pouvons avoir de lui mais aussi dans sa propre perception.

3.2.2. Le jeune s'accommode

Dans une logique de mobilité, Loredana fait ce qu'on lui dit, « ...ici je vais commencer à faire une formation en secrétariat... comme ça je pourrai avoir ma voiture, ma maison une situation stable et solide ...pouvoir justement sortir la tête de l'eau et d'être indépendante... ...pour l'instant de ce que je vois on a quand même la chance d'être dans un pays où on est aidé c'est peut-être ma mentalité qui me pousse à faire quelque chose de ma vie » (Loredana) Malgré qu'elle n'ait pas eu d'expérience de travail stable et ait souvent changé de formations. Elle suit les conseils du Forem et va de formation en formation en espérant des jours meilleurs. Pourtant, elle se rend compte que ça va être difficile mais ne le montre pas et se convainc que si elle suit la formation elle aura un avenir meilleur.

« je suis à 1500 euros mais un travailleur qui n'a pas son CESS va toucher quoi 1600 donc dans un sens faut vraiment être motivé pour aller travailler... » Pourtant elle n'y croit pas vraiment.

« Moi je sors pas trop... avant oui...mes copains ils sortent... mais bon moi non... je pense à construire mon futur... je suis souvent dans ma chambre, je joue aux jeux... mais je vais reprendre mes études... » (Nicolas) Au niveau relationnel, les échanges sociaux sont limités. Quand il était étudiant, Nicolas avait des amis maintenant il les voit moins comme s'il ne voulait pas affronter le fait qu'il ne soit plus comme les autres aux études. Il s'exclut de son cercle d'amis. Par cette stratégie, son identité personnelle n'est pas entachée par la privation et par la perception négative que les autres pourraient avoir de lui. Aussi, il s'adapte au système et fait ce qu'il faut « j'ai suivi une formation pour apprendre à faire des CV... »

« ...de toute façon, pas le choix si je veux avoir un bon boulot je vais devoir faire une formation... ou reprendre mes études » (Nicolas) Il accepte donc d'être aidé par une institution et d'avoir des relations avec les structures qui peuvent l'aider.

3.2.3. Le jeune prend de la distance

« J'aurais avancé mais pas aussi vite mais comme il y avait l'obligation de venir ...j'aimais pas trop chercher du boulot...j'avais tendance à procrastiner (rire) » (Jordan) En prenant du recul par rapport à sa situation, il se rend compte que le fait d'avoir vu quelqu'un pour le guider

a été positif pour lui, et qu'il avait tendance à procrastiner. De plus, par le récit, il peut mettre des mots sur ce qu'il a vécu et sur les freins individuels qu'il a rencontrés.

« *Quand j'y pense, j'aurais pas pu avancer avec des parents comme j'avais, ils étaient méchants avec moi...maintenant je vois un psychologue pour avoir plus confiance en moi... »* (Francesca) Dans cette logique, et en prenant du recul, la jeune peut mieux comprendre les difficultés qu'elle a rencontrées et qui l'ont freinée et comprendre les raisons de certaines de ces actions passées. De plus, elle comprend qu'elle a besoin de mettre des mots sur les émotions vécues et de comprendre ce qu'il s'est passé dans sa trajectoire. Cela lui permettra donc de mieux avancer ou de mettre en place des actions pour évoluer vers l'emploi.

3.2.4 Le jeune concilie son accomplissement personnel, son désir de reconnaissance et ses engagements

« *J'essaie de trouver un juste milieu oui ...me trouver un travail qui m'handicape pas trop dans mes projets sur le côté... et ma manière de vivre... »* (Bryan) Le jeune travaille sur la conciliation entre ce que lui demande la société ou en tout cas ce qu'il pense qu'elle lui demande de faire et ses aspirations personnelles.

« *Je pense avoir une très grande force pour communiquer avec certaines personnes et pour m'adapter pour plein de choses »* (Alexia) On peut remarquer ici que la jeune est prête à beaucoup pour concilier son identité désirée avec le fait d'être reconnue socialement. (identité assignée)

« *moi j'aimerais ouvrir un magasin de cosmétiques bio parce que je trouve que c'est important d'utiliser des bons produits mais en même temps comme ça je pourrais avoir du temps pour moi et prendre soin de ma santé quand j'en ai besoin... »* (Alexia) En voulant ouvrir sa propre entreprise, la jeune peut se conformer aux exigences de la société et avoir un projet professionnel. Elle peut en même temps vivre de ses passions ou adapter son temps comme elle l'entend. Elle pourra donc s'engager avec motivation car il y a un équilibre entre les trois formes identitaires chez Bajoit.

« *Les gens ils en ont plus rien à foutre de rien, il n'ont plus de valeurs pour rien, plus de respect pour les gens donc heu pfff, en tout cas c'est pas les mêmes que les miennes...La société c'est de la merde, ça part en cacahouète... Je ne sais pas où est ma place dans la société, il n'y a pas de sens... J'ai pas vraiment beaucoup d'entourage...*

... je veux faire quelque chose par plaisir mais pas par obligation....j'aimerais rentrer à la police...on devrait pas plus contrôler les jeunes que les vieux, pour moi tout le monde devrait travailler » Le travail sur soi sera pour cette jeune de concilier son accomplissement personnel (id.désirée) qui est important pour elle avec les attentes de la société. Or, ce ne sera pas aisé car elle ne considère pas la société d'un bon œil. De plus la société lui semble injuste envers les jeunes. Les normes et les valeurs de la société n'ont aucun sens pour elle. Son but ne sera donc pas d'être reconnue par la société puisqu'elle n'y trouve pas de sens. Suivre une formation qu'elle aime pourra dès lors lui permettre de trouver du sens dans son action et ainsi faciliter le travail sur soi.

4. Pilier 4 : Les stratégies des jeunes en situation de Neet

4.1. Revue de littérature

4.1.1. Les réactions individuelles face au mécontentement

Selon Guy Bajoit, le mécontentement trouve différentes origines liées à l'insatisfaction dans les interactions sociales des individus situés dans différents systèmes (familial, sociétal, scolaire, organisationnel...). Ces insatisfactions sont relatives à des distributions inégales des différents biens collectifs (les biens concernent par exemple le travail, la scolarité, les revenus, les différents capitaux, l'autorité, les différents types de pouvoir et d'influence etc.). Ceci s'inscrit donc dans les inégalités sociales et économiques, les injustices, ou encore dans les aspirations non réalisées (Bajoit G, 1988 ; Franssen A., 2023). Les individus ne sont pas toujours conscients qu'ils soient privés d'un bien collectif et n'en ressentent pas toujours de la frustration. Néanmoins, le sociologue peut facilement détecter le fait que l'individu soit dans une position de privation par rapport à d'autres individus d'une même catégorie (Bajoit G. 1988, Franssen A. 2023). Par exemple, dans le sujet présent, nous pourrions dire que les jeunes ni en emploi, ni en enseignement et ni au travail sont privés de ces trois éléments par rapport aux autres jeunes de leur âge. Même si le travail n'est plus considéré comme central dans la construction de l'identité des jeunes et de leur intégration, et que d'autres valeurs sont importantes pour eux, il représente encore un revenu financier, une sécurité et un sentiment d'utilité sociale (Vendramin P. 2000). De plus, en se référant à la théorie de désaffiliation de Castel, les difficultés d'accès à la formation ou au travail (Blairon J. Mahy C., 2017) amènent vers la rupture des liens sociaux conduisant à la marginalisation, (Vendramin P. 2000) aux épreuves et aux tensions que l'on a expliquées plus haut. Face à ces constats, si l'on se reporte à la théorie de Bajoit sur le

mécontentement, on pourrait donc supposer que les jeunes en situation de Neet ne soient pas satisfaits au vu de leur situation quand ils se comparent aux autres. Aussi, l'insatisfaction s'établit dans un rapport gains-coûts dans un échange social qui se solde par davantage de coûts que de gains. Par exemple, trop d'énergie déployée pour un faible retour. L'identification que l'individu fait de son insatisfaction se déroule au sein d'une relation sociale. Cette relation implique un « *contrat* » qui induit une *coopération* entre les deux parties ainsi qu'un « contrôle social ». Cet échange social est réciproque certes mais comporte toujours une inégalité dans la question du pouvoir. Les deux partenaires auraient deux rôles distincts. L'un instituant la norme en l'occurrence ici l'Etat qui la fait respecter et fait pression sur le deuxième, ici le jeune (Bajoit G. 1988). Ce dernier doit obéir et se soumettre sous peine de réprimandes, de sanctions ou d'exclusion (Bajoit G. 1988, Franssen A. 2023). Pour les jeunes bénéficiant d'un revenu CPAS, on pourrait reprendre l'exemple du contrat PIIS (projet individualisé d'intégration sociale) expliqué au début de ce travail, qui illustre bien cette relation sociale. Utilisé comme un « outil » dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle, il est parfois utilisé de manière arbitraire à des fins de contrôle. Toutefois, ce ne sont pas les agents qu'il faut blâmer mais plutôt les politiques qui les obligent à l'utiliser (Blairon J. & Mahy C., 2017).

Par ailleurs, d'après Bajoit, quand il y a insatisfaction c'est que les circonstances dans le contrôle social comportent trop d'inconvénients pour le dirigé ou que « *le partenaire dans la coopération ne répond plus à ses attentes* »⁵⁷ (Bajoit G. 1988).

Finalement, face au mécontentement, l'individu va essayer de trouver une réaction la plus adéquate possible en fonction de son *intérêt*. En faisant ce choix, il projette le résultat de cette balance gains-coûts qui lui semblera le plus satisfaisant.

⁵⁷ Bajoit, G. 1988, *Exit, voice, loyalty... and apathy, Les réactions individuelles face au mécontentement*, In : R. franç. Sociol. XXIX, 325-345, <https://doi.org/10.2307/3321910>

Il décidera donc :



Figure 5, source : Bajoit, G. (1988), *Exit, voice, loyalty... and apathy*

Les quatre réactions apparaissent comme suivant : « Exit (la défection), Voice (la protestation), Loyalty (la loyauté), Apathy (le pragmatisme) » (les trois premières tirées de la théorie d'Hirschman et la quatrième ajoutée par Bajoit).

En fonction de la réaction, les effets ne seront pas les mêmes sur la finalité et sur « *l'inégalité dans la relation* »⁵⁸

Comme nous l'avons vu dans le cadre théorique de ce mémoire, la « **défection** » est une décision de fuite où il sort du système de l'échange social et où il arrête la coopération. La « **loyauté** » est une réaction de confiance et de conviction où l'intéressé reste dans l'organisation avec une notion de « *fidélité* » en espérant que les choses vont s'améliorer et que le mécontentement sera par la suite dissipé. La « **protestation** » se passe quand l'individu reste dans la relation mais qu'il va exprimer son désaccord par rapport au contrôle social qu'il subit en dénonçant le rapport de domination sociale, ses revendications ou sa différence et en espérant des changements qui rétabliront sa balance gains-coûts.

A contrario, l'« **apathie** » sera définie par Bajoit par une réaction où l'individu reste dans l'organisation mais où il se résigne plutôt que de s'impliquer réellement, où il se replie sur lui avec une certaine passivité ce qui sera délétère pour la relation. C'est une conduite très répandue chez les personnes démunies et vulnérables « *où l'individu accepte sa marginalité avec ses avantages et ses inconvénients* »⁵⁹.

⁵⁸ Bajoit G. Franssen A. (2022-2023), Les étapes de l'action collective : théorie de la mobilisation et de la démobilisation, In : Acteurs sociaux : mobilisation et démobilisation, Fopes, Uclouvain

⁵⁹ Bajoit, G. 1988, *Exit, voice, loyalty... and apathy*, *Les réactions individuelles face au mécontentement*, In : R. franç. Sociol. XXIX, 325-345, <https://doi.org/10.2307/3321910>

Il est aussi observé par Bajoit qu'il peut y avoir plusieurs combinaisons entre les quatre réactions des individus et qu'ils peuvent passer de l'une à l'autre en fonction des circonstances de la relation. Finalement, Bajoit nous indique que les réactions de protestation sont plutôt exceptionnelles chez les individus qui subissent le plus de privation et adoptent d'autres réactions comme l'indifférence devant les inégalités qu'ils subissent. (Bajoit G. 1988, Franssen A. 2023). Aussi, au sein de structures instaurant la compétition, il y a beaucoup de personnes frustrées mais pas forcément des personnes qui protestent. Si la compétition semble loyale, l'individu qui a échoué à des examens d'embauche par exemple ne pourra pas protester (Bajoit G, 1988 ; Franssen A., 2023).

4.1.2. Comment un individu accepte-t-il de se soumettre à l'autorité ?

Nous avons mis en lumière jusqu'ici que les épreuves et les tensions rencontrées par des politiques sociales inadaptées et par un système qualifié de totalitariste par Blairon et Mahy peuvent générer des sentiments de mécontentement chez les jeunes en situation de Neet. Comment dès lors pourrions-nous comprendre les mécanismes psychologiques incitant ces jeunes à se soumettre à l'autorité et à accepter l'oppression dont ils sont victimes ?

Bajoit s'appuie sur l'expérience connue de Milgram pour expliquer ces mécanismes de soumission. Cette expérience consiste à demander à des étudiants pris au hasard d'envoyer des décharges électriques à quelqu'un qu'ils ne connaissent pas. Les décharges sont de plus en plus fortes et bien que l'individu (qui est un comédien) crie et se torde de douleur, une partie des étudiants continuent malgré tout à s'atteler à faire ce qu'on leur demande.

Il est expliqué que tout d'abord, l'éducation que l'on reçoit à l'école, dans la famille, ou par rapport au monde du travail nous a conditionné à l'obéissance. Culturellement, l'autorité est donc « *légitime* ». Dès qu'il accepte le fait que l'autorité lui impose des actions, l'individu se place dans une relation asymétrique où son autonomie est dépendante de l'autre. (On pourrait penser ici au paradoxe des politiques sociales liées à l'Etat social actif puisque' on demande aux jeunes d'être autonomes mais on leur impose les moyens pour y arriver). L'individu accepte donc que son action lui soit imposée par l'autorité, il se sent d'autant plus valorisé s'il a bien rempli son rôle en démontrant ses compétences. La désobéissance impliquerait des efforts considérables car le conflit détériore l'image de soi, engendre des angoisses liées aux incertitudes quant aux conséquences (Bajoit G. 1988, Franssen A. 2023). Blairon et Mahy ajoutent, que l'estime de soi des jeunes en situation de Neet est déjà fortement entachée par des

situations d'humiliation, et par une absurdité des exigences de la part de certains agents (Blairon J. & Mahy C. 2017). De plus, être responsable et autonome demande de l'énergie et du temps, et c'est parfois plus confortable et moins angoissant de suivre ce que l'autorité a imposé. Aussi, face à l'autorité, les réactions sont choisies par l'individu en fonction de l'efficacité qu'il préconise dans sa décision et basée « *sur un mécanisme de rationalisation* »⁶⁰ et donc basée sur la raison. Cette réflexion que va faire l'individu au sujet de la réaction à avoir va générer chez lui des tensions entre obéissance, soumission et conséquences de ses actes. S'il y a trop de risques à désobéir, l'individu va par exemple se mentir à lui-même pour justifier le fait qu'il se soumet et donc « *surévaluer les avantages et l'obéissance et les inconvénients de la désobéissance* »⁶¹. Quand la pression devient de plus en plus forte, une majorité d'individus continuent à se soumettre à l'autorité par « *le mécanisme de l'engagement* ». En effet, un changement de conduite impliquerait que l'individu se soit trompé dans la voie qu'il a choisie. Donc il va résister et s'impliquer davantage. Pour résumer, ces mécanismes expliquent comment une situation d'inégalités peut être imposée à un individu qui ne ressentira pas de frustration ou encore il ressentira de l'indifférence ou même de la satisfaction. Cette soumission sera aussi accentuée par le contrôle du groupe que ce soit par l'entourage, ou par le groupe dominant. L'entourage admire l'individu qui accomplit ses lourdes tâches et reconnaît de manière positive le sacrifice et la souffrance. Quant au groupe dominant, il va récompenser moralement cette souffrance Exemple : monument aux morts (Bajoit G., 1988 ; Franssen A., 2023).

D'autre part, les catégories de personnes subissant des inégalités sociales comme les chômeurs par exemple auront du mépris pour eux-mêmes car ils se disent qu'ils n'apportent rien de valorisant à la société et intégreront les préjugés à leurs égards. Les chômeurs comme les jeunes en situation de Neet par exemple, sont soumis à une privation plus importante que les travailleurs, pourtant ils sont fortement sous représentés lors des mobilisations collectives. Les inégalités sont parfois tellement intériorisées, qu'elles en deviennent invisibles voire normales aux yeux des catégories sociales concernées (Bajoit G., 1988 ; Franssen A. 2023).

Blairon ajoute que pour renverser leur situation, ils doivent avoir un bon capital symbolique qui représente pour Bourdieu la crédibilité et la force d'un individu à accéder à une position plus valorisante face à l'autorité. Ceci n'est possible que s'ils ont acquis un bon capital social, économique ou culturel. (Blairon J., 2018) Or, on a pu voir dans la partie sur les trajectoires des

⁶⁰ Bajoit G. Franssen A. (2022-2023), Les étapes de l'action collective : théorie de la mobilisation et de la démobilisation, In : Acteurs sociaux : mobilisation et démobilisation, Fopes, Uclouvain

⁶¹ Ibidem

jeunes en situation de Neet que ce n'est pas le cas pour une majorité. Ils présentaient des similitudes non pas dans les parcours mais dans les épreuves qu'ils traversent par leurs origines socio-économiques, ethniques ou/et avec des fractures sociales et familiales.

4.1.3. Des stratégies de résignation, de distance et de retrait

Dans une situation où les jeunes au chômage ne voient pas de perspectives et que la privation s'établit dans le temps, ils arrivent à la longue à trouver la situation normale et juste. Le jeune va aussi se comparer aux autres qui sont dans la même situation et essaiera de retrouver de l'estime de soi en se disant que sa situation est moins pire que celle d'un autre, si par exemple il a plus de ressources financières. Toutefois, bon nombre d'auteurs indiquent qu'avec le temps, « *des réactions de fatalisme, d'apathie, ou de dépression* »⁶² s'installent ce qui veut dire que la comparaison intra-groupe aura avec le temps un sentiment d'échec (Herman G., 2000). Bordieci ajoute que les conditions précaires du marché du travail que subissent les jeunes affectent plus particulièrement ceux avec un niveau de formation très bas. Dès lors, ceux-ci adoptent une sorte de distanciation par rapport à la centralité du travail. Il se réfère à Castel qui nous indique que la majorité des jeunes n'accordent plus autant d'importance à la place du travail et privilégient d'autres alternatives pour donner sens à leur existence. Ils refuseraient aussi de s'engager dans un contrat stable en considérant les emplois temporaires comme de l'apprentissage et de la formation, et préféreraient le temps partiel plutôt que le temps plein pour se laisser du temps pour « soi ». Par ailleurs, ils jugent que les tâches jugées plus lourdes se trouvent dans les contrats CDI et ils ne veulent pas être tenus dans des emplois qui ne les correspondent pas. Cette logique de discontinuité dans les trajectoires professionnelles est selon Castel une adaptation à la précarité du contexte et un détournement des contraintes qui assure au jeune un chemin plus positif. Cela dit, Bordieci ajoute que quand certains s'inscrivent dans une logique d'effort en s'accrochant tout en refusant certaines tâches ou en détournant les finalités de l'autorité, d'autres sortent du système de l'insertion socioprofessionnelle et se tournent vers l'économie parallèle et illégale. Castel nous révèle aussi que les jeunes en situation de Neet ont principalement des « *réactions de retrait car ils n'ont plus de marge de manœuvre dans le monde social ni dans le travail bénévole, ni dans le travail au noir, ni dans la famille* »⁶³ (Bordieci S., 2018). Dubet par exemple en étudiant les jeunes « en galère » principalement issus

⁶² Herman G. (2000), *L'identité sociale des jeunes chômeurs*, In : *Jeunesse et société, la socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, (Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J., Nollet de Brauwere Q.) Ed. De boeck université

⁶³ Bordieci, S. (2018), « *La fabrique sociale des jeunes : socialisations et institutions* », P. 128. Ed. Deboeck supérieur

de cités et de quartiers défavorisés repère qu'au-delà des clichés de violence ou d'agitation, les jeunes qui se sentent en échec ont des conduites de retrait, de silence ou de repli sur soi refusant parfois de voir les autres. Dubet explique qu'ils agissent comme ça parce qu'ils se sentent responsables de leur situation. Tenter à nouveau des démarches vers la formation et vers le travail accentuerait leur sentiment de honte et de dévalorisation en cas d'échec (Dubet F. & Lapeyronnie D., 1992).

Aussi, Cécile Van de Velde explique que face au contexte néo-libéral et à ses injonctions paradoxales, les jeunes partout dans le monde ressentent de la colère illustrée par des protestations visibles comme « les Indignés » en Espagne, « Nuit debout » à Paris ou encore les « printemps Erable » au Québec. Néanmoins, des colères plus discrètes se révèlent dans les biographies en réaction *aux difficultés communes économiques, sociales et surtout existentielles* »⁶⁴. Elle détermine dans ses travaux trois types de réaction chez les jeunes plus fragilisés :

- 1^{ère} figure : le jeune va essayer de s'adapter aux contraintes du marché et de la compétition, dans un travail de « *conversion de soi* » comme un compromis avec lui-même mais il n'y croit pas et se sent déshumanisé. D'où ensuite vient la « **désadhésion** ».
- 2^{ème} figure : le jeune ne peut pas trouver de compromis interne ou ne veut pas, on observe **un retrait provisoire** pour réfléchir à son projet et éventuellement le réadapter. Les jeunes en situation de Neet avec des sentiments de colère ou d'impuissance se situent souvent de ce cas.
- 3^{ème} figure : le jeune ressent une colère très vive à l'égard du système capitaliste et refuse de changer catégoriquement de s'y plier et donc de changer son « soi ». Il ira vers des **alternatives de débrouille**. Toutefois quand il y a retrait dans les pays plus libéraux, la colère se retourne vers l'individu avec des sentiments de culpabilité lié à la responsabilisation individuelle de l'échec.

Enfin pour l'avenir, cette colère ou frustration dépendra selon Cécile Van de Velde de comment les politiques sociales tiendront compte des aspirations de la jeunesse (Van de Velde., 2016)

4.1.4. D'autres stratégies et actions des jeunes

Pour les jeunes au chômage, d'autres stratégies individuelles peuvent émerger dans deux cas de figure :

Premier cas : si le jeune perçoit qu'il existe encore de l'emploi disponible, que son statut de chômeur n'est pas prêt à être changé et que cette situation est normale par exemple à cause d'un

⁶⁴ Van de Velde, C. (2016). *Sous la colère, les épreuves du devenir adulte en monde néolibéral*. In Informations sociales, 195, 48-53. <https://doi.org/10.3917/inso.195.0048>, consulté le 05 juillet 2023

manque de compétences de sa part. Deuxième cas de figure : c'est quand un jeune au chômage estime qu'il y a de l'emploi disponible mais que lui ou son groupe n'a pas mérité ce statut et qu'il n'est pas permanent.

Les stratégies alors peuvent révéler de la recherche d'emploi, une inscription à une formation pour renforcer ses compétences individuelles, des stages professionnels pour se familiariser avec le monde du travail... (Herman G., 2000).

D'autres stratégies de Neet vont également vers le volontariat, ce qui leur permet de développer des compétences et de garder des relations sociales. Aussi, pour échapper à leurs situations quelques-uns se dirigent vers la création de leur propre entreprise. D'autres encore orientés par les structures institutionnelles étatiques ou de leur propre initiative se dirigent vers différentes associations spécialisées en insertion socioprofessionnelle en travaillant sur leur savoir-faire ou leur savoir-être (Blairon J. & Mahy C., 2017). D'autre part, Dubet et Lapeyronnie mettent en exergue que beaucoup de jeunes issus de quartiers défavorisés ou de cités ont des actions plutôt éclatées et non organisées face à la domination d'un adversaire non identifié. Bien que certains aient des stratégies de migration vers d'autres régions, cela reste difficile pour ces jeunes « *de sortir des murs* ». Ces jeunes « en galère » sont guidés et reliés par une sorte de culture propre à la cité plus forte que la culture de leurs parents ou du pays dans lequel ils se trouvent. Il s'agit de jeunes, qui cherchent de l'emploi mais pas vraiment, qui sont délinquants mais pas vraiment et qui ne savent pas comment occuper leur temps. Dans des logiques d'actions éclatées, ces jeunes défendent des valeurs comme l'honneur, et sont en survie dans une microsociété où l'économie parallèle tient une place essentielle. Ces sociologues parlent d'abord de *dépendance*. Ces jeunes se sentant dévalorisés attendent la reconnaissance des professeurs, de leurs copains, des travailleurs sociaux et ont du mal à entreprendre des actions vers la formation se repliant sur leurs quartiers comme un refuge. La « *délinquance* » est la conséquence de leur frustration et de leur « rage » à s'en sortir. Cela va du vol dans les supermarchés à la destruction dans les écoles et est considérée comme un « jeu » que tout le monde fait. La « *violence* » quant à elle représente des passages à l'acte comme des agressions, des émeutes, de l'incendie volontaire, du règlement de compte souvent envers de vigils, des enseignants ou envers la police. Ces jeunes ne sont pas l'un ou l'autre mais plutôt un mix des trois aspects où l'imprévisibilité domine. En effet, l'éclatement dans leur identité avec des repères flous les amène à des stratégies où selon les situations, ils jouent avec les différents aspects de leur identité comme des caméléons et font preuve de créativité pour « se débrouiller ».

4.1.5. Les actions collectives des jeunes en situation de Neet

D'après Bajoit, se résigner, se taire, ou se retirer d'une relation asymétrique ne sont pas des réactions qui peuvent améliorer le rapport de domination, il n'y a que la protestation qui peut le faire.

Pour qu'il y ait protestation, l'insatisfaction ou le sentiment d'injustice doit muter vers une frustration intense. La frustration est relative en fonction de chacun et des situations et n'est pas causée par la privation d'un bien en tant que tel mais plutôt par « *des variations de la privation dans les conditions d'existence par exemple, qui engendrent des décalages entre les attentes des individus et les moyens dont ils disposent effectivement pour y répondre* ». ⁶⁵ Dans ce cas, l'individu a soit l'espoir d'acquérir un bien qu'il n'a pas ou l'espoir de le conserver quand il est menacé. Après un processus de comparaison de cas de figure, il se rend compte qu'il subit de la privation et en ressentira de la frustration. Cette frustration est le terreau de l'action collective et de la mobilisation.

Toutefois, la frustration ne débouche pas forcément vers la protestation et bon nombre de personnes frustrées ne s'engageront pas dans l'action collective.

Des exemples de l'action collective chez les jeunes

- ✓ On pourrait citer ces groupes de jeunes **chômeurs militants** qui se regroupent au sein des syndicats. Ils effectuent des actions de bénévolat, participent aux manifestations initiées par les syndicats, entament des actions au sein des quartiers défavorisés ou militent au sein de diverses associations (Herman G., 2000). Par ailleurs, ils participent à des campagnes de dénonciation des politiques sociales délétères pour les jeunes comme : « Stop à la galère en début de carrière » initiées par les Jeunes CSC en 2022 qui dénoncent la précarité des jeunes et des politiques d'exclusion des jeunes de la sécurité sociale comme la limitation dans l'âge dans l'accès à l'allocation d'insertion. (Jeunes CSC, 2022)
- ✓ **La participation des jeunes à des projets collectifs** initiés par différentes associations relevant de **l'éducation permanente** qui leur permettent de porter leurs voix auprès des instances politiques. Par exemple, le projet « Parl'Europe Jeunes » nous semble pertinent pour la problématique développée. Ce projet s'est déroulé en 2021, il avait pour but

⁶⁵ Bajoit, G. 1988, *Exit, voice, loyalty... and apathy, Les réactions individuelles face au mécontentement*, In : R. franç. Sociol. XXIX, 325-345, <https://doi.org/10.2307/3321910>

d'interpeller les pouvoirs politiques concernant les problématiques rencontrées par les jeunes liées à l'emploi, à la formation, au logement et à la mobilité. Après des ateliers d'échanges et de rencontres, ils ont pu élaborer un recueil avec les difficultés principales rencontrées par les jeunes et des propositions concrètes portées à l'attention du Parlement européen. Des capsules vidéo ont été réalisées par les jeunes concernant quatre domaines :

1) Les **revendications** principales pour faciliter l'accès au **logement** décent : un plafond obligatoire de 500 euros pour les loyers des jeunes jusqu'à 25 ans, la baisse et l'encadrement du montant des loyers, la tutelle des loyers pour l'Etat et le loyer au prorata de ce que le jeune gagne, la réquisition des bâtiments privés et publics afin qu'ils soient rénovés par et pour les jeunes, une certification européenne garantissant la qualité des logements, des résidences Habitat Jeunes, la réforme d'attribution aux logements sociaux, la prise en charge des dépôts de garantie par l'Etat, plus d'informations à destination des jeunes, une plateforme européenne pour le logement, des aides au logement pour tous les européens, des équipes éducatives en suffisance...

2) Les revendications liées à la **formation** demandent des stages rémunérés, des filières scolaires mixant le général et le professionnel, des cours de société pour comprendre le système administratif lié à l'emploi, des formations en alternance, des changements dans le monde de l'enseignement pour développer les compétences dont ils ont besoin, des découvertes métiers et des débouchés, des cellules de prévention, des séminaires de prévention et d'information sur les risques psychosociaux...

3) Par rapport au domaine de l'**emploi**, les jeunes revendiquent une formation de 3 mois pour apprendre les codes implicites de la vie professionnelle, des réductions de cotisations patronales pour le recrutement de jeunes sans expérience, le développement des structures socioprofessionnelles permettant aux jeunes de renforcer leurs compétences aussi bien du savoir-faire que du savoir-être, le développement de services militaires, civiques, volontaires où le jeune puisse développer des socialisations professionnelles, une formation de « *management bienveillant* » pour les entreprises, des référents formateur dans les entreprises pour encadrer le jeune qui débute, l'élaboration d'une charte entre l'employeur et le jeune énonçant des valeurs de respect, non jugement...

4) Concernant le domaine de la **mobilité**, ces jeunes demandent des aides financières pour le permis de conduire ou la gratuité jusqu'à 30 ans, des horaires aménagés s'ils travaillent pour leur permettre d'apprendre à conduire, la gratuité des transports en commun, un abonnement citoyen commun de maximum 20 euros, une meilleure accessibilité aux

transports en train par la création d'une plateforme d'achat de titres de transport à des prix modiques, des médiateurs et plus de sécurité dans les transports en commun, un « pass de bienveillance : *« si tu es top, c'est gratuit, si tu es bof, tu paies »*, pour plus d'écologie et de mobilité : installation de plus de bornes électriques et diminuer les prix des véhicules électriques, une sensibilisation à la mobilité douce chez les employeurs potentiels. (Interreg, Habitat Défis Jeunes, 2021)

- ✓ L'engagement de 6 mois dans un **service citoyen** à destination des jeunes de 18 à 25 ans dans des projets collectifs liés au bien commun. Des valeurs de solidarité, de tolérance envers la multiculturalité et la diversité portent ces projets. Les domaines peuvent concerner l'accès à la culture, le sport, l'environnement, l'aide aux personnes, et ils participent à des échanges communautaires et internationaux. Des structures telles que Oxfam, la Croix rouge, les Restos du cœur peuvent accueillir ces jeunes pour les soutenir dans leurs engagements. Le temps est consacré d'une part à l'engagement, et d'autres part à la formation. Cette expérience ne constitue pas un travail en soi, il est rémunéré certes mais pas comme une rémunération de travail. Les jeunes pendant ce temps sont dispensés de recherches d'emploi auprès d'Actiris et du Forem. Les jeunes par le biais du « projet » améliorent leurs compétences de savoir-être et crée du lien social en renforçant l'estime de soi, la confiance en leurs compétences, le travail en équipe, la communication... (Franssen A., 2012 ; Plateforme service citoyen, 2022)

4.2. Analyse des stratégies des jeunes interviewés

Lors des interviews, nous remarquons que les jeunes en situation de Neet peuvent rencontrer des sentiments d'insatisfaction et de frustration liés à certaines privations. Sans être exhaustif, on peut citer une variété de privation comme le non-accès au logement privé, le non-accès aux loisirs, les difficultés de mobilité, un manque d'autonomie, le manque de travail, de la précarité financière et sociale, un manque d'accomplissement personnel et de reconnaissance sociale. Ces insatisfactions sont liées aux épreuves et aux tensions structurelles et existentielles qu'ils rencontrent décrites plus haut. Qu'ils soient conscients ou inconscients de leurs privations, ils sont amenés à adopter des stratégies individuelles pour défendre leurs intérêts et leurs valeurs. Un même individu en situation de Neet peut très bien passer de la « loyauté » envers le système en faisant tout ce qu'il faut en espérant des jours meilleurs et aller ensuite vers la « sortie » du

système parce que son état de privation est trop lourd à porter ou parce que ses valeurs ne sont pas en adéquation avec les valeurs du système dans lequel il est inscrit. D'autre part, s'il reste dans le système, il peut aussi se retirer émotionnellement sans vraiment être là ou encore à d'autres moments s'exprimer et protester quand les tensions et les frustrations deviennent trop fortes. Les stratégies des jeunes en situation de Neet peuvent s'inscrire dans les sphères de l'école, du travail, de la formation, de la famille et des organisations relevant des pouvoirs publics. Dans notre recherche au sujet de leurs trajectoires, nous avons pu constater que leurs parcours sont non linéaires avec des expériences et des temporalités différentes. En adéquation avec cette diversité de vécus et de temporalités, les stratégies ne sont donc pas figées dans le temps ni propres à un individu même si nous avons pu constater des tendances dominantes dans leurs récits et dans la façon de se raconter. En fonction de leur degré de mécontentement, du moment, de leur résistance dans une évaluation de la balance « gains-coûts », ils peuvent tout à fait changer de stratégies quand leurs besoins ne sont pas rencontrés ou quand la tension de la privation devient trop forte. Nous vous proposons donc quelques exemples de stratégies perçues lors de nos interviews.

4.2.1. Loyalty

La stratégie de « *loyauté* » adoptée par les jeunes interviewés sera choisie parce qu'ils choisissent de rester attachés à certaines situations malgré leur mécontentement.

Ils espèrent ainsi voir leur situation s'améliorer dans le futur. Pour les aider et les soutenir dans leurs choix, ils choisissent d'exploiter certaines ressources.

Les amis et le couple

« J'essaie d'avoir des amis et donc un peu dans toutes les filières pour pouvoir m'aider au moins oui ...m'aider à m'adapter » (Bryan)

« Moi parfois je vois des amis... je joue à la console comme ça je parle avec des amis... par exemple chez un ami, il habite à la campagne ben il est tout le temps sur les jeux comme ça il a des contacts... » (Jordan)

D'une part, on peut remarquer ici que ces jeunes s'entourent d'amis pour éventuellement avoir de l'information, et se constituer un réseau pour trouver du travail, une formation etc. Il s'agira donc d'exploiter cette ressource afin de s'adapter aux exigences de la société et pour conserver des liens sociaux. D'autre part, les amis constituent des liens sociaux sécurisants et des repères d'identification.

« *Quand j'étais SDF, je dormais chez des amis à gauche à droite, mes amis m'ont beaucoup aidé...* » (Florian) Les jeunes quand ils se retrouvent SDF ne connaissent pas les institutions pour les personnes sans-abris ou n'ont pas envie de les fréquenter parce qu'ils ne se sentent pas en sécurité. Par ailleurs, il ne se reconnaissent pas toujours comme tel. Aussi, dormir chez des amis peut représenter une alternative intéressante pour rester dans un système sociétal. En attendant d'avoir leur propre logement, ils peuvent se poser et réfléchir à leur situation, et ils peuvent trouver des ressources auprès d'autres familles que la leur.

Les enfants

« *Mes enfants, c'est important pour moi... et surtout leur santé, je voudrais une plus grande maison sociale pour mes enfants.... J'ai besoin de plus de soutien pour mes enfants...* » (Carole)

« *Moi ma vie c'est mes enfants.... Pour moi ce qui compte c'est leur donner une bonne éducation, leur apprendre à économiser parce qu'ici les gens ils s'occupent pas beaucoup de leurs enfants pour certains...* » (Bella)

« *Moi ce qui compte c'est pas de donner du matériel à mes enfants, mais que j'ai une bonne relation avec eux et que je leur apprenne des choses...* » (Quentin)

Les enfants leur donnent la motivation à rester dans un système où les droits sociaux sont conditionnés par « l'activation » des bénéficiaires d'allocations sociales. Donc pour pouvoir nourrir les enfants, ils doivent se plier au système. En outre, il est important pour eux de transmettre des valeurs nobles à leurs enfants en leur donnant un bon exemple d'intégration dans la société, ce qui enclenche chez eux des démarches positives afin d'améliorer leur situation dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle. Aussi, en passant du temps avec leurs enfants, les jeunes en situation de Neet ne sont pas que la triple négation de leur situation (ni., ni..., ni...) mais se réalisent dans une construction identitaire positive à travers leur rôle de parent.

La famille

« *J'ai pas encore droit au chômage...je vis avec mes parents, et mes frères...j'ai la chance que mes parents ils m'écoutent... ils m'encouragent ... ils respectent ce que j'ai envie de faire...ma mamy aussi elle me conseille beaucoup, je suis fort proche d'elle* » (Laetitia) Le soutien des parents et de la famille s'avère très important et réconfortant car Laetitia n'a pas de revenu. Malgré sa dépendance financière vis-à-vis de ses parents et l'insatisfaction que ça peut générer,

elle trouve du réconfort, de la sécurité, des encouragements ce qui est positif par rapport à ses futurs projets professionnels.

« en fait, j'habite chez ma grand-mère le temps de trouver un logement... » (Forine)

« moi je vis avec mon tonton et ma tati, j'ai eu des problèmes familiaux avec mes parents...si je dois rester avec mon oncle et ma tante jusqu'à mes trente ans c'est ce que je ferai.. tant que j'achète pas ma maison .. je partirai quand j'achèterai une maison. »(Théa)

« Maintenant j'ai une vie normale, je fais plein de trucs...je l'ai eu que depuis que je suis chez ma tante l'assistante sociale mais je ne l'ai pas eu tout de suite » (Florian)

La famille élargie représente une alternative quand les situations familiales pour les jeunes sont trop toxiques ou/et si les liens sont coupés avec les parents. Les familiers comme les oncles, les tantes, les grands-parents peuvent donc apporter un soutien, une stabilité, des conseils, une écoute au-delà d'une sécurité financière et d'un logement. D'autre part, ils peuvent représenter un autre modèle favorisant une construction identitaire positive pour le jeune.

Les associations

Quand les jeunes en situation de Neet se tournent vers le monde associatif, ça leur apporte de nouvelles ressources et un accompagnement individualisé en fonction de leurs problématiques spécifiques. En effet, par leur soutien et leurs activités, ils peuvent créer des opportunités pour les jeunes et les aider ainsi à se réinsérer dans la société tant sur l'aspect social que par le travail et par la formation.

« La maison des jeunes ...heureusement qu'elle était là parce que sans eux j'étais encore là à la rue, parce que j'ai été radié donc je pouvais pas avoir de logement et on a quand même trouvé une enroule donc j'ai parlé à quelqu'un d'humain... j'adore ça, je donne des cours de freestyle football et de Street soccer mais en même temps je parle avec eux »(Bryan).

La maison des jeunes apporte au jeune un environnement sûr et soutenant. En effet, c'est un espace où les jeunes peuvent s'y retrouver, s'amuser et comparer leurs expériences. Par le groupe, ils peuvent donc échanger d'éventuelles ressources et se soutenir les uns les autres. De plus, les intervenants sociaux peuvent lui apporter un accompagnement social communautaire avec différents projets culturels ou éducatifs, et un accompagnement individualisé avec des entretiens individuels. On peut voir ici que le jeune acquiert des compétences en donnant des cours et en partageant ses passions, ce qui est très valorisant et positif dans la construction de son identité.

« C'est surtout le Sapho qui m'a aidé...C'est des personnes qui s'occupent de papiers de.... des problèmes....qui on des difficultés, quand on ne sait pas.... mais moi c'est surtout les papiers.... »(Carole). Certains jeunes en situation de Neet ont une reconnaissance du **handicap**. Ils peuvent donc se tourner vers des associations spécialisées qui peuvent leur apporter un soutien individuel et les aider à comprendre les rouages de l'administration. Aussi, ils peuvent participer à des activités de groupe en trouvant une opportunité de créer du lien social.

« Les AMO, c'est bien pour les jeunes, j'ai pu avoir quelques infos et je me suis sentie entendue... j'aurais bien voulu les connaître avant ... c'est dommage qu'ils viennent pas dans les écoles... »

« Je suis inscrite pour une AMO pour qu'on m'aide pour les enfants mais je suis sur une liste d'attentes, ils sont surchargés... » (Carole)

Les **AMO (aide en milieu ouvert)**, sont des institutions de l'Aide à la Jeunesse dont les missions ne sont pas mandatées par le Juge de la Jeunesse. Elles sont accessibles pour certains jusque l'âge de 21 ans. Elles peuvent apporter du soutien social et éducatif aux jeunes, un espace de parole, la participation à divers projets mais aussi travailler avec les familles et soutenir à la parentalité. L'intérêt de ces AMO c'est qu'ils peuvent travailler en amont pour éviter les fractures familiales et sociales. A côté de cela, ils peuvent orienter, informer, servir de médiateur etc. mais ils semblent surchargés si on prend en compte ce témoignage.

Aussi, pour s'intégrer dans le marché du travail et pour répondre aux attentes de la société, les jeunes peuvent se tourner vers **les centres d'insertion socioprofessionnelle**.

« Les conseillères à la Funoc (centre d'insertion socioprofessionnelle) accompagnent mieux que les formations au Forem, le Forem ils mettent trop la pression par rapport au temps... eux ils prennent plus de temps que le Forem » (Loredana).

« Au Forem, ils nous proposent des trucs qui n'ont rien à voir, j'ai trouvé de moi-même la Funoc, de bouche à oreille... c'est mieux maintenant, c'est comme une seconde chance car ils m'aident énormément, je me sens mieux comprise » (Sarah)

Ces structures permettent aux jeunes en situation de Neet de construire leur projet professionnel par le biais de formations axées sur l'orientation et sur l'acquisition de compétences (savoir-faire et savoir-être (softskills)). Ces centres proposent également de l'accompagnement social individualisé avec une approche axée sur l'orientation, sur les bilans de compétences et sur le travail des freins individuels à l'insertion socioprofessionnelle. Par ailleurs, ils mettent à

disposition des stagiaires tout un réseau de partenaires (entreprises, organisations sociales) favorisant ainsi l'insertion socioprofessionnelle des jeunes par des stages, des propositions d'emploi ou encore de la formation en alternance.

4.2.2. Exit

« Aujourd'hui j'en suis arrivé à un point où vas-y écrase moi ! Reprends le ton oreiller j'en ai rien à foutre ! J'ai déjà été deux fois à la rue... » (Bryan). Ici on peut constater que le jeune reste dans le système. Toutefois, il se trouve vers une pente vers l'Exit car à travers son récit, il exprime qu'il n'a plus envie de se plier aux exigences des pouvoirs publics pour recevoir ses allocations sociales pourtant il a déjà été en position de sans-abrisme.

D'autres sortent du système familial ce qui impacte leur insertion socioprofessionnelle.

« Moi à un moment, je me suis retrouvée dehors, mon père m'avait coupé les vivres, j'ai du aller dormir chez mon copain, ça n'allait plus chez moi... » (Sarah)

Beaucoup sont sortis du système scolaire avant la fin de leurs études. Ils le trouvaient violent, d'autres n'y trouvaient plus de sens.

« Je me sentais comme en prison à l'école... j'ai arrêté... » (Sarah)

« Moi l'école c'était pas mon truc, j'ai arrêté plusieurs fois... j'ai changé plein de fois d'école... » (Francesca)

4.2.3. Voice

Tous les jeunes qui expliquent s'être exprimés à un moment de leurs parcours l'ont fait de manière individuelle et aucun des jeunes interviewés ne participaient à des actions de mobilisation collective pour revendiquer des changements à l'attention des politiques. Or, on sait que seules les mobilisations collectives peuvent apporter un changement structurel positif. On peut donc remarquer que leur identité négative joue un rôle important. En effet, leur sentiment de dévalorisation et une certaine soumission à l'autorité font passer leur insatisfaction et leur mécontentement vers la normalité.

« Mais dès qu'il y a une injustice ou qu'il y a quelque chose que je comprends pas ou que je juge que c'est pas bien ... mais moi je sais pas me taire » (Bryan)

« Moi je veux plus travailler 38h et me taire !... Quand les jeunes s'expriment, on ne les écoute pas... » (Alexia)

Les rares fois où les jeunes expliquent qu'ils se sont exprimés, soit ils sont ignorés, soit ils sont remis à l'ordre ou soit renvoyés et sortis du système.

4.2.4. Apathy

« Venez m'embêter ! Venez m'embêter seulement mais je m'en fous ... moi je je veux pas rentrer là-dedans... Et pour l'école Moi j'avais juste envie de leur dire « laisser moi juste passer l'examen... je perdais mon temps et en fait... je le vois comme le travail plus tard j'étais là pour passer du temps pour une chose dont je me suis sacrifié c'est comme si je me faisais du mal euh... qu'on me laisse tranquille à la fin... je l'ai fait pour l'école ... là je vais devoir le faire pour le travail ... donc j'essaie de... comment dire de me « conformer » on va dire Je vais devoir travailler un an pour possiblement continuer ce que moi je voulais entreprendre ... donc là je me sens en mode pause... je suis en pause malgré moi parce que je veux terminer ces études là pour ensuite trouver ... » (Bryan) On voit ici par exemple que le jeune à l'école s'ennuyait malgré qu'il devait être là... ici par rapport aux attentes de l'institution, il va rester dans le système mais ne s'impliquera pas en attendant de réaliser ce que lui veut faire. Il sera donc là sans être là.

« Moi à l'école, je réussissais mais pff je m'ennuyais, j'ai eu plus de 28 demi-jours d'absences injustifiés alors... » (Quentin) En amont du décrochage scolaire, les jeunes jusque 18 ans sont présents par l'obligation scolaire même s'ils n'accrochent pas aux programmes.

Face aux institutions sociales étatiques comme le Forem ou le CPAS, certains jeunes ont le même genre d'attitudes : *« ils me laissent tranquille parce que je suis en activité, si pas j'aurais du aller 4 fois par mois devant un conseiller... prouver que je fais des recherches d'emploi, prouver que je suis dynamique pour qu'ils me laissent tranquille et qu'ils me laissent mon chômage. Ici par chance, ils me laissent tranquille » (Sarah).*

« Au Forem, certains conseillers n'en ont rien à faire, des fois c'est mal fait... » (Sarah)

« Le Forem, ils mettent la pression... » (Lara)

« Le Forem, ils ont des objectifs à l'année, du coup ils prennent pas le temps... » (Loredana)

« Parfois tu dois aller au Forem, je vais et pour rien... » (Florian)

Ces témoignages nous indiquent que certains jeunes viennent aux rendez-vous parce qu'ils s'y sont obligés pour défendre leurs intérêts et garder le droit aux allocations sociales. Ils ne participent pas vraiment à ce qu'on leur propose, ils sont là mais ne s'impliquent pas. Certains facteurs peuvent expliquer cela à travers les témoignages recueillis. Ces jeunes ressentent de la pression sociale par rapport au rendement et au temps, ce qui crée des angoisses chez certains et une perte de sens pour d'autres. Les accompagnements ne semblent pas pertinents car peu individualisés, et sont insuffisants pour certains par des entretiens trop courts. Leurs besoins d'orientation et de conseils ne sont pas satisfaits d'où une perte de motivation à participer activement. Finalement, certains sont découragés car ils ne voient pas de perspectives positives en dépit des actions qu'ils ont déjà entamées.

V. Conclusion : engager les politiques publiques vers une autre voie ?

1. Les résultats de notre recherche

Le contexte actuel est marqué par les politiques d'injonctions de l'Etat social actif. Ces politiques visent à responsabiliser les individus en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle en mettant l'accent sur l'autonomie, le projet de « soi », et sur la participation active des individus. Aussi, les mutations culturelles telles que l'évolution des normes et des valeurs, constituant des repères de sens dans la construction identitaire des jeunes tendent vers un monde où ils doivent être flexibles, compétitifs, mobiles sur le marché du travail. Ce qui est parfois en décalage avec les aspirations individuelles et crée des incertitudes sur le plan financier, psychique et idéologique. Dès lors, il nous est apparu intéressant de comprendre la construction identitaire des jeunes en situation de Neet en nous appuyant sur les travaux de Claude Dubar et de Guy Bajoit.

A travers une revue de littérature complétée par une recherche qualitative, nous avons exploré la construction identitaire des jeunes en situation de Neet et mis en lumière des éléments concrets à travers quatre piliers.

Premièrement, notre travail révèle la complexité et les différentes expériences vécues par les jeunes en situation de Neet, ce qui met en valeur les multiples facteurs qui construisent leur identité. Les trajectoires de ces jeunes apparaissent souvent chaotiques et fragmentées par des origines socio-économiques défavorables. Dans cette période qui marque l'entrée dans la vie adulte, ces parcours de vie diversifiés sont souvent caractérisés par des allers-retours entre le

travail, la formation, et la non-activité. La construction identitaire de ces jeunes se fait donc à travers des processus non linéaires et des temporalités variables. Loin d'être une population homogène ou un état figé, le terme « Neet » utilisé par les pouvoirs publics et dans les institutions ne semble pas approprié et risque la stigmatisation incitant à des dispositifs globaux et rigides au lieu de tenir compte des singularités. Deuxièmement, nous nous sommes penchés sur les épreuves, les tensions ainsi que sur les conflits de valeurs auxquels sont confrontés les jeunes en situation de Neet. Parmi les épreuves et les tensions, nous avons mis en avant certains facteurs cumulatifs augmentant les difficultés des jeunes en situation de Neet à accéder au travail, à l'éducation et à la formation et conduisant à une construction identitaire négative et à l'exclusion. Nous pouvons citer une précarité socio-économique exacerbée par la non-individualisation du droit avec le statut cohabitant, limitant l'accès à la mobilité et au logement privé dans un cercle vicieux. Ces difficultés freinent donc l'autonomie pour les jeunes dans les sphères telles que le travail, la formation, la mobilité, le logement, la mise en couple, ou avoir des enfants. On peut ajouter à cela, un manque de soutien familial et institutionnel. En effet, il semble qu'à l'heure du contrôle intempestif et au-delà de ces facteurs, les jeunes ne se sentent pas assez soutenus, encouragés et accompagnés dans leurs difficultés sociales. Les freins à l'insertion socioprofessionnelle s'agrègent donc par effet « boule de neige ». Ils estiment également qu'ils ne se sentent pas suffisamment informés sur les structures existantes pouvant les aider et ce, depuis l'école ainsi que sur le fonctionnement des institutions et de l'administration belge. De plus, quand certains se sentent boostés, pour la majorité des jeunes interviewés, les injonctions liées aux recherches d'emploi leur semblent inadéquates et oppressantes dans une temporalité qui n'est pas la leur. En effet, il nous semble pertinent de rappeler que cette période de vie est marquée pour tout jeune par une construction identitaire teintée de recherche de soi et d'expériences diverses à des rythmes différents. En outre, alors que pour la plupart ils ne voient pas de perspectives positives dans un monde insécure, ils ont aussi l'impression d'être un numéro sur le marché du travail et à travers certains dispositifs sociaux. Enfin, les problématiques liées à la monoparentalité ressortent dans nos entretiens avec un manque de places en crèche et de ressources pour faire garder ses enfants quand ils sont malades.

Concernant l'institution scolaire, une majorité estime que les cours ne sont pas en adéquation avec les exigences du marché du travail et qu'ils s'y ennuiant soit parce qu'ils doivent apprendre des matières qui leur semblent inutiles soit parce que les matières sont déjà acquises. Aussi, à l'école, ils ne se sentent pas suffisamment écoutés, informés et bien orientés dans leur parcours scolaire mais aussi dans leurs difficultés sociales. Ils reprochent un système scolaire trop rigide

dans son approche avec les jeunes. Ces facteurs contribuent donc au décrochage scolaire et à la situation de Neet. Notre travail met de plus en exergue les valeurs et les aspirations des jeunes en situation de Neet. Chez nos jeunes interviewés, il apparaît que la valeur travail soit de loin la plus importante, et plus de la moitié veulent améliorer leurs compétences. Aussi, plus de la moitié souhaiteraient du soutien supplémentaire et plus d'accompagnement social. Pouvoir faire ce que l'on aime, être valorisé et respecté sont aussi des valeurs très importantes. Nos résultats d'enquête ont montré que ce n'est pas toujours le cas. Enfin, les tensions structurelles et existentielles ainsi que les conflits de valeurs identifiés provoquent chez les jeunes un sentiment d'insatisfaction. Quoi qu'ils entreprennent, ils ne peuvent pas s'accomplir pleinement car ce n'est pas ce qu'ils auraient voulu au départ et ils ne se sentent pas reconnus par la société. Les engagements pris envers soi ou envers la société ne paraissent jamais stables dans le temps ou sûres. Ce qui nous amène au troisième pilier de notre recherche compréhensive qui aborde l'identité des jeunes en situation de Neet par le travail sur soi. Ce travail sur soi nous apprend comment les jeunes tentent de se définir malgré les difficultés rencontrées dans les différentes sphères telles que le travail, la famille, l'école, et les institutions sociales. A travers un contexte d'injonctions, ils doivent concilier leur volonté d'accomplissement personnel, avec les normes de la société et ainsi trouver la motivation dans leurs engagements et dans leurs actions par différentes logiques. En fonction de leurs positions identitaires et des différentes expériences dans leurs trajectoires, ils assument de cette manière le poids des épreuves liées à la privation d'emploi, aux conditions difficiles d'accès à la formation, à la non-scolarité tantôt en résistant, tantôt en se retirant ou encore en trouvant des ressources pour s'y accommoder. Le dernier pilier de notre recherche met en lumière les différentes stratégies individuelles face au mécontentement liées à leur situation de privation. Pour défendre leurs intérêts à travers différentes dimensions de la société, les jeunes en situation de Neet peuvent adopter plusieurs manières de réagir. Soit, ils restent dans le système en espérant des jours meilleurs et ils trouvent des ressources pour les soutenir telles que les amis, la famille, les centres d'insertion socioprofessionnelle, les enfants, les passions. Soit, ils sortent du système quand le poids des contraintes est trop lourd à porter avec des risques de grande précarité, ou de sans-abrisme. Soit, ils restent dans le système mais ils ne participent pas vraiment et ils en font un minimum car ce qu'on leur impose ne correspond pas avec leurs aspirations, soit ils s'expriment ou protestent. S'ils s'expriment ou protestent, les jeunes en situation de Neet agissent principalement de manière individuelle et ne s'impliquent que très peu dans les actions collectives. Cela se traduit par la participation à des projets communautaires ponctuels, l'adhésion aux services citoyens ou par une faible représentation

dans des actions militantes syndicales. Cela s'explique par le manque de perspectives à long terme et une construction négative de leur identité par eux-mêmes et pas les autres qui arrivent à leur faire croire que leur situation est normale.

2. Les limites de notre enquête

L'analyse de nos entretiens pourraient être biaisés non seulement par la faible taille de l'échantillon mais aussi par peu de diversités ethniques. Par ailleurs, tous les jeunes sont issus de milieux urbains et semi-urbains et les jeunes des milieux ruraux ne sont pas représentés comme voulu au départ. Ces résultats pourraient être aussi biaisés par le fait que nous avons pu interviewer ces jeunes quand ils étaient présents dans les institutions pour d'autres activités et non sur rendez-vous. Et tous les jeunes interviewés ont été déjà « accrochés » par les institutions. Les jeunes en situation de Neet décrits comme « hors système » ou « hors radars » ne prétendant pas à leurs droits repliés dans leur quartier ou dans leur chambre et qui ne côtoient aucune institution ne sont donc pas représentés (les biographies ne sont pas figées dans le temps et certains interviewés l'ont vécu auparavant dans leur parcours de vie). Il aurait été donc pertinent de pouvoir les contacter via les travailleurs de rue et/ou de pouvoir aller les chercher là où ils sont.

3. Nos recommandations

Ainsi en tenant compte de ces analyses, il devient nécessaire d'émettre quelques recommandations. Avant tout, reconnaître la diversité des parcours des jeunes en situation de Neet et la multitude d'identités qui en découlent sans les catégoriser. L'utilisation du terme Neet dans les institutions peut fausser la perception des problématiques des jeunes et engendrer de la stigmatisation. Dans une prise de conscience de responsabilité collective, adopter une approche bienveillante basée sur la compréhension des réalités individuelles et sociales semble indispensable. Mettre en place des dispositifs congruents favorisant l'insertion socioprofessionnelle des jeunes adultes fragilisés mais aussi travailler en amont dans les écoles en considérant le jeune dans ses spécificités. Il est important d'attribuer plus de moyens pour l'information, l'orientation et l'accompagnement social dans les écoles. Aussi, l'accompagnement des jeunes doit comme le disait Castel « descendre au niveau des individus » non pas dans une hyper-responsabilisation individuelle mais avec une approche individualisée globale où les spécificités singulières doivent être prises en compte. C'est-à-dire que dans l'accompagnement vers l'emploi, les différentes dimensions où l'individu construit

son identité doivent être considérées comme le contexte sociétal, le marché du travail, l'accès à la formation, l'école, la famille, le couple, le logement, la mobilité et les liens sociaux. En considérant l'individu au cœur de l'intervention, cette vision inclusive implique un travail en réseau coordonné dans une optique de collaboration constructive dans l'intérêt du jeune. Cette approche considérant l'individu dans tous ces aspects permettrait donc de mieux comprendre les difficultés et les freins à l'insertion socioprofessionnelle. Aussi, en constatant que la valeur du travail est prégnante chez les jeunes en situation de Neet, il serait intéressant de limiter les contrôles qui n'apportent que très peu aux jeunes excepté de l'anxiété ou un manque de motivation. Mais plutôt de prendre des mesures pour renforcer les moyens pour l'accompagnement social et le soutien de ces jeunes en tenant compte de leur temporalité et des spécificités liées à leur tranche d'âge. Dès lors, soutenir des appels à projets visant l'accompagnement social et professionnel des jeunes adultes s'avère prioritaire. Appuyer la création d'un nouveau type d'institutions travaillant avec une approche spécifique aux problématiques jeunes adultes et à la prise de l'autonomie comblerait un vide institutionnel et tiendrait compte de l'allongement de la jeunesse. Ce genre d'institutions prendraient en considération le jeune adulte dans sa globalité tant sur ses difficultés sociales que sur l'axe du travail. Par ailleurs, l'individualisation du droit est primordiale pour permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie. Concernant la problématique du logement, s'intégrer dans le monde du travail, et entamer une formation en toute sérénité sans logement décent ou avec des tensions dans les familles n'est pas faisable. Nous recommandons d'attribuer les moyens nécessaires pour éradiquer le sans-abrisme des jeunes adultes en créant des structures résidentielles jeunes tremplins et sécurisées afin de leur permettre de rebondir en cas de difficultés liées au logement et de prendre leur autonomie. Il serait aussi intéressant de prendre des mesures pour mettre en place des plafonnements de loyer et de revoir les conditions pour faciliter l'accès aux logements sociaux pour les jeunes adultes. Aussi, pour remédier aux problèmes de mobilité liés au coût du permis de conduire retardant l'accès à l'emploi, il est pertinent de soutenir des dispositifs pérennes pour permettre aux jeunes défavorisés socialement et économiquement de passer leur permis. Enfin, en tenant compte des difficultés des familles monoparentales, créer de nouvelles places en crèche. Et permettre aux parents solos de s'occuper de leurs enfants en bas âge et considérer cette tâche comme un travail pourrait pallier le manque de place en crèche et valoriser les parents pour qui cette tâche est importante. En résumé, il apparaît qu'une approche globale et contextuelle autour de l'individu permettrait de soutenir une construction identitaire positive chez les jeunes en situation de Neet dans leur parcours d'inclusion sociale et professionnelle. La prise de mesures efficaces et des changements structurels favoriserait un

accès vers l'autonomie dans différentes dimensions et diminuerait les tensions et les épreuves qu'ils traversent. En définitive, prendre en compte ces considérations contribuerait à réduire les inégalités sociales et à construire une société plus juste et solidaire.

VI. Bibliographie

Ouvrages

Bajoit G. (2000), *Qu'est-ce que la socialisation ?*, in Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J-M., Nollet de Brauwere Q., *Jeunesse et société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, Ed. De Boeck Université

Blairon J., Mahy C. (2017), *Politiques sociales et violences symboliques, la situation des « NEET »*, Ed. Academia-l'Harmattan

Bordiec, S. (2018), « *La fabrique sociale des jeunes : socialisations et institutions* », Ed. deboeck supérieur

Cohen-Scali V. & Pouyaud J. & Guichard J. (2019), . *Les méthodes de life design pour la construction de soi et l'orientation professionnelle des adultes émergent-e-s*, In : *Repères pour l'orientation*, Masdonati J., Massoudi K., Rossier J., Ed. Antipode

Dubar C. (2000). *La crise des identités: L'interprétation d'une mutation*. Ed. Presses Universitaires de France.

Dubar C., (1991) *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*, Ed. Armand Colin 3^{ème} ed. 2000

Dubar, C. & Nicourd, S. (2017). *Les biographies en sociologie*. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.dubar.2017.01>

Dubet, F. & Lapeyronnie, D. (1992). 4 - La galère. Dans : F. Dubet & D. Lapeyronnie (Dir), *Les Quartiers d'exil* (pp. 111-138). Paris: Le Seuil.

Franssen A. & Lemaigre T. (1998), *La tête hors de l'eau, les détresses sociales en Belgique*, Petite bibliothèque de la citoyenneté, Ed. Evo

Galland, O. (2022). Chapitre 6. *De l'enfance à l'âge adulte*. Dans : O. Galland, *Sociologie de la jeunesse* (pp. 131-186). Paris: Armand Colin.

Herman G. (2000), *L'identité sociale des jeunes chômeurs*, In : *Jeunesse et société, la socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, (Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J., Nollet de Brauwere Q.) Ed. De boeck université

Kramarz, F., Viarengo, M. (2015). *Ni en emploi, ni en formation: Des jeunes laissés pour compte*. Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.krama.2015.01>

Vachon, C. (2000). « *L'école : lieu de socialisation, mais aussi d'exclusion* », in Bajoit G., Digneffe F., Jaspard J-M., Nollet de Brauwere Q., *Jeunesse et société : la socialisation des jeunes dans un monde en mutation*, Ed. De Boeck Université

Van Campenhoudt, L., Marquet, J. Quivy, R. (2017) *Manuel de recherches en sciences sociales*, Ed. Dunod

Vendramin, P. (2020). *Le travail, le grand intégrateur?* in Paugam S., *50 questions de sociologie*, Ed. PUF

Articles et revues

André, C. (2005). L'estime de soi. *Recherche en soins infirmiers*, 82, 26-30. <https://doi.org/10.3917/rsi.082.0026>, consulté le 05 mai 2023

André, G. (2023) *Être ou ne pas être NEET ? La complexité des transitions études-marché de l'emploi à Bruxelles*, Brussels Studies, <https://doi.org/10.4000/brussels.6357>, consulté le 03 juillet 2024

Bajoit, G. (1988), *Exit, voice, loyalty... and apathy, Les réactions individuelles face au mécontentement*, In : R. franç. Sociol. XXIX, 325-345, <https://doi.org/10.2307/3321910> , consulté le 03 février 2024

Bajoit, G. (1999) « *Notes sur la construction de l'identité personnelle* », In : Recherches sociologiques 1999/2, p 69-84
https://scholar.google.com/scholar?hl=en&as_sdt=0%2C5&q=guy+bajoit+&btnG=, consulté le 07 mars 2023

Bajoit G. (2004), *Les jeunes en quête de sens dans un monde incertain*, in : Ecole lien ,
<http://www.ecolelien.org/uploads/2/4/1/3/24138103/bajoit-gnrasyon2.pdf>, consulté le 05 août 2024

Bajoit G. Franssen A. (2022-2023), Les étapes de l'action collective : théorie de la mobilisation et de la démobilisation, In : Acteurs sociaux : mobilisation et démobilisation, Fopes, Uclouvain

Bouquet, B. & Dubéchet, P. (2017). *Parcours, bifurcations, ruptures, éléments de compréhension de la mobilisation actuelle de ces concepts*. Vie sociale, 18, 13-23. <https://doi.org/10.3917/vsoc.172.0013>, consulté le 23 juillet 2024

Cuzzocrea, V. (2014). Chapitre 5. *La catégorie des NEET : quel avenir?*. Dans : Conseil de l'Europe éd., Points de vue sur la jeunesse – Volume 1: 2020 – Quelles perspectives ? (pp. 73-87). Strasbourg: Conseil de l'Europe. <https://doi.org/10.3917/europ.coll.2015.01.0073>, consulté 23 avril 2024

De Muylder, Bénédicte ; Wagener, Martin. (2020) L'errance racontée par les jeunes. In: Pauvreté, Vol. 26, no.1, p. 1-3 <https://www.le-forum.org/uploads/pauve%CC%81rite%CC%81-26-Forum-pages.pdf>, consulté 19 mai 2024

Dubet F., (2018), « *Questions à François Dubet* », Cahiers pédagogiques, 548, 71-71. <https://doi.org/10.3917/cape.548.0071>, consulté le 19 juillet 2024

Dubet F, Rosanvallon P. Wagener M. (2023), « *Refaire société* », p85, Questions approfondies de politiques sociales, Fopes, Uclouvain

Franssen A. (2011), « *La responsabilisation à travers la contractualisation ou comment faire porter à l'individu la responsabilité de ses actes* », In : Journal du droit des jeunes, SDJ

Franssen A. (2011), *Jeunesses en mutations, Note de synthèse*, Centre d'études sociologiques, Fac. Univ. Saint Louis

Franssen A. (2012), « *Enquête qualitative auprès des Neets* » Projet déposé par le centre d'Etudes sociologiques des facultés universitaires Saint-Louis, pour le compte de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse (OEJAJ)

Franssen A (2012) *Vers un service d'activation citoyenne*. In: La revue nouvelle, Vol. 2012/1, no.1, pp.82-88 (NaN) <http://hdl.handle.net/2078.3/166459>, consulté le 10 juillet 2024

Galland, O. (2022). Chapitre 7. *Engagements, valeurs et croyances*. Dans : O. Galland, *Sociologie de la jeunesse* (pp. 195-240). Paris: Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.galla.2022.01.0195>, consulté le 03 août 2024

Genard JL, de Nanteuil M. (2021-2022), “Capacités et capacitation: Une nouvelle orientation des politiques publiques?” , *Politique, acteurs et décisions*, Fopes Uclouvain.

Goffette, C. & Vallet, L. (2018). *Les trajectoires d'insertion professionnelle des jeunes portent-elles la marque de leurs origines socio-économique et culturelle ?*. Cérèq Essentiels, 1, 151-156. <https://www.cairn.info/revue--2018-1-page-151.htm>, consulté le 11 juillet 2024

Guillaume, J. (2009). Les parcours de vie, entre aspirations individuelles et contraintes structurelles. *Informations sociales*, 156, 22-30. <https://doi.org/10.3917/inso.156.0022>, consulté le 09 juillet 2024

Le Coadic, R. (2006). L'autonomie, illusion ou projet de société ? *Cahiers internationaux de sociologie*, 121, 317-340. <https://doi.org/10.3917/cis.121.0317>, consulté le 10 juillet 2024

Longo, M. (2016). *Les parcours de vie des jeunes comme des processus*. *Les Cahiers Dynamiques*, 67, 48-57. <https://doi.org/10.3917/lcd.067.0048>

UCLouvain (2021) , *Enquête sur la santé mentale et le bien-être des étudiants*, <https://uclouvain.be/fr/etudier/ove/resultats-enquete-sante-mentale-bien-etre-etudiants.html>, consulté le 02 mars 2023

Van de Velde, C. (2015). « *Les voies de l'autonomie : les jeunes face à la crise en Europe* ». *Regards*, 48, 81-93. <https://doi.org/10.3917/regar.048.0081>, consulté le 05 juillet 2023

Van de Velde, C. (2016). *Sous la colère, les épreuves du devenir adulte en monde néolibéral*. In *Informations sociales*, 195, 48-53. <https://doi.org/10.3917/inso.195.0048>, consulté le 05 juillet 2023

Van de Velde, C. (2019), "*Sous la catégorie des "Neet", normes sociales et parcours de vie*", In *Diversité* 194, Portraits de jeunesse, P62-66, consulté le 09 juillet 2024
https://www.persee.fr/doc/diver_1769-8502_2019_num_194_1_8182, consulté le 10 juillet 2024

Sites et Pages Web divers

Commission européenne (2023), Emploi, affaires sociales et inclusion, Emploi des jeunes
[Emploi des jeunes - Emploi, affaires sociales et inclusion - Commission européenne \(europa.eu\)](#) consulté le 05 février 2023.

Commission européenne (2023), « Age of young people leaving their parental household »
https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Age_of_young_people_leaving_their_parental_household, consulté le 27 mars 2023

CSC (2022), Campagne *Stop à la galère en début de carrière !* Jeunes CSC,
<https://www.jeunes-csc.be/campagnealloc>, consulté le 03 août 2023

Forem(2023), Analyse fiches jeunes
https://www.leforem.be/content/dam/leforem/fr/documents/20190823_Analyses_Fiches_Jeunes_MDE_mise_a_jour2019.pdf, consulté le 05 février 2022

Forem (2023), Allocation d'insertion et allocation de chômage ,
[Allocation d'insertion et allocation de chômage \(leforem.be\)](#), consulté le 07 mars 2023

Forem (2023) , Contrôle de la recherche d'emploi, Jeunes en stage d'insertion, « Comment se déroule la procédure de suivi ? » <https://www.leforem.be/particuliers/controle-recherche-emploi-jeunes-stage-insertion-etapes.html> , consulté le 27 mars 2023

Interreg (2021), Projets Habitat Défi Jeunes, <https://habitat-defi-jeunes.eu/>, consulté le 10 juillet 2024

Iweps (2023), Indicateurs statistiques, Jeunes en situation de NEET, (ni à l'emploi, ni en enseignement, ni en formation), [Jeunes en situation de NEET \(ni à l'emploi, ni en enseignement, ni en formation\) - Iweps](#), consulté le 03 mars 2023

La ligue des familles, « *La précarité étudiante, pointe de l'iceberg des précarités* » (2021) , nov 2021 <https://www.laligue.be/Files/media/imports/20211210-analyse-precarites-etudiantes.pdf> , consulté le 22 décembre 2021

Le Monde (2023), Entretien avec O. Galland « [La jeunesse débute plus tôt et se termine plus tard qu'avant](#) » (lemonde.fr), consulté le 03 mars 2023

Parlement européen (2017), « Qui sont les NEET ? Être jeune, sans emploi, éducation ni formation aujourd'hui » [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2017/599360/EPRS_BRI\(2017\)599360_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2017/599360/EPRS_BRI(2017)599360_FR.pdf), consulté le 07 mai 2024

Service citoyen Belgique (2022), Présentation, <https://service-citoyen.be/>, consulté le 03 août 2024

SPP Intégration sociale (2024), « *Circulaire du 18 mars 2024 concernant le droit à l'intégration sociale* » , <https://www.mi-is.be/sites/default/files/documents/Circulaire%20-%20int%C3%A9gration%20sociale-18-03-24.pdf> consulté le 15 mai 2024

Statbel (2022), Emploi et formation, « Les 18-24 ans en décrochage scolaire » <https://statbel.fgov.be/fr/nouvelles/67-des-18-24-ans-sont-en-decrochage-scolaire-en-2021>

Consulté le 08 mai 2024

Conférences et entretiens

Bajoit G., (2017, 14 décembre) « *Echange de pratiques autour de la question des Neet* » (Séminaire organisé par le Forem), CEME Charleroi

Bajoit G. (2019, 07 février), « *Génération Z* » (Extrait Colloque), Uclouvain, https://www.youtube.com/watch?v=hrVQs_qJ6q8, consulté le 20 janvier 2024

Blairon J. (2018), « *Quelques mécanismes qui fabriquent de la désaffiliation* », Colloque organisé sur le thème de l'accompagnement des jeunes « Neet » par la Maison de l'Emploi d'Andenne, Andenn'AMO et partenaires « We neets you », in : intermag.be, <https://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2018m10n2.pdf>, consulté le 06 août 2024

Castel R., Ramaux C (2010) « *La Crise de l'Etat providence, pendant la crise, les crises continuent...* » (Table ronde), Web TV Université de Lille <https://webtv.univ-lille.fr/video/3378/la-crise-de-l%E2%80%99Etat-providence-journee-d8217etudes-pendant-la-crise-les-cris-continuent-%E2%80%A6-table-ronde>, consulté le 26 juillet 2023

Chainaye M., Menouar Malki (2020), *Comment définir les jeunes en état de vulnérabilité, Interreg, Habitat défi-jeunes*, <https://accompagnement-social.eu/outillotheque/accompagner-globalement-les-jeunes/>, consulté le 20 avril 2024

Ehrenberg A. (2021, 12 octobre), « *Santé mentale et lien social* » (Journée d'études et d'échanges) au Crésam de Namur

Hubert H.O., Poncé A. représentante Ministre Vandenbroeck, Verhoeven M., Vielle P. , (2002, 19 septembre), « *L'Etat social actif, un concept libéral pour un social à la marge ?* » Acte de la journée d'études organisée par la Fédération des centres de service social et la Fédération des centres de service social bicommunautaires, Liège, Les carnets du travail social. <https://www.fdss.be/wp-content/uploads/EtatSocialActif.pdf>, consulté le 05 août 2023

Labuche C., (2023, 14 juin) entretien exploratoire, service insertion socioprofessionnelle
Neet, CPAS Sambreville

Rosanvallon P. (2023), Colloque du 23 mars, « Les épreuves de la vie », Uclouvain, Louvain-la-Neuve

Wieviorka M. (2013), « *Subjectivation et violence* », Interview réalisée par l'asbl RTA à Paris. In : Intermag.be, Carnet de l'Aide à la Jeunesse, <https://www.intermag.be/michel-wieviorka-subjectivation-et-violence>, consulté le 05 août 2024

Figures

Fig 1, Eurostat, Taux de chômage 2018, www.leforem.be, consulté le 03 mars 2023

Fig 2, Iweps, Taux Neet, <https://www.iweps.be/indicateur-statistique/18-24-ans-situation-de-neet-a-lemploi-enseignement-formation/>, consulté le 05 mars 2023

Fig 3, Statbel -EFT 2021 ; Calculs IWEPS ,
<https://www.iweps.be/wpcontent/uploads/2021/12/RS6.pdf>, consulté le 03 mars 2023

Fig 4, Management, (2023), <http://alain.battandier.free.fr/spip.php?article6>, consulté le 6 mars 2023

Fig 5, Bajoit, G. (1988), *Exit, voice, loyalty... and apathy, Les réactions individuelles face au mécontentement*, In : R. franç. Sociol. XXIX, 325-345, <https://doi.org/10.2307/3321910>

VII. Annexes

Annexe 1 : Guide d'entretiens

Tout d'abord je me présenterais, j'expliquerais le cadre et l'objectif de ma recherche, tout en assurant la confidentialité de l'identité des répondants.

- Pourriez-vous s'il vous plaît vous présenter en expliquant votre parcours dans les grandes lignes ?
- Vivez-vous seul ? Avec votre famille ? Amis ? Couple ?...
- Pourriez-vous me décrire ce que vous vivez ? Vos facilités ? Difficultés dans la vie ? (Histoire, exemple, précision...)
- Comment vous situez-vous par rapport à la société, à votre famille, au travail ?
- Quels sont vos projets pour le futur ? Vos aspirations ? Vos attentes ? (Personnel, professionnel...)
- Quels sont vos revenus actuels ?
- Qu'est-ce que vous pensez de manière générale du monde du travail en Wallonie ? De l'enseignement ? Du monde de la formation ?
- Que pensez-vous des politiques sociales concernant les jeunes ? Qu'est-ce qu'il faudrait améliorer ?
- Que pensez-vous des structures de l'Etat comme le CPAS ? le FOREM ? Et leur façon d'accompagner les jeunes dans leur projet de vie ?
- Que pensez-vous des structures d'accompagnement pour les jeunes ? AMO, asbl d'insertion socioprofessionnelle, etc.
- Pensez-vous avoir les mêmes attentes et aspirations que les autres jeunes ? Qu'est-ce qu'il y a de différent ou de commun d'après vous ?
- En quoi êtes-vous d'accord avec eux ? Pas d'accord ?
- Qu'est-ce qui pose problème d'après vous pour arriver à vos aspirations et à vos attentes ? Qu'est-ce qui pourrait vous aider ?

